

PRÊT AU CHANGEMENT

LA PROMESSE DE TRANSFORMATION
AGRICOLE DE L'AFRIQUE



PRÊT AU CHANGEMENT

LA PROMESSE DE TRANSFORMATION
AGRICOLE DE L'AFRIQUE





GRÂCE À DES TECHNIQUES SIMPLES D'IRRIGATION, CETTE AGRICULTRICE DU BURKINA FASO PEUT CULTIVER PENDANT LA SAISON SÈCHE. LE REVENU GÉNÉRÉ PAR L'AGRICULTURE ET LA VENTE DE SES LÉGUMES LUI A PERMIS DE SCOLARISER SES ENFANTS ET DE LEUR OFFRIR UN AVENIR.

PHOTO: P. CASIER / CGIAR

PRÊT AU CHANGEMENT

LA PROMESSE DE TRANSFORMATION AGRICOLE DE L'AFRIQUE

03	Remerciements
04	Introduction
07	État des lieux et analyse
12	Dresser le portrait de la réussite
13	Ghana
18	Éthiopie
23	Burkina Faso
29	Renouveler la promesse de Maputo
37	Recommandations politiques pour une transformation agricole de l'Afrique
46	Annexe 1 : Exemples de réussite dans le monde
48	Annexe 2 : Tables de données sur l'agriculture africaine
52	Notes



DES POUSSES D'ANANAS SONT CULTIVÉES
DANS LA PÉPINIÈRE DE LA FERME BOMART
À NSAWAM AU GHANA.

PHOTO : JONATHAN ERNST / BANQUE MONDIALE

REMERCIEMENTS

Nous tenons à remercier les membres du Conseil d'administration de ONE et ses éminents conseillers, Bono, Joshua Bolten, Howard Buffett, Susie Buffett, Joe Cerrell, John Doerr, Jamie Drummond, Michael Elliott, Tom Freston, Helene Gayle, Morton Halperin, Mo Ibrahim, Ngozi Okonjo-Iweala, Ronald Perelman, Jeff Raikes, Condoleezza Rice, Sheryl Sandberg, Kevin Sheekey, Bobby Shriver et Lawrence Summers, ainsi que les membres du Conseil consultatif sur les politiques africaines, Dr. Melvin Ayogu, Amadou Makhtar Ba, Owen Barder, David Barnard, Erik Charas, Romy Chevallier, Paul Collier, Nic Dawes, Zohra Dawood, Eleni Z. Gabre-Madhin, Neville Gabriel, John Githongo, Angélique Kidjo, Acha Leke, Dr. Xiaoyun Li, Jon Lomøy, Bunmi Makinwa, Susan Mashibe, Dr. Richard Mkandawire, archevêque Njongonkulu Ndugane, Ory Okolloh, Arunma Oteh, Rakesh R. Rajani, Mandla Sibeko, John Ulanga and Russell Wildeman. Nous exprimons notre gratitude à notre éminent parrain international, l'archevêque Desmond Tutu pour son soutien et son aide.

Nous voudrions aussi remercier la fondation Caterpillar pour son généreux soutien qui a permis la réalisation de ce rapport ce rapport.

Nous remercions tous ceux qui ont fait part de leurs commentaires constructifs sur les versions préliminaires de ce rapport, notamment nos nombreux partenaires dans la communauté mondiale des ONG et dans les gouvernements du monde entier. Nos recommandations politiques furent définies après consultation avec les entités suivantes : l'Agence de coopération et de recherche pour le développement (ACORD), ActionAid international (Gambie et Nigéria), l'African Fertilizer and Agribusiness Partnership (AFAP), l'Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA), les Services de secours catholique (CRS), le Forum des agriculteurs de l'Afrique orientale et australe (ESAFF), le Réseau d'analyse de politiques relatives à l'alimentation, l'agriculture et les ressources naturelles (FANRPAN), le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), Oxfam international

(Sénégal), le Pan African Agribusiness and Agroindustry Consortium (PAAAC), et la Confédération des syndicats agricoles d'Afrique australe (SACAU).

Merci à ceux qui nous ont fait part de leurs réactions et commentaires concernant ce rapport dont Molly Kinder (Global Development Innovation Ventures), Josh Lozman (Fondation Bill & Melinda Gates), Rupert Simons (Africa Governance Initiative), Camilla Toulmin (International Institute for Environment and Development), Warren Nyamugasira, Eric Hazard (Oxfam-Senegal), Ishmael Sunga (SACAU), Jon Lomøy (OCDE), et Tendai Murisa (Trust Africa).

Tous ont amélioré la valeur de ce rapport, et les éventuelles erreurs qui pourraient l'entacher nous sont toutes imputables. L'analyse finale et les opinions exprimées sont la responsabilité de ONE et ne reflètent pas nécessairement l'avis de ces contributeurs ou de ces associations.

Nos remerciements vont aussi à notre fidèle relecteur, David Wilson.

Les collaborateurs et consultants suivant de ONE ont largement contribué à la rédaction de ce rapport : Elisa Desbordes-Cissé, Nealon DeVore, Tamira Gunzburg, Andreas Huebers, Dr. Siphon S. Moyo, Nachilala Nkombo et Friederike Röder.

La gestion, l'édition et la production de ce rapport ont été placées sous la direction de Sara Harcourt, Edith Jibunoh et Caitlyn Mitchell, et sa rédaction et son analyse de données, sous la direction de Catherine Blampied, David Hong et Arathi Rao.

Merci aux millions de personnes qui travaillent sans répit pour progresser sur le front du développement agricole et de la sécurité alimentaire. La persévérance et le dévouement de ceux et celles qui travaillent au sein des gouvernements et ailleurs sont une réelle source d'inspiration.

INTRODUCTION

L'Afrique grandit. Sa croissance économique augmente de manière constante avec une moyenne de 5% par an ces dix dernières années. Parallèlement, la population continue de s'accroître rapidement : la population africaine devrait quadrupler dans les 90 prochaines années¹. Ceci exigera une augmentation importante du nombre d'emplois, une accélération de la transformation économique, ainsi qu'une forte hausse de la production agricole pour subvenir aux besoins en alimentation d'une qualité nutritionnelle élevée de cette immense population. Le potentiel de l'agriculture est important et peut entraîner une croissance économique généralisée, améliorer la sécurité alimentaire et créer des débouchés pour des millions d'Africains. Les salaires de plus de deux tiers des citoyens africains dépendent de l'agriculture. Cependant, ce secteur ne représente qu'un tiers du Produit intérieur brut (PIB) du continent². Des efforts pour améliorer la productivité des exploitants agricoles et augmenter les revenus peuvent donc accroître la demande dans d'autres secteurs économiques importants³. Cette dynamique stimule la croissance économique tout en offrant simultanément l'opportunité de sortir des millions de gens de la pauvreté. La Banque mondiale a calculé qu'une croissance dans le secteur agricole est 2,5 fois plus efficace pour réduire la pauvreté qu'une croissance dans d'autres secteurs et une étude plus récente démontre qu'en Afrique subsaharienne, elle est 11 fois plus efficace⁴.

Presque tous les pays africains pourraient augmenter le potentiel de leurs secteurs agricoles. Pourtant ces dernières années, ces pays ont accordé des niveaux de priorisation très variés aux investissements et aux réformes dans ce secteur. Dans de nombreux cas, les ressources naturelles et humaines sont abondantes; cependant, il manque des investissements primordiaux comme le développement d'infrastructure, de capacités de recherche, d'un environnement politique et commercial propice ainsi que de financements public, privé et par des donateurs.

Il y a dix ans, lors du sommet de l'Union africaine (UA) à Maputo, au Mozambique, les dirigeants africains avaient pris l'engagement audacieux d'inverser la tendance au sous-investissement qui a été un frein pour le secteur agricole pendant si longtemps, en promettant d'allouer au moins 10% de leur budget national à l'agriculture, d'adopter des politiques de développement agricole sensées et d'atteindre une croissance agricole d'au moins 6%.

Les gouvernements ont conçu des plans de développement rural et agricole spécifiques à leur pays à travers le Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine (PDDAA). Cependant, les progrès sur les objectifs de Maputo sont inégaux : de nombreux pays ne sont pas à la hauteur de leurs promesses, tandis que les plans nationaux issus du PDDAA, là où ils ont été mis en œuvre, n'utilisent pas des mécanismes de transparence et un suivi des résultats approprié et ignorent des domaines prioritaires comme les pertes post-récoltes et la disparité entre les sexes qui existe dans le secteur.

Au prochain sommet de l'UA en juillet 2014, les dirigeants africains auront l'occasion de revoir et de revitaliser la Déclaration de Maputo, et de prendre aussi de nouveaux engagements politiques pour les dix prochaines années de l'agriculture africaine. Simultanément, le PDDAA est en train de réformer son propre processus pour qu'il puisse accompagner de son mieux ce développement et fournir un nouveau cadre de résultats. Pour mettre en avant cette opportunité historique, le rapport de ONE, « Prêt au changement : la promesse de transformation agricole de l'Afrique » vise à évaluer les succès et les lacunes de la décennie passée tout en présentant des leçons et recommandations politiques pour accélérer le progrès agricole en Afrique. Celles-ci ont été identifiées en consultation avec les principaux acteurs.

La première section du rapport, « Dresser le portrait de la réussite » présente trois études de cas de pays africains (Ghana, Éthiopie et Burkina Faso) où des réformes et investissements dans l'agriculture ont aidé à promouvoir la croissance et le développement. Les dépenses publiques sont un des moyens les plus directs et efficaces pour les gouvernements de favoriser une croissance agricole profitant à tous. Cependant, alors que les gouvernements cherchent à mettre en œuvre des réformes, à accroître les dépenses agricoles et à accélérer la croissance, ils doivent prendre en compte une panoplie d'options et de réformes à mettre en place dans leur pays ainsi que les problématiques spécifiques liées au contexte pour atteindre leurs objectifs. Ces études de cas illustrent comment les dirigeants du Ghana, de l'Éthiopie et du Burkina Faso ont fait face à ces décisions et comment ils ont obtenu des progrès incroyables non seulement dans leur secteur agricole mais aussi dans leur développement économique. Ils offrent également des leçons politiques importantes pour tout autre leader désirant voir des résultats similaires dans son propre pays.

Dans la deuxième section, « Renouveler la Promesse de Maputo », le rapport examine le progrès (ou le manque de progrès) fait par les pays africains pour atteindre les objectifs de Maputo, et étudie les défis qu'ils ont rencontrés. Il se concentre particulièrement sur le cadre de résultats du PDDAA, qui souligne l'importance de la transparence et de l'amélioration de l'accès des exploitants agricoles à l'information. Ces derniers n'ont pas suffisamment eu la possibilité de tenir leurs dirigeants responsables de la priorisation du secteur agricole ou de la réalisation du progrès et de la mise en œuvre telles que définies par le PDDAA. Ces défis mettent également en valeur le besoin de réforme dans certains domaines importants qui pourraient être améliorés dans tout nouvel accord atteint en 2014.

Enfin, dans la troisième section, « Recommandations politiques pour une transformation agricole de l'Afrique », le rapport conclut en appelant les dirigeants politiques à saisir les opportunités pour transformer le secteur agricole, intensifier l'investissement public, renforcer les liens avec les exploitants agricoles, la société civile et le secteur privé, et améliorer la qualité des politiques et des dépenses publiques. Le rapport propose une gamme d'options politiques aux dirigeants africains, entre autres des programmes visant à réduire la disparité entre les sexes dans le secteur agricole, des réformes conçues pour faciliter le commerce intrarégional et l'augmentation des ressources pour l'amélioration de la gouvernance foncière.

En ce moment même, les dirigeants africains sont en train de définir une position africaine commune sur l'Agenda de développement post-2015 qui remplacera les objectifs du Millénaire pour le développement. Un objectif global est d'assurer la fin de l'extrême pauvreté d'ici à 2030, ainsi qu'une transformation économique, une amélioration de la transparence et un développement durable. Mais sans une transformation agricole, l'Afrique ne pourra jamais éradiquer l'extrême pauvreté d'ici à 2030. C'est maintenant qu'il faut agir : si les gouvernements s'engagent à partager la même vision d'une stratégie sur tout le continent pour améliorer le progrès agricole, cela pourrait marquer l'entrée dans une nouvelle ère de croissance et de prospérité collective.



DES EXPLOITANTS AGRICOLES
RECOLTENT DES TOMATES EN ÉTHIOPIE.

PHOTO : STEPHEN BACHENHEIMER / BANQUE MONDIALE

ÉTAT DES LIEUX ET ANALYSE

Après des décennies de stagnation économique, les économies africaines ont connu une croissance rapide : leur produit intérieur brut (PIB) a augmenté de près de 5% par an entre 2000 et 2012¹. Cependant, cette croissance (dans les secteurs du pétrole, gaz et des minéraux en particulier) n'a pas bénéficié à l'ensemble de la population et n'a pas contribué à réduire la pauvreté.

Deux tiers des habitants d'Afrique subsaharienne vivent de l'agriculture. Ce secteur représente un tiers du PIB du continent et dans certains pays, comme l'Éthiopie, la Sierra Leone ou le Libéria, il contribue jusqu'à 50 voire 60% du PIB². Le potentiel qu'il représente pour une transformation et un développement économique est donc énorme, mais de nombreux pays africains n'ont pas accordé suffisamment d'attention à ce secteur ou su en maximiser les bénéfices. Si plus d'intérêt n'y est pas apporté, l'Afrique devra faire face à des défis colossaux dans sa quête d'éradication de la pauvreté.

Le besoin d'investir massivement dans l'agriculture africaine n'a jamais été plus urgent. Les producteurs à travers le continent sont confrontés à des problèmes qui ne font que s'aggraver : dégradation des sols, croissance rapide de la population, changement climatique. Autant de facteurs qui menacent la productivité agricole et les progrès atteints en matière de réduction de la pauvreté et de croissance

économique. En parallèle, de nouvelles approches et innovations (dans le commerce de matières premières, les technologies de l'information et des communications et les nouvelles variétés de cultures) ont permis aux agriculteurs de mieux gérer les risques, d'augmenter le prix de leurs marchandises et de renforcer leur capacité de résilience face aux chocs climatiques. De plus, la mise en évidence récente de moyens efficaces pour réduire la disparité entre les femmes et les hommes offre aux décideurs africains l'opportunité de transformer le secteur agricole. Enfin, un redoublement d'attention sur la valeur ajoutée de l'agriculture, l'industrie agro-alimentaire et la gestion post-récolte laisse augurer d'un potentiel inouï d'accroître les revenus et de créer des opportunités d'emploi.

Dix ans après que les dirigeants africains aient pris l'engagement historique, au travers de la Déclaration de Maputo de 2003, de développer leur secteur agricole, le rapport de ONE, « Prêt au changement : la promesse de transformation agricole de l'Afrique », présente les succès accomplis jusqu'à présent et met en avant les défis qui se profilent à long terme. 2014, Année de l'agriculture et de la sécurité alimentaire de l'Union africaine (UA), est une nouvelle opportunité pour les chefs d'État africains de renouveler leurs promesses. La capacité des dirigeants à saisir cette occasion et à gérer les problèmes croissants dans le secteur agricole déterminera les perspectives de développement des pays à travers le continent.

MESSAGES CLÉS

1 Les investissements dans l'agriculture rapportent.

Quelques pays africains précurseurs ont déjà démontré que des réformes efficaces et des investissements ciblés dans l'agriculture peuvent aboutir à une croissance économique et une réduction de la pauvreté. Même si beaucoup de ces investissements ont précédé les engagements de Maputo, certaines leçons politiques peuvent être tirées de leurs succès. Au Ghana et au Burkina Faso, la croissance liée à l'exportation du cacao et du coton a contribué à de meilleurs résultats dans le développement et à la réduction de la pauvreté. Le taux de pauvreté a diminué de plus de 44% au Ghana et de 37% au Burkina Faso. Pour ce dernier, les revenus des exploitants du coton ont augmenté d'environ 20 à 40%. En outre, l'expansion de la production du coton n'y a pas eu pour effet de nuire à la production de denrées

alimentaires. Au contraire, les deux ont été coordonnées de sorte que la sécurité alimentaire des foyers des exploitants de coton soit aussi améliorée. L'Éthiopie, d'un autre côté, illustre un engagement politique continu envers l'agriculture et une reconnaissance courageuse du rôle central que joue ce secteur dans la promotion d'une croissance partagée. Alors que, durant les précédentes décennies, la famine et la sécheresse avaient ravagé le pays, des investissements récents dans le conseil technique, les routes et les mécanismes modernes de commercialisation, tels que l'échange de matières premières, ont permis une hausse de la production de céréales et ont aidé à améliorer la nutrition en augmentant d'environ 50% le nombre de calories consommées par la population rurale³.

2

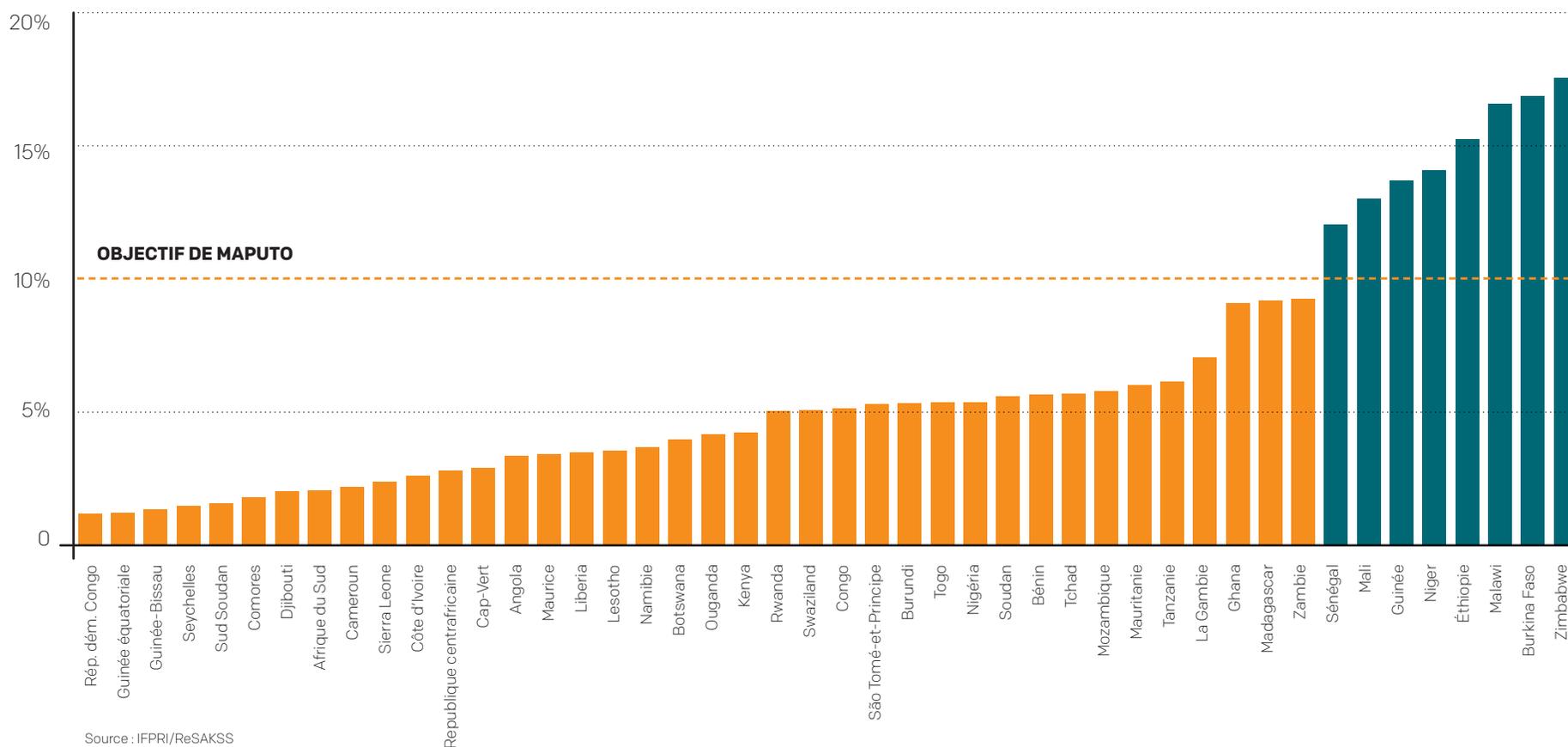
Les engagements de Maputo ont été déterminants pour mettre en avant le rôle de l'agriculture mais de nombreux pays ne sont pas à la hauteur de leurs engagements. Plus d'attention doit être portée aux investissements agricoles.

La Déclaration de Maputo de 2003 reconnaît le lien primordial entre la croissance agricole et le développement économique et a pour objectif d'intensifier l'investissement public dans le secteur, avec l'engagement des gouvernements d'allouer au moins 10% de leur budget national à l'agriculture, d'adopter des politiques agricoles et rurales de qualité et d'atteindre une croissance agricole d'au moins 6% par an.

Cependant, les progrès vers la réalisation des objectifs de Maputo ont été inégaux. Dix ans après la signature de cette déclaration, moins d'un cinquième des pays

africains a atteint ces objectifs. Dans l'ensemble du continent, le taux moyen des dépenses publiques totales allouées à l'agriculture a, à peine, dépassé 6% par an depuis 1995. Néanmoins, certains pays ont démontré un véritable engagement et illustré les progrès qui peuvent être réalisés grâce à des investissements efficaces et une volonté politique continue. Parmi eux le Burkina Faso, l'Éthiopie, la Guinée, le Malawi, le Mali, le Niger et le Sénégal, ont régulièrement alloué 10% de leur budget à l'agriculture entre 2003 et 2010. Le Ghana, Madagascar et la Zambie, ont quant à eux, alloué en moyenne 9% au secteur agricole⁵. Ces pays ont également fait des progrès

ILLUSTRATION 1. DÉPENSES PUBLIQUES AGRICOLES DES PAYS AFRICAINS, MOYENNE 2003-10⁴



Source : IFPRI/ReSAKSS

sur le premier des huit objectifs du Millénaire pour le développement, soit réduire de moitié l'extrême pauvreté (un seul d'entre eux ne pourra pas respecter ces délais)⁶. D'autres pays, le Burundi, le Congo et le Togo, ont prouvé leur engagement en augmentant substantiellement leurs dépenses agricoles depuis 2003.

Alors que l'objectif de dépenses de Maputo a stimulé les investissements dans beaucoup de pays, une des leçons à tirer de la décennie passée est le besoin de mesurer la qualité des dépenses agricoles et de standardiser la définition d'une

ressource pour l'agriculture. Les pays furent encouragés à satisfaire l'objectif des 10% sans être rendus responsables de l'efficacité de ces dépenses. Des études montrent que les investissements dans les biens publics tels que la recherche et développement et les infrastructures donnent de bien meilleurs retours sur investissement (à travers les gains de productivité et l'accès aux marchés, par exemple) que d'autres investissements tels que les apports de subventions. Le suivi des dépenses est difficile car il existe différentes structures de classification et les pays rendent compte de leurs dépenses agricoles de manières variées, sur des périodes de temps différentes.

3

Le PDDAA a été un processus utile pour les pays afin d'organiser leur plan agricole mais ces plans ont manqué de redevabilité et ont ignoré des éléments clés nécessaires au progrès.

À la suite de la Déclaration de Maputo, les gouvernements ont été appuyés pour concevoir leur propre plan de développement agricole spécifique à leur contexte par l'intermédiaire du Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine (PDDAA). Dans le but d'éliminer la famine et de créer de la richesse à travers l'agriculture, le PDDAA soutient les efforts des pays pour atteindre les objectifs de Maputo, à savoir : 10% d'allocation budgétaire et 6% de croissance annuelle du PIB agricole. Le PDDAA guide les pays à travers un processus fiable en développant un pacte national, puis en élaborant un plan d'investissement révisé par un tiers indépendant et finalement en organisant une réunion à laquelle les investisseurs peuvent assister. Jusqu'à présent, 43 pays ont initié le processus du PDDAA, 36 d'entre eux ont adopté des pactes au titre du PDDAA et 28 ont lancé des plans entièrement chiffrés et soumis à un examen technique pour accélérer leur développement agricole⁷.

Bien que satisfaire l'objectif mesurable de 10% des dépenses soit significatif, ce n'est qu'un aspect dans l'accomplissement d'une transformation du secteur agricole : la qualité et l'efficacité de ces investissements sont tout aussi essentielles.

De nombreuses parties prenantes soulignent que les priorités du PDDAA devraient être étendues afin de prendre en compte des problématiques qui sont largement inexistantes dans les plans d'investissement d'origine : en particulier, le rôle de l'agro-industrie et du secteur privé ainsi que les pertes post-récolte et la place des femmes dans l'agriculture.

- Premièrement, à travers le processus de maintien de la dynamique du PDDAA, le rôle du secteur privé a été accentué, ainsi que l'idée que l'investissement public devrait soutenir un environnement fiable pour les entreprises dans le but d'encourager les investissements responsables et partagés. Pendant bien trop longtemps, des politiques mal adaptées, des monopoles de l'État et autres défauts des marchés ont été un frein à l'activité du secteur privé et à l'innovation des exploitants agricoles.
- Deuxièmement, bien que les exploitants agricoles obtiennent des gains de productivité significatifs, ils devront faire face à des problèmes de stockage et de transport de leurs récoltes. Des systèmes améliorés et plus innovants devraient être un élément clé de tout plan d'investissement.
- Enfin, les disparités de productivité entre les hommes et les femmes doivent disparaître. Les femmes produisent de 20 à 30% moins que les hommes, principalement du fait de l'inégalité d'accès aux intrants et aux emplois de qualité. Dix ans après la Déclaration de Maputo, ces problèmes sont au cœur de l'amélioration du processus du PDDAA et des plans d'investissement de chaque pays.

Une autre modification décisive pour le PDDAA est de mettre en place un cadre de redevabilité qui suit régulièrement les progrès atteints et tient les gouvernements pour responsables de leur plan d'investissement. Le PDDAA a conçu un cadre de résultats solide qui inclut des indicateurs importants de suivi de progrès sur les gains d'efficacité dans l'agriculture et sur l'amélioration des moyens de subsistance des exploitants agricoles. Maintenant, c'est aux dirigeants africains d'utiliser cet outil et de mettre en place un tableau de suivi afin de déterminer quels pays font de bons investissements avec leurs ressources publiques et mettent en œuvre les politiques appropriées à leur environnement.

4

2014 offre une occasion historique de renouveler et de renforcer les engagements envers l'agriculture pour la prochaine décennie.

Dans un effort d'accroître la volonté politique, Dr Thomas Yayi Boni, président du Bénin, avait déclaré 2014 comme l'Année de l'agriculture et de la sécurité alimentaire pour l'Union africaine alors qu'il présidait celle-ci. Cet engagement a été confirmé en 2012 par la présidente de la Commission, Nkosazana Clarice Dlamini-Zuma. L'Année de l'agriculture et de la sécurité alimentaire offre l'occasion unique de revoir et de renouveler le leadership africain et l'engagement pour la prochaine décennie. Dans le cadre de cette année historique, les gouvernements africains devront prendre de nouveaux engagements qui s'appuient sur la Déclaration de Maputo et qui renforcent le PDDAA en s'inscrivant dans un cadre de redevabilité. La liste complète de ces engagements devra être annoncée lors du sommet de juin de l'Union africaine de cette année.

Le « meilleur » assemblage de réformes dépend bien sûr énormément du contexte. Les décideurs politiques, à tous les niveaux, les acteurs de la société civile, les organisations d'agriculteurs et le secteur privé sont les mieux placés pour déterminer les besoins spécifiques de leur pays, de leur région ou de leur localité. Cependant, ce rapport présente un éventail de solutions politiques issues des succès (et des échecs) de la mise en œuvre des réformes agricoles, dans le cadre du processus du PDDAA et suite à des consultations avec des organisations de la société civile africaine, des coopératives et des organisations d'agriculteurs représentant les intérêts des petits exploitants agricoles, et des partenaires dévoués au développement dans le but de fournir des options aux décideurs cherchant un succès similaire.

- 1) Adopter des résolutions assorties de délais pour répondre à l'engagement de Maputo de consacrer au moins 10% des budgets nationaux à des investissements agricoles efficaces, grâce à des budgets transparents et responsables.
- 2) Gommer les disparités entre les sexes dans l'agriculture.
- 3) Renforcer la gouvernance des terres et sécuriser les droits fonciers.
- 4) Réduire les obstacles au commerce intrarégional.
- 5) Augmenter les investissements dans la recherche et développement (R&D) à au moins 1% du PIB agricole et renforcer les services de vulgarisation.
- 6) Intégrer la durabilité et la résilience au changement climatique dans les plans agricoles nationaux.
- 7) Faire de la réduction des pertes post-récoltes une priorité dans les plans agricoles nationaux.
- 8) Intégrer des objectifs nutritionnels dans les stratégies du secteur agricole.
- 9) Favoriser un environnement propice à l'intégration des petits exploitants agricoles et à des investissements responsables du secteur privé.
- 10) Accélérer la mise en œuvre des plans agricoles et assurer des résultats favorisant les petits exploitants les plus pauvres.



UNE SCÈNE ANIMÉE DU MARCHÉ LOCAL DE SEKONA, DANS L'ÉTAT D'OSUN, AU NIGÉRIA OÙ LES PRODUCTEURS ONT NOTÉ UNE AUGMENTATION DE LA DEMANDE POUR LEURS PRODUITS DEPUIS LA MISE EN PLACE D'UN PROGRAMME DE REPAS À L'ÉCOLE À BASE DE PRODUITS LOCAUX. CE PROGRAMME A ÉTÉ MIS EN PLACE AFIN D'AMÉLIORER LE STATUT NUTRITIONNEL DES ÉLÈVES, D'AUGMENTER LE NOMBRE D'ENFANTS PRÉSENTS À L'ÉCOLE ET QUI CONTINUENT LEURS ÉTUDES.

PHOTO : FONDATION BILL & MELINDA GATES

DRESSER LE PORTRAIT DE LA RÉUSSITE

Sur la scène internationale, peu de pays ont réussi à réaliser une croissance économique rapide qui n'ait été précédée ou accompagnée par une croissance du secteur agricole. Les cas du Brésil, de la Chine et du Vietnam sont des exemples évidents de ce que la croissance agricole peut apporter au développement économique en général (voir annexe 1). Chacun de ces pays a suivi sa propre voie mais ils ont ceci en commun : des institutions publiques fortes et capables qui ont mis en œuvre une stratégie de développement agricole fondée sur des investissements publics considérables et conçue pour promouvoir une prospérité largement partagée. Si ces exemples ont reçu leur lot de critiques, ils n'en sont pas moins source de leçons utiles pour les pays africains. Il revient aux gouvernements d'Afrique de décider par eux-mêmes des politiques et des investissements les plus susceptibles de développer l'agriculture et de réduire la pauvreté dans leur propre pays. Ils peuvent aussi examiner des modèles de réussite de développement agricole plus proches géographiquement.

De nombreux pays africains ont ouvert la voie en investissant des ressources publiques importantes dans l'agriculture et ils s'en trouvent récompensés. Dans cette partie, nous dressons le portrait de trois pays africains qui ont atteint (ou sont très proches d'atteindre) l'objectif de Maputo selon lequel 10% des dépenses publiques doivent être consacrées à l'agriculture : le Ghana, l'Éthiopie et le Burkina Faso. Nous soulignons ici les investissements et les réformes auxquels chacun de ces états a donné la priorité, et les effets bénéfiques que ces réformes ont produits sur leur développement économique et la réduction de la pauvreté (ainsi que les contraintes associées à ces stratégies). Nous tirons également les leçons politiques essentielles de ces expériences qui pourraient s'avérer utiles pour d'autres pays d'Afrique subsaharienne.



GHANA

CHIFFRES-CLÉS

PART DE L'AGRICULTURE DANS LE TOTAL DE LA DÉPENSE PUBLIQUE

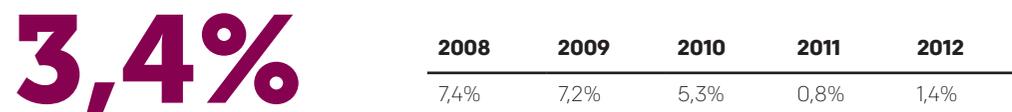
(en proportion des dépenses publiques totales)

Moyenne depuis Maputo (2003–10)



CROISSANCE DU PIB AGRICOLE

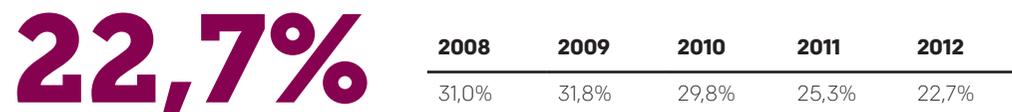
Moyenne depuis Maputo (2003–12)



PART DE L'AGRICULTURE DANS LE PIB TOTAL

(en proportion du PIB total)

En 2012



PROPORTION DE LA POPULATION ACTIVE EMPLOYÉE DANS L'AGRICULTURE

(en proportion de la population active totale)

En 2013



OMD1a : EXTRÊME PAUVRETÉ

(proportion de la population vivant avec moins de 1,25\$US par jour)

Depuis 1992



OMD1c : PRÉVALENCE DE LA SOUS-ALIMENTATION

(en proportion de la population)

Depuis 1991



INTRODUCTION

Le Ghana a connu l'une des croissances agricoles les plus rapides au monde en atteignant un taux supérieur à 7% en 2008-2009, avec une moyenne excédant 5% par an au cours des 25 dernières années¹. Si la part de l'agriculture dans le produit intérieur brut (PIB) total du pays a régulièrement baissé (en raison de la rapide croissance du secteur des services), elle reste tout de même considérable en atteignant 23%². L'agriculture est, de loin, le plus grand pourvoyeur d'emplois du pays, avec une majorité de petits exploitants agricoles³. Cette croissance s'est fondée sur l'expansion récente des cultures vivrières que sont le maïs, le riz, la patate douce, le manioc et la banane plantain⁴. Les cultures commerciales comme le cacao, la noix de cajou, le coton, l'huile de palme et l'ananas constituent des produits d'exportation précieux, sources de croissance pour l'ensemble de l'économie⁵. Beaucoup considèrent que le cacao en particulier est le « poumon » de l'économie ghanéenne. Il constitue la source la plus lucrative de recettes d'exportations (les exportations de fèves, de beurre, de poudre et de tourteaux de cacao ont ensemble représenté 2,4 milliards de dollars en 2011), générant des ressources que l'État a réinvesti dans les infrastructures et les services sociaux et faisant vivre plus de trois millions de

personnes (12% de la population)⁶. Les investissements du Ghana dans le secteur agricole ont été considérables et ont favorisé la croissance en général. Le pays a atteint, ou quasiment atteint, l'objectif de Maputo en matière de dépenses publiques consacrées à l'agriculture du moins pendant les six dernières années⁷. Le Ghana a signé sa convention du Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine (PDDAA) en octobre 2009. En juin 2010, il a finalisé son plan d'investissement et tenu une conférence d'après signature, étape finale du processus du PDDAA⁸.

Au cours de ce boom agricole des deux dernières décennies, le Ghana a connu un déclin sans précédent de la pauvreté et de la faim⁹. Il constitue aujourd'hui l'un des rares pays d'Afrique subsaharienne à avoir atteint (et même dépassé de loin) l'objectif du Millénaire pour le développement (OMD) de réduction de moitié de la prévalence de la sous-alimentation. Il a pratiquement réduit de moitié le nombre de personnes vivant avec moins de 1,25 dollar par jour, en tirant de la pauvreté 1,6 million de personnes entre 1992 et 2006¹⁰.

CLÉS DE LA RÉUSSITE

L'œuvre de transformation de l'agriculture au Ghana a transcendé les clivages politiques. Elle est restée une priorité pour les gouvernements qui se sont succédé, ce qui a permis une mise en œuvre sans entrave ni interruption des stratégies élaborées. La vision et la volonté politique des dirigeants du pays ont compté pour beaucoup dans cette réussite. Jerry John Rawlings, qui a dirigé le Ghana de 1981 à 2001 sous la bannière du parti du Congrès démocratique national (National democratic congress), était déterminé à instaurer la sécurité alimentaire sur l'ensemble du territoire et à lancer un processus de réforme qui a fait du Ghana une source d'inspiration pour les pays pauvres d'Afrique et d'ailleurs¹¹. C'est en reconnaissance de ce succès que la médaille Agricola de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Prix mondial de la lutte contre la faim (World Hunger Award) lui ont été décernés¹². En 1988, le gouvernement Rawlings a institué la « Journée nationale de l'agriculteur » (National Farmer's Day), une fête publique annuelle (encore célébrée de nos jours) qui reconnaît et récompense l'importante contribution des agriculteurs du Ghana au développement national et à la sécurité alimentaire dans le pays, notamment à travers la distribution de prix (des outils, des tracteurs, des polices d'assurance et même des maisons) aux meilleurs exploitants agricoles du pays¹³.

Son successeur John Kufuor du Nouveau parti patriotique (New patriotic party), s'est saisi de la question de la sécurité alimentaire, réduisant le niveau de la faim dans le pays de deux tiers au cours de ses huit années de présidence (2001–2009)¹⁴. Kufuor reçut le Prix mondial de l'alimentation en 2011 et déclara que la commercialisation du cacao et la modernisation de la filière cacaoyère avaient été essentielles à son succès¹⁵. Au cours de son mandat (2009-2012), John Atta Mills du Congrès démocratique national mit également l'accent sur l'agriculture et la sécurité alimentaire dont il considérait qu'elles constituaient le « socle » de tout développement¹⁶. Parmi les réalisations de Mills, on peut citer le programme de six ans pour la réhabilitation du cacao, l'extension du Programme des jeunes dans l'agriculture (Youth in agriculture programme) qu'il avait conçu 10 ans plus tôt (il était alors président de l'équipe de gestion économique) et une production record de cacao, avec le pourcentage le plus élevé du prix pratiqué sur les marchés mondiaux jamais reversé aux producteurs¹⁷.

L'actuel président John Mahama du Congrès démocratique national a maintenu cette forte priorité accordée à l'agriculture. Ancien ministre de la communication,

il manifeste un intérêt particulier aux possibilités qu'offrent les technologies pour accroître la productivité de l'agriculture et encourage les jeunes à entreprendre dans l'agriculture commerciale¹⁸.

Ces dirigeants, avec leurs équipes, ont mis en œuvre des réformes et des investissements publics stratégiques qui ont stimulé le développement agricole et amélioré les conditions de vie des Ghanéens.

La libéralisation progressive du secteur agricole et des investissements publics ciblés ont permis d'accroître la production et de distribuer les fruits de la croissance.

Contrairement à de nombreux autres pays africains, le Ghana a procédé à la libéralisation de son secteur agricole de manière progressive, en veillant à maintenir les rôles distincts de l'État et du secteur privé. Jusqu'aux années 1990, l'État exerçait un monopole sur la distribution, l'achat et la commercialisation dans la filière du cacao. En 1992, le gouvernement a commencé à permettre à des opérateurs privés agréés de concurrencer l'agence publique chargée de la commercialisation, occasionnant ainsi un changement qui aida à réduire la corruption et à soutenir la production¹⁹. Cependant, l'État reste fortement présent dans le secteur. L'Établissement public de développement du cacao (Cocobod) établit un prix minimum qui doit être payé aux producteurs et veille à la qualité dans l'ensemble du secteur, teste et agréé les produits agrochimiques, et investit les excédents dans des biens publics tels que la recherche et le développement (R&D) et la vulgarisation²⁰. Par exemple, en 2001, le Cocobod a initié une campagne massive de pulvérisation gratuite pour protéger les cultures des agents nuisibles et pathogènes. 93% des agriculteurs concernés ont affirmé que cela avait permis d'augmenter leurs rendements²¹. Cette initiative se poursuit sous le nouveau gouvernement qui a inscrit dans le budget national 2012/13 une enveloppe de 44,9 GH¢ millions, soit près de 25 millions de dollars US (constants, en 2012) destinée au programme²². Le Cocobod effectue aussi un travail de développement communautaire, notamment en construisant des structures de santé, en distribuant des moustiquaires imprégnées d'insecticide et en installant des infrastructures d'éclairage public fonctionnant à l'énergie solaire²³. L'État offre également une protection aux producteurs dans l'agriculture vivrière à travers l'Entreprise publique de stock alimentaire (NAFCO), qui leur garantit un prix minimum et un marché stabilisé par un mécanisme de stock tampon et par l'achat de productions telles que le maïs, le riz et le soja par des institutions publiques comme l'armée, les écoles et les hôpitaux²⁴.

L'État a renforcé la priorité accordée à la création d'unités industrielles agroalimentaires et à la promotion de l'investissement privé.

La première Politique de développement du secteur agroalimentaire (FASDEP I) a été lancée en 2002 dans le but de créer des synergies dans la chaîne de valeurs. FASDEP II, la révision effectuée en 2007, renforce l'action destinée à accroître la productivité tout au long de la chaîne de valeurs, à atteindre dans la production les niveaux de qualité requis sur les marchés internationaux et à soutenir la commercialisation et l'accès aux marchés, notamment grâce à une intervention accrue du secteur privé²⁵. Ainsi, sous le mandat du président Kufuor, l'État a commencé à investir dans des industries de transformation du cacao. Auparavant, le pays exportait presque entièrement la production brute pour une transformation à l'étranger²⁶. Son objectif initial était la transformation locale de 40% de la production. Celui-ci a été réalisé en 2012 (bien que le Ghana reste encore sur ce plan en retrait par rapport à d'autres grands exportateurs de cacao, notamment la Côte d'Ivoire)²⁷. Le président Mills a continué la même approche et, entre autres, chargé une entreprise de transformation du cacao dotée d'un capital entièrement ghanéen de 40 millions de dollars US de concurrencer les entreprises multinationales²⁸. Plus généralement, le régime des « zones franches » (zones de traitement des exportations) offre des opportunités aux entreprises qui transforment des produits de base comme le cacao, la noix de cajou, les fruits et légumes tropicaux²⁹. On peut citer à titre d'exemple d'initiative récente de partenariat public-privé le Projet du Ghana pour l'agriculture commerciale (2012–2017), soutenu par l'Agence de développement américaine, USAID, et la Banque mondiale, qui est spécifiquement destiné à rapprocher les petits exploitants agricoles des entreprises commerciales dans le cadre de contrats d'exploitation et de systèmes de plantation à grande échelle³⁰. Au stade actuel, de nombreuses opportunités d'investissements ont été identifiées, notamment dans le domaine de la transformation des semences et du manioc³¹.

La recherche et développement est une priorité de l'investissement public.

La Déclaration de Maputo stipule que 1% de la valeur du PIB agricole doit être consacré chaque année à la recherche et développement. Le Ghana n'a pas atteint cet objectif mais depuis 2003, il y a consacré en moyenne 0,7% de son PIB agricole³². En cumul, cela représente un montant légèrement inférieur à 400 millions de dollars US entre 2003 et 2008 (en \$ PPA de 2005)³³. Dans le cadre du Projet de réhabilitation du cacao qui a duré du milieu des années 1980 au milieu des années 1990 et sous le

Programme de réforme économique général mis en œuvre à l'instigation du président Rawlings, l'État payait les exploitants pour remplacer les arbres malades par des variétés à rendement plus élevé mises au point par l'Institut public de recherche sur le cacao. Il en a résulté une productivité quasi doublée³⁴. En partenariat avec des donateurs, le Ghana a été, dès les années 1970 et 1980, l'un des premiers pays à investir prioritairement dans le développement de nouvelles variétés de manioc résistantes aux maladies. Le manioc, culture peu « à la mode » à l'époque mais très importante dans le régime alimentaire des pauvres était sévèrement menacé par le virus de la mosaïque et la cochenille³⁵. Grâce à ces interventions, la production de manioc et de produits associés (notamment le gari) a explosé. Par conséquent, les prix ont chuté, permettant à des millions de personnes de connaître la sécurité alimentaire. Le manioc est devenu une culture de rente importante, génératrice de revenus supplémentaires pour les ménages ruraux³⁶.

L'agriculture et l'économie en général du Ghana ont considérablement bénéficié des investissements publics dans les infrastructures, notamment dans les transports³⁷.

Le Ghana s'est positionné comme la « porte d'entrée de l'Afrique de l'Ouest » et son réseau de transport est jugé supérieur à la moyenne de l'Afrique subsaharienne³⁸. Cinq compagnies aériennes de cargo desservent l'aéroport international d'Accra, permettant ainsi des services de fret aérien et des vols relativement rapides vers l'Europe³⁹. Ces dernières années, les volumes de fret traités dans les principaux ports maritimes commerciaux du pays, Tema et Takoradi, notamment ceux destinés aux pays enclavés voisins (Burkina Faso, Mali et Niger) ont connu une croissance rapide⁴⁰. L'économie rurale a également tiré profit des investissements importants de l'État dans les routes secondaires. Le Département des travaux routiers créé en 1981 s'est vu assigner l'objectif d'assurer qu'au moins 80% des communautés rurales puissent accéder à une route secondaires sûre et praticable en tout temps dans un rayon de 2km et à un coût minimal⁴¹. Le Cocobod dispose d'un fonds spécial consacré à l'entretien et à l'amélioration des routes dans les zones de culture du cacao. Le budget que l'État consacre aux routes secondaires a été multiplié par plus de cinq entre 2002 et 2007, et une proportion relativement élevée de ces routes est dans un état jugé bon ou acceptable⁴². Comme cela a été le cas dans d'autres pays, l'investissement dans les infrastructures routières a accéléré le développement rural. On estime que l'investissement dans les routes secondaires a occasionné un retour de 8,8 fois les sommes investies en termes de productivité agricole⁴³.

TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION (TIC) DANS LE SECTEUR DE L'AGRICULTURE

Stimuler les services de vulgarisation fondés sur les TIC présente un fort potentiel de transformation de la petite agriculture et le Ghana est à la pointe de cette révolution. L'État a très vite compris l'intérêt qu'il y avait à recourir aux TIC pour développer l'agriculture. La politique née en 2003 intitulée Politique des TIC pour un développement accéléré au Ghana" (ICT4D) met en place des plans détaillés pour l'adoption stratégique des TIC en faveur de la modernisation de l'agriculture et de la promotion de l'industrie agroalimentaire⁴⁴. Le pays s'est également positionné comme un hub régional de ressources humaines en matière de TIC avec des initiatives public-privé telles que le « Centre d'excellence en TIC Kofi Annan » qui est actif dans le domaine de la formation, la recherche et les services de mise en réseau pour toute l'Afrique de l'Ouest⁴⁵. L'explosion de la croissance de la téléphonie mobile en particulier, devenue abordable, pratique et de plus en plus omniprésente même dans les zones pauvres et isolées de l'Afrique, ouvre de toutes nouvelles perspectives aux agriculteurs. Un nombre extraordinaire de solutions liées à la téléphonie mobile ont été développées pour résoudre des problèmes que partagent tous les agriculteurs, notamment les obstacles à l'éducation et à la formation, les difficultés d'accès au crédit et aux services d'assurance et le manque d'information en temps réel sur les marchés, le climat et l'agronomie.

Par exemple, CocoaLink, un partenariat public-privé qui réunit l'Établissement public de développement du cacao (Cocobod), l'entreprise Hershey's et la Fondation mondiale du cacao, est un programme d'information qui permet aux agriculteurs d'envoyer directement des demandes d'information (sous forme de photos ou de texte) à des experts par SMS et de recevoir une information et des conseils rapides, gratuits et pratiques. L'Institut public de recherche sur le cacao soutient aussi le programme en lui fournissant des contenus à caractère technique et social⁴⁶. La plateforme mobile est complétée par des visites hebdomadaires d'agents de terrain qui forment les agriculteurs à l'utilisation du téléphone mobile, en agronomie et dans des domaines à caractère plus social. Ils collectent également des données utiles via une application de Cocobolink pré-chargée dans les smartphones. Plus de 4000 producteurs de cacao dans 15 villages se sont inscrits pour ce service et l'objectif du programme vise à atteindre 100 000 usagers en 2014. Près de 40% des producteurs inscrits ont assisté à des réunions communautaires de formation. La phase pilote du projet (2011-2013) vient de s'achever. S'il est encore difficile d'en évaluer l'impact, les partenaires estiment tout de même que les rendements réalisés par les producteurs formés par Cocobolink sont de 15 à 40% plus élevés que ceux des producteurs non formés⁴⁷.

IMPACT DURABLE

Les réformes entreprises par l'État et les investissements réalisés ont entraîné une augmentation réelle de la production et des revenus des producteurs. Les analyses montrent que la dépense publique consacrée à l'agriculture a généré un retour exceptionnellement élevé (16,8 fois) en termes de production par habitant⁴⁸. La proportion de la population rurale vivant en dessous du seuil rural de pauvreté a chuté de 38% entre 1992 et 2006⁴⁹. Selon l'IFPRI, qui tient compte des sources de revenu pour les ménages pauvres et non pauvres en milieu rural, la hausse des revenus générés par le secteur agricole, en particulier la production vivrière, a fortement pesé dans la réduction rapide de la pauvreté en milieu rural⁵⁰. La croissance dans le secteur du cacao, prioritaire pour l'État, a été davantage favorable aux pauvres que dans d'autres secteurs. Parmi les ménages producteurs de cacao, le taux de pauvreté est passé de 60% en 1991/1992 à 24% en 2005⁵¹. En outre, l'industrie locale naissante de transformation des produits agricoles encouragée par l'État recèle un potentiel très élevé de création d'emplois de plus grande valeur pour les Ghanéens. Cependant, les progrès n'ont pas été égaux partout et la stratégie de croissance focalisée sur certaines productions dans des zones géographiques particulières a exacerbé les disparités régionales. Les exportations ont généré une bonne partie de

cette croissance et les filières essentielles comme le cacao ont reçu la part du lion dans l'appui de l'État. Si cet appui aux cultures commerciales n'a pas remis en cause la sécurité alimentaire (la production vivrière a également augmenté grâce à l'expansion des surfaces cultivées et la faim a été réduite de 88%), il a aggravé le fossé nord/sud né de la colonisation. Les conditions qui prévalent dans le nord du Ghana - une savane sèche contrairement à la côte et à la capitale Accra - ne permettent pas la culture du cacao ou de bien d'autres denrées d'exportation. L'agriculture qui est pratiquée dans cette région est principalement une agriculture de subsistance⁵², et les poches de pauvreté restantes sont concentrées dans le nord, parmi les producteurs vivriers⁵³. En dépit des nombreux projets de l'État et de donateurs, il n'y a pas eu (jusqu'à une période récente) de stratégie publique concertée pour équilibrer le développement régional⁵⁴. Cependant, le récent Agenda du Ghana pour la croissance partagée et le développement (2010-13) du gouvernement accorde une attention particulière à la savane du nord et établit une Autorité pour le développement accélérée de la Savane (SADA) chargée de dynamiser des corridors de croissance, d'attirer les investissements et de promouvoir le développement d'un « nord forestier » avec une agriculture florissante et commerciale d'ici 2030⁵⁵.

ENSEIGNEMENTS TIRÉS DES POLITIQUES APPLIQUÉES

- 1) **Faire de l'agriculture une priorité et un moteur de croissance pour l'ensemble de l'économie et mettre en œuvre sur la durée des stratégies cohérentes et indépendantes des changements de gouvernement.** Rawlings, Kufuor et Mills, avaient pris à cœur de revitaliser l'agriculture ghanéenne et de faire de la sécurité alimentaire une priorité nationale, semant les graines de la réussite du pays pour de nombreuses décennies. Le pays a ainsi pu maintenir des niveaux d'investissement public élevés, respectant l'engagement des 10% de la Déclaration de Maputo ces dernières années. Ce niveau de dépenses était déjà probablement acquis (ou proche de l'être) bien avant 2003⁵⁶.
- 2) **Libéraliser progressivement les marchés des intrants et des produits agricoles pour pallier les carences du marché et réduire les coûts et les risques auxquels sont confrontés les producteurs et les investisseurs privés.** Le Ghana a poursuivi la libéralisation de son agriculture, promu la concurrence et augmenté l'investissement privé. Mais il a également su intervenir quand il le fallait pour corriger les faiblesses du marché et protéger le niveau de vie des producteurs, réinvestissant les excédents dans les services publics tels que la

recherche et développement, les services de vulgarisation et le développement communautaire⁵⁷.

- 3) **Investir les fonds publics dans les services publics comme la recherche et développement, la normalisation des produits et les infrastructures de transport pour stimuler la production en quantité et en qualité.** Par exemple, le soutien à la recherche et développement a permis de redorer la réputation du pays en matière de cacao de qualité supérieure et de mettre les petits producteurs en situation de rivaliser, même sur le plan de la qualité, avec leurs concurrents sur les marchés internationaux⁵⁸. L'investissement dans les routes secondaires a généré des retours très élevés et l'investissement dans les ports et aéroports a permis au pays de se positionner comme porte d'entrée de l'Afrique de l'Ouest.
- 4) **Une croissance agricole inclusive qui doit profiter à tous.** Le fossé nord-sud est un scénario typique. Le fort soutien de l'État octroyé aux produits d'exportations importants (le cacao en particulier) originaires du sud du pays sans stratégie de compensation pour le nord a exacerbé les inégalités entre les régions.

ÉTHIOPIE



CHIFFRES-CLÉS

PART DE L'AGRICULTURE DANS LE TOTAL DE LA DÉPENSE PUBLIQUE

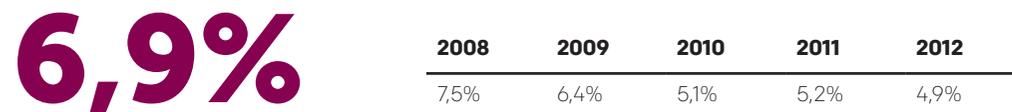
(en proportion des dépenses publiques totales)

Moyenne depuis Maputo (2003–10)



CROISSANCE DU PIB AGRICOLE

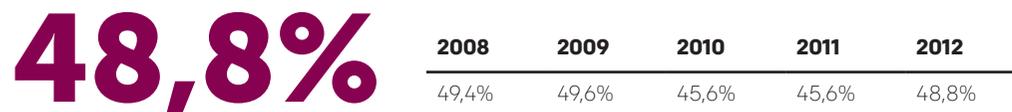
Moyenne depuis Maputo (2003–12)



PART DE L'AGRICULTURE DANS LE PIB TOTAL

(en proportion du PIB total)

En 2012



PROPORTION DE LA POPULATION ACTIVE EMPLOYÉE DANS L'AGRICULTURE

(en proportion de la population active totale)

En 2013



OMD1a : EXTRÊME PAUVRETÉ

(proportion de la population vivant avec moins de 1,25\$ par jour)

Depuis 1995



OMD1c : PRÉVALENCE DE LA SOUS-ALIMENTATION

(en proportion de la population)

Depuis 1991



INTRODUCTION

L'Éthiopie constitue probablement le meilleur exemple des opportunités que permet d'offrir l'investissement dans l'agriculture. Trois décennies après avoir connu une famine aux dimensions catastrophiques qui a retenu l'attention du monde entier, le pays a stimulé sa production céréalière et s'est positionné comme un leader dans l'innovation agricole, avec un taux de croissance agricole de 7% en moyenne depuis 2003. L'agriculture représente aujourd'hui près de la moitié de son PIB et emploie plus de 75% de la population, ce qui montre à quel point ce secteur est essentiel pour l'économie du pays. Le pays produit principalement cinq céréales (teff, blé, maïs, sorgho et orge) et sa principale culture d'exportation est le café.

L'Éthiopie a régulièrement réalisé l'objectif des 10% de son budget total consacrés à l'agriculture souscrit à Maputo, démontrant ainsi son engagement en faveur de l'agriculture, avec une dépense moyenne de 15,2% depuis 2003⁵⁹. En septembre 2008, le Programme détaillé de développement de l'agriculture en Afrique (PDDAA) était

officiellement lancé et un an plus tard, le 28 septembre 2009, l'Éthiopie finalisait son plan d'investissement et tenait une conférence d'après signature, étape finale du processus du PDDAA⁶⁰. Grâce à des investissements soutenus, le pays a réussi à élargir considérablement les services de vulgarisation destinés aux petits exploitants et, conformément aux OMD, à réduire de moitié l'extrême pauvreté dont le taux est passé de 61% de la population en 1995 à 31% de la population en 2011. En outre, l'Éthiopie a connu une baisse du taux de sous-alimentation qui est tombé de 68% à 40% au cours des deux dernières décennies.

Cette réussite agricole de l'Éthiopie, marquée par des investissements publics et des politiques spécifiques, constitue un exemple important pour les décideurs désireux de renforcer le secteur de l'agriculture de leur pays afin de réduire la pauvreté et de dynamiser la croissance économique.

CLÉS DE LA RÉUSSITE

C'est au début des années 1990 que l'agriculture est arrivée au premier plan de la stratégie de croissance économique éthiopienne. Contrairement à ce que l'on voit dans d'autres pays et régions, aucune culture particulière ne domine en Éthiopie, en raison de la diversité géographique du pays. À la suite de la chute du régime du Derg et du renversement de Mengistu en 1991, le gouvernement de transition a élaboré une stratégie économique nationale intitulée « Industrialisation menée par le développement agricole » (ADLI). Elle mettait en œuvre une série de réformes destinées à produire un cadre macroéconomique plus favorable, une libéralisation des marchés des produits agricoles et une intensification de la production agricole vivrière grâce à l'utilisation d'intrants modernes, notamment des semences et des engrais modernes⁶¹. Dans le cadre de cette stratégie, le Système de démonstration, de formation et de vulgarisation participatif (PADETES,) fournissait, notamment, des paquets semences/engrais/crédit lors de visites de terrain et de formation des producteurs. Le Programme national de vulgarisation agricole (NAEIP) a amplifié cette démarche à partir de 1995. Cette expansion des services de vulgarisation a doté des millions de petits exploitants de l'information relative aux intrants modernes qui leur était nécessaire pour stimuler la production céréalière. Parallèlement, d'autres interventions et innovations telles que l'institution pionnière « Bourse éthiopienne des

matières premières » ont amélioré la transparence sur le marché des produits de base comme le café, le sésame, les haricots et le maïs. À la suite des réformes et des investissements évoqués ci-dessous, les revenus ont augmenté, les taux de pauvreté ont baissé, posant les bases d'une croissance économique générale.



L'État a amplifié les services de vulgarisation et de formation, augmentant l'utilisation des engrais et, ainsi, la production.

Le NAEIP a spectaculairement élargi l'ampleur et la portée des services de vulgarisation offerts aux Éthiopiens. Entre 2003 et 2008, le nombre d'agents publics de vulgarisation a triplé, passant de 15 000 à 47 500⁶². Des centres de formation pour les agriculteurs ont été créés, et dotés chacun d'experts techniques et offrant des conseils à la demande. Grâce à ces efforts, environ neuf millions d'agriculteurs avaient bénéficié de services de vulgarisation à la fin de l'année 2008. Ces services ont été largement financés par le secteur public à un rythme annuel de 50 millions de dollars soit 2% du PIB agricole, au-delà de ce qui est consenti par la plupart des pays

en développement⁶³. Les services de vulgarisation permettent aux producteurs d'apprendre le mode d'utilisation des intrants modernes, par exemple les engrais. Ils parviennent ainsi à augmenter leurs rendements et leur revenu.

L'amélioration du réseau de routes rurales a ouvert l'accès aux marchés.

A partir de 1991, le nouveau gouvernement éthiopien a investi dans le développement d'un réseau routier dense, en particulier dans les zones rurales. A cette époque, le pays ne disposait que d'environ 4 100 km de routes bitumées, 9 300 km de routes en gravier et 5 300 km de pistes rurales. En l'an 2000, le kilométrage des pistes rurales avait triplé pour atteindre 15 500 km alors que les réseaux de routes en gravier et de routes bitumées s'allongeaient respectivement de 36,6% et 8%. Cette expansion s'est poursuivie à un rythme élevé et en 2008, le pays disposait d'environ 24 000 km de pistes rurales, soit une multiplication par quatre du réseau existant en 1992⁶⁴. Entre 1997, année du lancement du premier Programme de développement du secteur routier, et 2009, 5 milliards de dollars ont été consacrés au développement routier, dont la moitié environ a été fournie par l'Éthiopie elle-même et le reste par les donateurs⁶⁵. L'expansion du réseau routier a eu un impact important sur le secteur agricole. Elle a permis aux ménages ruraux d'avoir plus facilement un accès aux marchés des villes locales qui, à leur tour, se sont retrouvées mieux reliées aux centres urbains. Ainsi, les intrants agricoles sont devenus moins coûteux et plus accessibles. Des études ont démontré que l'amélioration de la qualité des routes a augmenté de 34% la probabilité que les agriculteurs achètent par eux-mêmes les intrants dont ils ont besoin⁶⁶.

L'État a mis en place deux organisations innovantes pour qu'un système de distribution efficace complète l'amélioration de la productivité.

Entre 2001 et 2003, l'Éthiopie a connu deux catastrophes successives qui ont marqué un tournant dans sa stratégie de développement agricole à long terme. En effet, en 2001, les prix du maïs se sont effondrés sous l'effet d'un excédent de production et l'année suivante, une sécheresse a encore réduit les rendements. Ces deux événements ont clairement démontré que la stimulation de la productivité seule, sans mesures d'accompagnement destinées à améliorer les marchés et la distribution, pouvait avoir un effet nul. Deux innovations furent donc introduites : la Bourse éthiopienne des matières premières et l'Agence de transformation agricole.

- 1) **Dans le but de révolutionner des systèmes de commercialisation obsolètes et inefficaces, le Premier ministre Meles Zenawi lance la Bourse éthiopienne des matières premières (ECX) au printemps 2008.** Les marchés agricoles éthiopiens étaient caractérisés par des coûts de transaction élevés et un risque excessif. Acheteurs et vendeurs avaient tendance à ne traiter qu'avec des personnes de connaissance et les petits exploitants agricoles disposaient de peu d'informations concernant les prix et les marchés. L'ECX, au contraire, leur fournit une plateforme sur laquelle acheteurs et vendeurs peuvent commercer en étant assurés de la qualité, de la livraison et du paiement⁶⁷. En 2012, le volume des échanges a atteint 1,4 milliard de dollars, contre 1 milliard de dollars en 2011⁶⁸. La bourse a spectaculairement réduit l'inefficacité de la chaîne de l'offre et a été très bénéfique aux petits producteurs de café et de graines de sésame. Par exemple, après son lancement, les producteurs de café ont reçu plus de 65% du prix final du produit sur le marché contre 38% auparavant, grâce à l'amélioration de la transparence⁶⁹. Parmi les participants aux échanges, 12% sont des coopératives de producteurs qui représentent 2,4 millions de petits agriculteurs, ce qui est considérable au regard de la jeunesse de l'institution⁷⁰. Cependant, si la plus grande part des exportations de café du pays passe par l'ECX, celle-ci n'a pas permis de réaliser le développement souhaité pour le marché des céréales. Cela signifie que les agriculteurs spécialisés dans de la production vivrière ne tirent pas du système les mêmes avantages que les producteurs de café ou de sésame⁷¹. Le Rwanda s'est déjà lancé sur les traces de l'Éthiopie en créant sa propre Bourse d'Afrique de l'Est⁷². Des représentants de nombreux autres pays, notamment le Ghana, le Nigéria et la Tanzanie ont rendu visite à l'ECX, intéressés par l'éventuelle mise en place d'un système similaire dans leur propre pays⁷³.
- 2) **En 2011, l'État a créé l'Agence de transformation agricole (ATA) pour mettre fin aux goulets d'étranglement dans la chaîne de valeurs agricole.** L'ATA a été bâtie sur le modèle d'institutions similaires créées en Malaisie, en Corée du Sud et à Taiwan dans les années 1950 et 1960. Cette nouvelle institution bénéficie d'un engagement politique fort (le Premier ministre préside le Conseil de gouvernance de la transformation), d'un appui financier robuste de l'État et des donateurs, ainsi que de projets de développement bien coordonnés. L'ATA effectue de l'analyse politique appliquée, avec une structure établissant des passerelles concrètes entre recherche et application. Des institutions de recherche partenaires effectuent des recherches sur les contraintes qui pèsent sur le secteur de l'agriculture et les directeurs de programme de l'ATA combinent les résultats de ces travaux avec des connaissances pratiques tirées d'études et d'entretiens effectués sur le terrain pour produire des politiques pertinentes. L'agence se penche particulièrement sur les problèmes qui ont des répercussions importantes sur l'agriculture éthiopienne, notamment la santé déclinante des sols⁷⁴.

IMPACT DURABLE

Grâce à ces politiques et investissements, l'Éthiopie a enregistré des progrès spectaculaires dans la productivité agricole, la croissance des revenus, la réduction de la pauvreté et la sécurité alimentaire. La production céréalière a augmenté depuis le début des années 1990 grâce à l'expansion des surfaces cultivées et à la hausse des rendements bien que des experts s'interrogent sur l'exactitude des statistiques de production⁷⁵. Au cours des années 1990, les surfaces consacrées à la production céréalière ont augmenté en moyenne de 5,8% par an. Entre 2000 et 2008, la production de céréales a connu une croissance rapide (7% par an) attribuable pour plus de la moitié à l'augmentation des rendements. Entre 2004 et 2007, cette augmentation a presque atteint 12%⁷⁶. L'exemple de l'Éthiopie souligne l'importance de l'investissement dans l'amélioration des infrastructures : l'investissement national dans le réseau de routes rurales a généré des retours élevés (jusqu'à quatre fois) en termes d'augmentation de la production agricole par habitant⁷⁷.

Les politiques menées et les investissements réalisés ont spectaculairement augmenté les revenus et réduit les taux de pauvreté. Une étude effectuée sur 15 villages éthiopiens a montré que, entre 1994 et 2004, le fait de mener au moins une visite de vulgarisation a réduit l'incidence de la pauvreté de 9,8% et amélioré la croissance de la consommation de 7,1%⁷⁸. L'accès à des routes praticables en toutes saisons a réduit de 6,9% l'incidence de la pauvreté et augmenté la croissance de la consommation de 16,3%⁷⁹. Globalement, l'extrême pauvreté a été presque réduite de moitié depuis que la politique ADLI a été mise en place. Cependant, tous les progrès relevés ne peuvent être systématiquement attribués à cette stratégie. Depuis le milieu des années 1990, les ménages éthiopiens ont consommé, en moyenne, plus de produits alimentaires tout en consacrant une part moins importante de leur budget à l'alimentation. Les dépenses de consommation alimentaire ont baissé de 60% du budget des ménages en 1995-1996 à 56% en

STRATÉGIE DE L'ÉCONOMIE VERTE ET RÉSISTANTE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE DE L'ÉTHIOPIE

Tout au long de l'histoire de l'Éthiopie, des sécheresses ont menacé la production agricole du pays et l'ont même parfois plongé dans la famine. Vivement désireux de sauvegarder la croissance économique actuelle et future, le Premier ministre d'alors, Meles Zenawi, s'était fait le champion de l'Économie verte résistante au changement climatique (CRGE) achevée en 2011. Cette stratégie qui a pour but de réduire les émissions de gaz à effet de serre et de permettre au pays de mieux supporter l'impact des changements climatiques bénéficie d'un large soutien politique dans le pays. Elle fait aussi de l'Éthiopie un pays leader, en Afrique et dans le monde, dans la prise en charge dynamique du changement climatique.

Le secteur agricole est au cœur de cette stratégie. Si le pays avait opté pour le "statu quo" et l'inaction, le secteur aurait été responsable d'environ 45% des émissions de gaz à effet de serre du pays. Au moins six régions seraient restées vulnérables aux inondations, aux sécheresses et aux maladies attribuables au changement climatique⁸². La CRGE améliora les modes de production dans l'agriculture et l'élevage, augmenta les revenus des agriculteurs et permit d'aboutir

à la sécurité alimentaire, tout en réduisant les émissions⁸³. Ensemble, le secteur agricole et le secteur forestier représentent 80% du total des réductions potentielles d'émission identifiées⁸⁴.

L'État a mis en place des mécanismes institutionnels robustes pour réaliser cette vision audacieuse. Le Comité ministériel de pilotage de la CRGE (une initiative des services du Premier Ministre), l'Autorité de la protection de l'environnement et le Ministère des finances et du développement économique supervisent et coordonnent la stratégie et des cellules de la CRGE ont été intégrées dans les ministères techniques concernés pour faciliter la mise en œuvre.

Un mécanisme de financement, le CRGE Facility, a également été établi pour mobiliser et octroyer les financements. Le Conseil de l'environnement et le comité de pilotage ministériel dirigent ce fonds. Le Ministère des finances et du développement économique est responsable de sa gestion générale et l'Autorité de la protection de l'environnement assure la coordination technique⁸⁵.

2004-2005 alors que les revenus par habitant augmentaient de 16% au cours de la même période. Cette tendance est le signe d'une amélioration de la sécurité alimentaire⁸⁰. Cependant, en dépit des progrès réalisés dans ce domaine, le fléau de

la malnutrition continue de frapper le pays, avec 44% des enfants âgés de moins de cinq ans toujours mal nourris et sujets à un retard de croissance. Ce chiffre est plus élevé qu'au Kenya voisin (35%) et qu'en Ouganda (34%)⁸¹.

ENSEIGNEMENTS TIRÉS DES POLITIQUES APPLIQUÉES

Au cours de ces dernières décennies, le gouvernement éthiopien n'a pas flanché dans sa détermination à investir dans l'agriculture pour stimuler la croissance économique en général. Cet effort est logique sur le plan économique et sur le plan pratique étant donné le rôle central de l'agriculture dans l'économie et la forte proportion de la population qui vit dans les zones rurales (83% en 2012)⁸⁶. L'analyse des réussites et des échecs de l'expérience de l'agriculture éthiopienne permet de tirer un certain nombre de leçons.

1) **Une offre groupée couvrant les engrais, les semences et les services de vulgarisation afin de stimuler la productivité des agriculteurs.** La recherche a montré que les « offres groupées » proposant des semences améliorées⁸⁷, des engrais et de meilleures pratiques culturales a permis de doubler les rendements du maïs sur des parcelles témoin⁸⁸. Cependant, dans les faits, seuls des services de vulgarisation et des engrais ont été fournis aux agriculteurs. Les engrais sont utilisés dans près de 40% des terres consacrées aux cultures céréalières mais les semences améliorées ne le sont que dans 5% de ces terres⁸⁹. L'usage d'engrais sans l'accompagnement de semences améliorées ou de formation donne des résultats limités dans le cas de plusieurs céréales que cultivent les paysans éthiopiens, notamment le teff. En outre, la plupart des agents de vulgarisation du pays proposent une prescription standard en matière d'engrais, le phosphate daïmonique (DAP) et l'urée, quel que soit le type de sol ou de culture. Cela provoque une surexploitation et une dégradation aggravée des sols. Il convient donc, pour obtenir le meilleur rendement possible et augmenter le revenu du producteur, d'associer l'engrais à un service de vulgarisation et d'apport de semences améliorées⁹⁰. Les agents de vulgarisation doivent aussi adapter leurs recommandations à la qualité du sol.

- 2) **Accompagner l'augmentation de la production par la création de marchés efficaces.** Au cours des années 1990, l'Éthiopie a mis l'accent sur le soutien à la productivité agricole mais cette démarche a des limites. En 2000 et 2001, le pays a connu deux récoltes exceptionnelles consécutives. En un an, les prix se sont effondrés et les producteurs n'ont pu vendre leurs céréales. Le pays dut à nouveau recourir à l'aide alimentaire d'urgence pour 14 millions de personnes qui risquaient la famine⁹¹. L'augmentation de la production doit être accompagnée de la création structurelle de marchés permettant une distribution efficace.
- 3) **Développer les réseaux de routes rurales.** Des investissements complémentaires dans les infrastructures, en particulier les routes rurales principales et les routes rurales secondaires sont importants pour la croissance agricole comme le montre l'exemple éthiopien. De meilleures routes permettent de réduire les coûts de transport mais aussi de développer et d'intégrer les marchés, pour que les acteurs en aval dans la chaîne de valeurs puissent tirer profit de ces investissements. Les exploitations agricoles sont rapprochées des commerçants, des transformateurs et des distributeurs. En outre, les producteurs peuvent acheter des intrants à un prix moins élevé et plus facilement, ce qui fait dès lors baisser les prix pour tous les consommateurs.
- 4) **Collecter et valider des données sur la production agricole.** Les statistiques relatives à la production agricole de l'Éthiopie sont impressionnantes. Entre 2004 et 2009, les rendements céréaliers ont augmenté de 6% par an, un rythme que même la Chine, l'Inde et le Vietnam n'ont pas connu au cours de leurs révolutions agricoles⁹². Cependant, les chercheurs rencontrent des difficultés à établir la véracité de ces chiffres et à déterminer clairement les origines de cette croissance (recours accru aux engrais, expansion des services de vulgarisation, augmentation des surfaces cultivées ou autres facteurs). Une analyse de la validité des données de la production agricole et une évaluation des programmes comme le système de services de vulgarisation pourraient entraîner des conséquences majeures pour la formulation des politiques⁹³.



BURKINA FASO

CHIFFRES-CLÉS

PART DE L'AGRICULTURE DANS LE TOTAL DE LA DÉPENSE PUBLIQUE

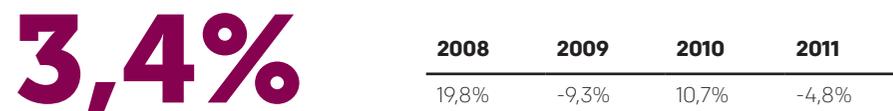
(en proportion des dépenses publiques totales)

Moyenne depuis Maputo (2003–10)



CROISSANCE DU PIB AGRICOLE

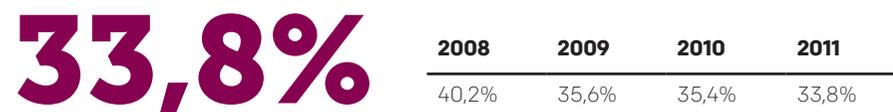
Moyenne depuis Maputo (2003–11)



PART DE L'AGRICULTURE DANS LE PIB TOTAL

(en proportion du PIB total)

En 2011



PROPORTION DE LA POPULATION ACTIVE EMPLOYÉE DANS L'AGRICULTURE

(en proportion de la population active totale)

En 2013



OMD1a : EXTRÊME PAUVRETÉ

(proportion de la population vivant avec moins de 1,25\$US par jour)

Depuis 1994



OMD1c : PRÉVALENCE DE LA SOUS-ALIMENTATION

(en proportion de la population)

Depuis 1991



INTRODUCTION

Le Burkina Faso, pays pauvre et enclavé avec une population de près de 18 millions d'habitants, a accompli des progrès remarquables dans la réduction de la pauvreté et l'amélioration de la sécurité alimentaire grâce, en grande partie, à l'investissement et aux réformes dans l'agriculture. Entre 1994 et 2009, l'extrême pauvreté a chuté de presque 40%. Cependant, la proportion de la population en situation de sous-alimentation reste obstinément constante. L'agriculture représente un tiers du PIB du pays et emploie 92% de la population active, ce qui en fait un moteur de croissance économique et une source d'opportunités. Les principales cultures d'exportation du pays sont le coton, la noix de cajou et le sésame, tandis que le sorgho, le maïs et le mil constituent les cultures vivrières de base⁹⁴.

Le coton est la source de revenu de nombreux Burkinabés⁹⁵ (1,5 à 2 millions), dont la plupart sont des petits producteurs⁹⁶. Il y a tout juste deux décennies, le secteur

cotonnier du Burkina Faso était en difficulté, avec des performances constamment insuffisantes et un marché inefficace qui ont amené l'État à amorcer un processus consultatif de réforme. Depuis lors, la production cotonnière a triplé, des centaines de milliers d'emplois ont été créés, les revenus se sont rapidement accrus et la sécurité alimentaire s'est améliorée. L'investissement public dans le secteur agricole entre 2003 et 2010 s'est situé en moyenne autour de 17% du total de la dépense publique, à un niveau supérieur à celui de pays voisins plus riches et à l'engagement des 10% de Maputo. Cette dépense a, en grande partie, servi à soutenir la filière cotonnière. Les réformes et les investissements en question ont été le moteur principal d'une décennie de croissance et de réduction de la pauvreté dans les communautés rurales, faisant ainsi la démonstration que des mécanismes existent bel et bien pour faire progresser l'agriculture africaine.

CLÉS DE LA RÉUSSITE

Le président du Burkina Faso, Blaise Compaoré, et son parti, le Congrès pour la démocratie et le progrès (CDP), ont accédé au pouvoir en 1987 après un coup d'État qui a déposé le président d'alors, Thomas Sankara⁹⁷. Compaoré s'est attaché à remettre en cause l'héritage révolutionnaire, quasi marxiste, de Sankara et à attirer les financements et les prêts d'ajustement structurel de la Banque mondiale et du FMI⁹⁸. Cette démarche a rendu son gouvernement ouvert à la réforme et, entre 1987 et 1991, la Banque mondiale a considéré que ses politiques macroéconomiques avaient connu « une grande amélioration »⁹⁹.

L'approche graduelle adoptée par le Burkina Faso dans sa réforme du secteur du coton, bien que moins agressive que celles mises en œuvre par d'autres pays, a produit des changements importants dans la production et la commercialisation du produit. Comme beaucoup de pays d'Afrique de l'Ouest, le Burkina Faso a conçu sa filière cotonnière sur le modèle d'une chaîne de produits de base, avec une société parapublique unique, la Société burkinabé des fibres textiles (SOFITEX). Celle-ci fut chargée d'acheter la fibre de coton auprès des petits exploitants en échange d'intrants, de crédits et de services de vulgarisation. Cependant, avec le temps, ce système centralisé a commencé à s'effriter (la mauvaise gestion et la corruption au sein de la SOFITEX aidant) et, avec la baisse des prix au producteur, les coopératives de producteurs ont accumulé les dettes et les crédits alloués aux petits producteurs

ont été réduits¹⁰⁰. Des facteurs exogènes ont aggravé le problème, notamment la volatilité des cours sur le marché international, les problèmes de qualité et les désaccords portant sur la notation et la classification. Au début des années 1990, la production a baissé de 40% et le gouvernement burkinabé, l'Agence française de développement (AFD) et la Banque mondiale ont réclamé des réformes¹⁰¹. Celles-ci ont permis une libéralisation progressive du secteur qui a contribué à ramener la prospérité en stimulant la croissance. Les principales réformes introduites alors étaient les suivantes :

L'État a supervisé la privatisation progressive des principaux services agricoles.

Pour résoudre le problème de la mauvaise gestion et de l'inefficacité des services, et contrairement à d'autres pays africains qui ont privatisé d'un seul tenant les principaux services agricoles, le Burkina Faso a procédé à une privatisation graduelle des services de fourniture d'intrants, de transport et de commercialisation.¹⁰² Avec l'appui de l'AFD, le régime du président Compaoré et la SOFITEX adoptèrent une solution hybride et consensuelle, à savoir une privatisation graduelle de la filière du coton, en permettant aux nouvelles entreprises de fournir des services là où l'État n'avait aucun

avantage comparatif, et aux nouveaux acheteurs d'entrer dans le marché grâce à des zones délimitées¹⁰³.

La réussite de cette démarche dépendait de la satisfaction, autant que possible, de chacun des acteurs et des incitations fournies. L'État a maintenu son contrôle sur le secteur et le président Compaoré a pu contrecarrer la mise en place d'un processus rapide de privatisation¹⁰⁴. Pour sa part, la Banque mondiale a été satisfaite de la portée de la privatisation et des gains présumés de productivité. Alors que la SOFITEX conservait l'exclusivité de l'octroi de crédits pour les intrants, il fut permis à des entreprises privées de fournir aux agriculteurs des intrants et des services de transport à moindre coût. Deux nouvelles compagnies cotonnières eurent l'exclusivité de la vente et de l'achat du coton auprès de petits exploitants dans des régions prédéterminées¹⁰⁵. L'assouplissement des conditions d'entrée de nouveaux acteurs sur ce marché a encouragé le Burkina Faso à accroître ses capacités de transformation et d'égrenage, à la grande satisfaction des associations de producteurs et de la Banque mondiale.

De nouvelles institutions ont été créées pour une meilleure coordination de la chaîne de valeurs.

Pour améliorer la coordination parmi les divers acteurs de la chaîne de valeurs du coton, une nouvelle association interprofessionnelle, « Accord interprofessionnel », a vu le jour pour accroître la coopération entre les agriculteurs, les banques, les institutions de recherche et l'État¹⁰⁶. D'autre part, un mécanisme de fixation des prix fut introduit en même temps qu'un fonds d'ajustement, afin de contrôler l'instabilité des prix.

L'État a permis aux producteurs de coton de se regrouper et soutenu la mise en place d'un syndicat national des producteurs.

Tout ceci a accru l'incitation à produire plus et a permis d'améliorer les taux de remboursement des crédits consentis pour les intrants. Traditionnellement, les producteurs étaient organisés en groupements auxquels ils étaient obligés d'adhérer pour faciliter la fourniture par l'État des intrants¹⁰⁷. Dans ce modèle, les producteurs de coton étaient forcés de s'organiser avec les producteurs non-cotonniers et l'État déduisait les coûts des intrants des ventes totales de coton. Le coton était donc taxé au profit des autres productions, et cela amenait les agriculteurs à se désintéresser de la production de coton. En outre, l'absence de cohésion dans ces groupements entraînait en fin de compte des taux de remboursement très faibles.

Le gouvernement burkinabé a entrepris de résoudre ces problèmes en organisant les producteurs de coton et en leur permettant de choisir par eux-mêmes les groupements, ce qui a eu pour effet d'écarter les agriculteurs les moins productifs. Ces nouveaux groupements ont été appelés Groupements de producteurs de coton (GPC). Le résultat a été que les taux de remboursement des crédits pour les intrants ont bondi pour passer de 50 ou 60% à plus de 90%. Cette hausse des taux de remboursement est en grande partie associée aux prix à la production relativement élevés payés aux producteurs pour leur coton. Au cours de la période de la réforme, les prix à la production pratiqués au Burkina Faso étaient toujours plus élevés que les prix internationaux¹⁰⁸. De plus, un syndicat national des agriculteurs a été créé et a souscrit 30% du capital de la SOFITEX¹⁰⁹. Des milliers de producteurs ont adhéré aux GPC et ont formé en fin de compte une organisation faïtière, l'Union nationale des producteurs de coton du Burkina (UNPCB), qui représente les intérêts des producteurs burkinabés.

IMPACT DURABLE

Dans la décennie qui a suivi (1996-2006), ces réformes ont donné lieu à une formidable augmentation de la production de coton. Celle-ci a triplé au Burkina Faso alors que les pays voisins, notamment le Mali et le Bénin stagnaient ou ne progressaient que très peu. En 2006, le Burkina Faso était le premier producteur de coton d'Afrique, et le premier exportateur du continent en 2007¹¹⁰. Une analyse comparative amena des chercheurs à estimer que les deux tiers de la croissance de la production pouvaient être attribués aux réformes décrites ci-dessus.

Certes la croissance sectorielle a son importance, mais une croissance « à large assise » est nécessaire pour que de réelles améliorations soient remarquées au niveau des ménages en zone rurale. Des études ont montré que le nombre de ménages producteurs de coton a doublé dans la période qui a suivi l'introduction des réformes et que les activités liées au coton ont généré 235 000 emplois bénéficiant de manière directe ou indirecte à 1,8 millions de personnes¹¹¹. La croissance de la demande en main d'œuvre a absorbé les migrants revenus de Côte d'Ivoire (empêchant ainsi des troubles potentiels) et les réformes ont permis à des migrants de créer leur propre GPC et d'adhérer aux syndicats régionaux¹¹². Entre 1995 et 2003, les revenus des agriculteurs ont augmenté de 19 à 43% selon les estimations, tandis que le taux de pauvreté national chutait de 62 à 47%. Il convient toutefois de souligner que les seules réformes ne sont pas à l'origine de tous les acquis en matière de réduction de la pauvreté.

Il arrive que les cultures vivrières et les cultures de rente soient en rivalité pour l'utilisation des terres arables, mais au Burkina Faso, les stratégies d'association de cultures comme le coton et d'autres cultures vivrières ont permis en réalité d'accroître la production alimentaire durant la période des réformes. Les surfaces consacrées au coton ont augmenté de manière significative mais sur 10 à 20% d'entre elles des céréales ont été intercalées, ce qui a permis d'augmenter de 15% les superficies cultivées pour les céréales entre 1994 et 2007. Les taux moyens de croissance de la production de maïs ont cru de 10% au cours de la même période et la production de sorgho a elle-aussi augmenté de manière significative¹¹³.

L'absence d'effets néfastes sur la production alimentaire est due en partie à la nature autonome des GPC et à la disponibilité garantie du crédit pour les intrants céréaliers. Des études ont conclu que 40 à 45% des producteurs étaient en situation de sécurité alimentaire avant les réformes. Cette proportion est passée à 70% après les réformes. Selon les chercheurs, grâce aux incitations à augmenter la production de coton, aux prix plus élevés payés aux producteurs et aux gains d'efficacité générés par la privatisation, les réformes ont occasionné une hausse de 5% de la sécurité alimentaire nationale.

ENSEIGNEMENTS TIRÉS DES POLITIQUES APPLIQUÉES

La majorité de la population burkinabé vit plus ou moins de l'agriculture. Ce secteur revêt donc une importance capitale pour le développement du pays. L'engagement politique d'investir fortement dans l'agriculture est amplement démontré par de nombreux exemples, notamment les réformes de la filière cotonnière, le niveau atteint par l'investissement public dans l'agriculture et la forte croissance que celle-ci a connue. L'exemple burkinabé permet de faire les suggestions suivantes aux législateurs :

1) **Adopter une approche progressive et consultative des réformes du marché.**

L'État burkinabé, sous la pression de la Banque mondiale, a dû élaborer des solutions créatives fondées sur des consensus pour mettre en œuvre la réforme. Aucun des acteurs n'a eu l'avantage dans le processus. Lorsque les négociations ont débuté, les groupements de producteurs étaient politiquement organisés et capables de défendre leurs priorités (par exemple, modifier l'organisation des groupements). Cela a rendu d'autant plus essentielle la prise en compte des intérêts respectifs de tous les acteurs pour assurer la pérennité de la réforme.

2) **Soutenir efficacement les producteurs dans leurs efforts d'organisation.**

En donnant aux agriculteurs une plus grande autonomie dans la façon dont ils sont organisés et en créant un syndicat de producteurs crédible, le gouvernement Compaoré a permis au secteur du coton d'inverser une fâcheuse tendance de déclin de la production. Les producteurs réagissent favorablement à ce qui les incite à produire et les gouvernements qui promeuvent des environnements propices à la production s'en trouvent récompensés.

3) **Créer un environnement favorable à l'augmentation de l'investissement et à l'amélioration de la coordination de la chaîne de valeur.**

En autorisant des fournisseurs d'intrants et des transporteurs privés sur le marché, l'État a reconnu qu'il existe des situations dans lesquelles des acteurs privés sont nettement plus compétitifs que les opérateurs publics. La libéralisation partielle de la filière cotonnière a permis à de nouveaux acheteurs d'intervenir sur le marché et d'augmenter les capacités d'égrenage et de transformation. En outre, la création d'Accord interprofessionnel, une association interprofessionnelle qui réunit des producteurs, des banques, des institutions de recherche et d'autres acteurs a ouvert des canaux de communication qui permettent de lever les goulets d'étranglements dans la chaîne de valeurs. Les chaînes de valeurs des produits de base dépendent de la compétence de chacun des « maillons ». Par conséquent, la nécessité de la coopération et de la coordination entre les différents acteurs doit être soulignée.

4) **La réforme doit être dynamique et évoluer dans le temps.**

Le bémol de la réussite des réformes entreprises par le Burkina Faso est précisément cet apparent renversement que l'on a observé ces dernières années. Les producteurs de coton, eux, affirment que les services de recherche et de vulgarisation ont été réduits, l'accès au crédit durci, les paiements retardés, et surtout que les dirigeants du Syndicat national des producteurs n'ont pas beaucoup changé depuis la création de l'entité. Il ressort des discussions avec les agriculteurs qu'ils se sentent de plus en plus isolés des syndicats nationaux¹¹⁴. Ceci prouve que les processus de réforme ne sont pas des interventions ponctuelles, elles doivent être régulièrement évaluées pour en assurer la continuité.



LES PRODUITS ISSUS DES CULTURES VIVRIÈRES COMME LE MANIOC ET LES PATATES DOUCES, TOUT COMME LES CULTURES COMMERCIALES COMME LES TOMATES OU LES POIVRONS SONT EN VENTE SUR UN MARCHÉ DANS LA RUE À KIMASI, AU GHANA. LES PRODUCTEURS DU GHANA PEUVENT SE CONSACRER AUX CULTURES VIVRIÈRES MAIS ILS PEUVENT AUSSI SE TOURNER VERS DES CULTURES COMMERCIALES AFIN D'AUGMENTER LEUR REVENU.

PHOTO : FONDATION BILL & MELINDA GATES

RENOUVELER LA PROMESSE DE MAPUTO

A travers la Déclaration de Maputo, les dirigeants de l'Union africaine (UA) ont adopté le Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine (PDDAA) comme étant le programme agricole du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), un programme commun aux pays membres de l'UA dont le but est d'éradiquer la famine et de réduire la pauvreté grâce à l'agriculture. Le PDDAA est un programme entièrement conduit à l'initiative des pays africains et qu'ils se sont appropriés. Il aborde les questions et problèmes de l'orientation des politiques et de la capacité du secteur agricole africain dans son ensemble. Il met l'accent sur quatre « piliers » néces-

saires pour atteindre les engagements de Maputo : (1) agrandir la zone sous gestion durable des sols, (2) améliorer les infrastructures rurales et la capacité d'accès au marché, (3) augmenter la réserve de nourriture et réduire la famine, et (4) encourager la recherche et le développement agricole ainsi que la diffusion et l'adoption des technologies. Le PDDAA repose sur le principe d'appropriation au niveau national et est assorti de plans pour la mobilisation des ressources, du leadership et des contributions des pays africains dans le but d'atteindre un taux de croissance agricole de 6% et de contribuer à une croissance économique généralisée.

10 ANS DE PROGRÈS ?

Cela fait maintenant 10 ans que les chefs d'Etat africains se sont engagés à Maputo et, d'un point de vue continental, les progrès ont été mitigés. Bien que le Burkina Faso, l'Éthiopie et le Ghana aient démontré la puissance de leur agenda de transformation agricole, d'autres pays sont à la traîne. De nombreuses économies africaines ont connu une croissance accélérée depuis 2000 mais, malgré une augmentation des investissements agricoles, d'une manière générale, celle-ci ne s'est pas alignée sur l'augmentation des dépenses totales. La part de l'agriculture dans les dépenses totales africaines a en fait diminué depuis Maputo (bien que ceci varie selon les pays et les régions)¹.

D'après les dernières statistiques standardisées et comparables du Système régional d'analyse stratégique et de gestion de connaissances (ReSAKSS) fournies par l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI)², seuls huit pays (Burkina Faso, Éthiopie, Guinée, Malawi, Mali, Niger, Sénégal et Zimbabwe) ont atteint systématiquement la cible des 10% et seulement trois autres (Ghana, Madagascar et Zambie) s'en sont approché. De plus, uniquement sept pays (Angola, Guinée-Equatoriale, Éthiopie, Mali, Mozambique, Nigéria et Sierra Leone) ont obtenu des taux moyens de croissance d'au moins 6% durant cette période.

Bien que les données soient incomplètes pour beaucoup de pays, l'accumulation du « déficit de Maputo » (soit la différence entre l'objectif et la quantité des ressources

publiques réellement allouées à l'agriculture) pour les pays subsahariens qui n'ont pas atteint les 10% représentait environ 25 milliards de dollars rien qu'en 2010 (voir le Tableau 1 dans l'annexe 2 pour les détails). C'est une somme énorme qui devrait être consacrée au financement de biens publics coûteux tels que les infrastructures, la recherche scientifique et l'irrigation, facteurs qui jouent un rôle primordial pour la croissance et le développement agricole.

En tant qu'entité de soutien, le PDDAA guide les pays à travers un processus robuste en commençant par concevoir une convention nationale, puis en créant un plan d'investissement revu par un tiers indépendant, et pour finir, en organisant une réunion d'affaires à laquelle les investisseurs peuvent participer. 43 pays ont lancé le processus du PDDAA de création de plans nationaux d'investissement agricoles⁵ et, jusqu'à présent, 36 pays ont créé des conventions PDDAA, posant les fondations de leur plan national d'investissement agricole. Parmi ces pays, au moins 28 ont terminé le processus de conception de plans d'investissement entièrement chiffrés et validés, fournissant une marche à suivre pour l'allocation des ressources requises dans le but d'atteindre un développement agricole global⁶. Plusieurs pays ont utilisé le processus pour démontrer leur engagement politique envers l'agriculture et pour combler leur manque de moyens financiers employés dans le budget de leurs plans. L'Éthiopie, le Kenya, le Libéria, le Malawi, le Niger et le Rwanda ont tous au moins 60% de leurs plans qui sont financés⁷. Dans leurs efforts pour obtenir les financements

nécessaires à leurs plans d'investissement, l'Éthiopie et le Kenya ont utilisé leurs ressources domestiques pour mobiliser des ressources supplémentaires de la part des partenaires du développement, équivalent à 30% de leurs plans PDDAA⁸.

Bien que les gouvernements soient les premiers responsables du financement de leur plan ; le financement externe, dont les investissements privés et l'aide au développement, joue un rôle important pour combler les écarts financiers. Les aides des donateurs ont gagné de plus en plus d'importance ces dernières années depuis les engagements pris au sommet du G8 à L'Aquila, qui a mobilisé plus

de 22 milliards de dollars US, dont 7 milliards d' « argent nouveau », entre 2009 et 2012⁹. Dans le cadre de ce sommet dont le but était d'aider les pays à développer et à financer des stratégies de sécurité alimentaire personnalisées, le Programme mondial pour l'agriculture et la sécurité alimentaire (GAFSP) est né. Au travers du GAFSP, un fond vertical multidonateurs a été établi qui récompense les pays ayant un plan d'investissement agricole robuste (par ex. une convention PDDAA). Veuillez consulter l'encadré page suivante pour plus d'informations.

ILLUSTRATION 1 : Dépenses publiques agricoles des pays africains, Moyenne 2003–10³

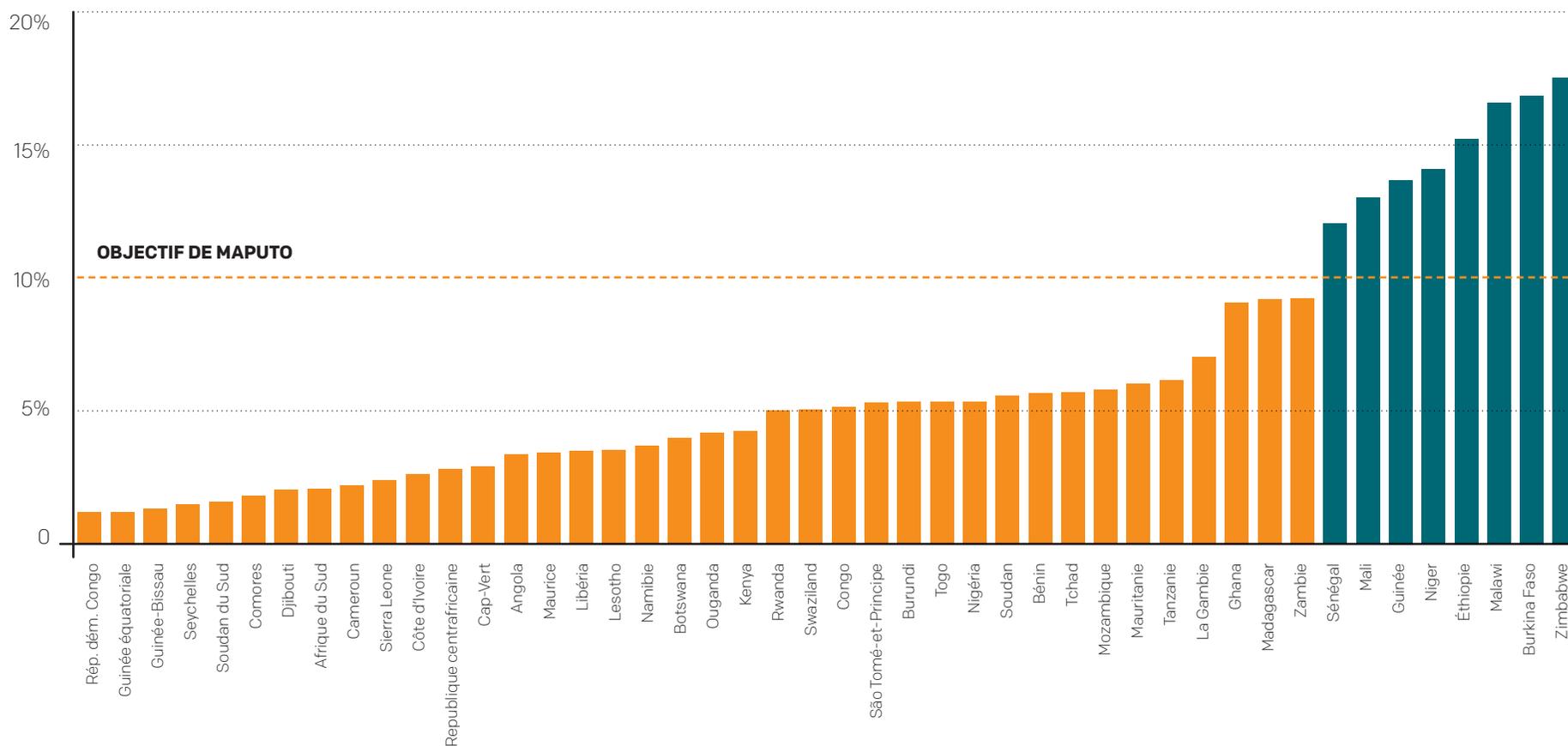
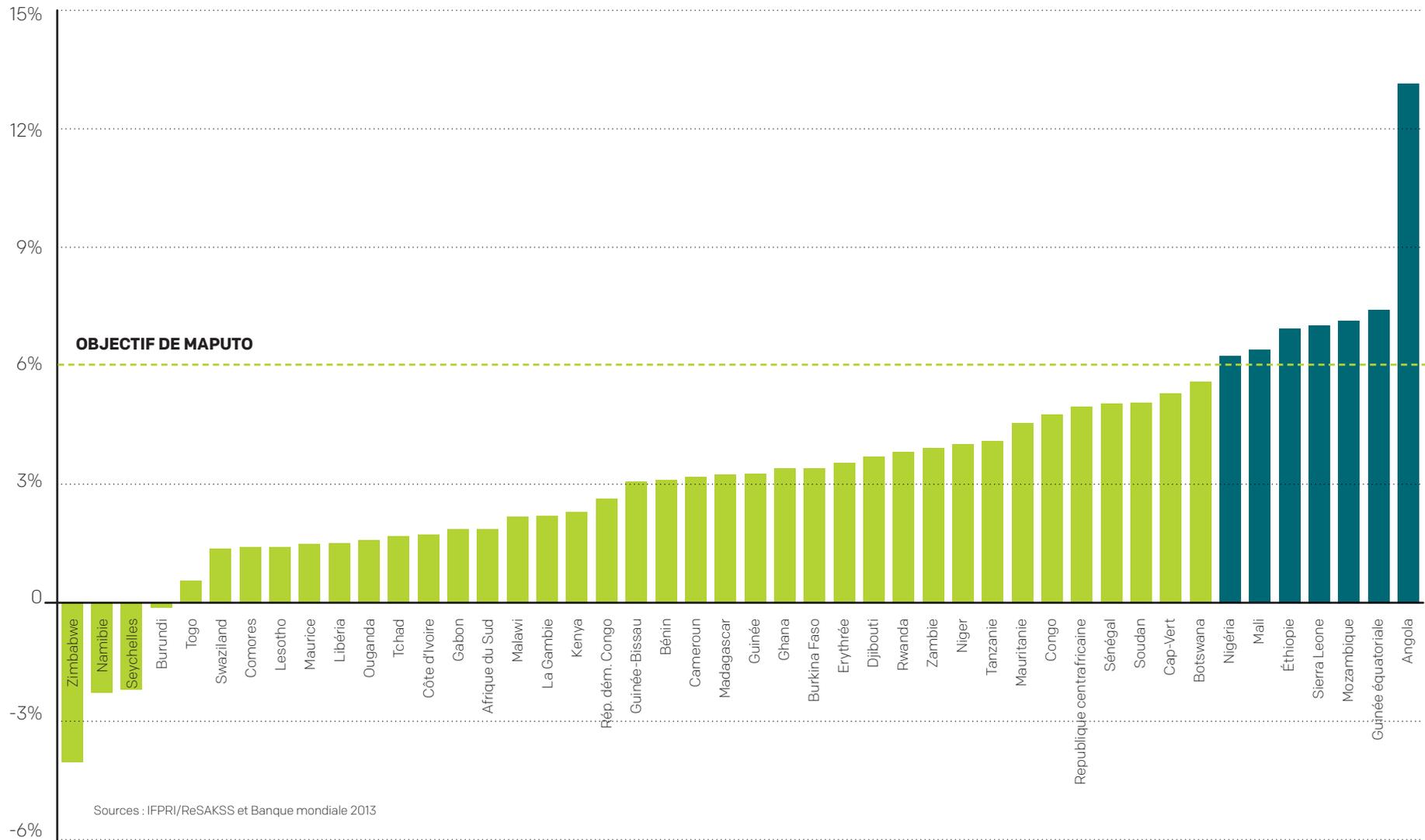


ILLUSTRATION 2 : Croissance agricole moyenne des pays africains, 2003–12*



PROGRAMME MONDIAL POUR L'AGRICULTURE ET LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE (GAFSP)

Le GAFSP a été lancé en 2010 à la demande des membres du G20 pour établir un fonds fiduciaire multidonateurs dans le but d'aider les plans d'investissement agricoles, similaires aux plans conçus à travers le PDDAA. Les donateurs¹⁰, dont un certain nombre de pays du G20, sont représentés par un comité directeur. Celui-ci évalue les propositions venant de pays éligibles aux prêts accordés par l'Association internationale de développement (IDA) de la Banque mondiale et ayant des plans d'investissement agricoles chiffrés et validés. Ensuite, le comité directeur sélectionne les bénéficiaires de l'aide financière en fonction des besoins du pays, de la robustesse de sa proposition et de son aptitude actuelle à mettre en œuvre le plan.

Ce qui fait la force du GAFSP est son alignement avec les priorités du pays et sa capacité à les alimenter financièrement de façon continue, un défi souvent rencontré dans la plupart des relations donateurs-bénéficiaires traditionnelles. Il n'existe aucun autre fonds multilatéral qui finance directement les plans d'investissement agricoles nationaux. D'après le GAFSP, « Contrairement à beaucoup d'autres fonds d'aide, qui ont une cible thématique étroite, le GAFSP peut refléter les priorités du pays de manière plus efficace et engendrer de meilleurs revenus et une réduction de la famine. ». Le fonds d'aide met l'accent sur cinq thèmes majeurs : 1) l'augmentation de la productivité et de la résilience agricole, 2) la mise en relation des agriculteurs avec les marchés, 3) l'amélioration des moyens de subsistance ruraux non agricoles, 4) la réduction des risques et de la vulnérabilité, et 5) l'assistance technique, le renforcement institutionnel et le développement des capacités.

À ce jour, plus de 900 millions de dollars US en financements publics ont été accordés à 25 pays, dont 15 en Afrique subsaharienne qui ont reçu un total de 563 millions de dollars US¹¹.

Jusqu'à présent, les progrès ont été impressionnants. Il est estimé que ces investissements vont générer 140 millions de dollars par an en revenus supplémentaires des ménages dans ces 25 pays. Au Rwanda, par exemple, une aide de 50 millions de dollars accordée au Projet d'aménagement des sols, de récupération de l'eau de pluie et d'irrigation avec retenue collinaire (LWH) a permis à 17 000 agriculteurs de tripler leurs rendements et de doubler leurs revenus.

Bien que le GAFSP ait aidé un grand nombre de pays, les besoins dépassent de loin les fonds disponibles. Il n'existe pas d'estimation officielle de l'écart financier total pour les plans PDDAA, mais de nombreux pays ont maintenant besoin de financement supplémentaire pour combler les lacunes existantes. Pour sa part, le GAFSP a besoin de récolter 720 millions de dollars US afin de profiter pleinement de la promesse de don équivalente faite par les États-Unis en octobre 2012 : les États-Unis feront don de 1 \$ pour chaque 2 \$ promis par les autres donateurs, jusqu'à un maximum de 475 millions de dollars US. Sans de nouveaux engagements, le GAFSP n'aura pas les ressources nécessaires pour distribuer de nouvelles aides. Cependant, la campagne de réapprovisionnement est en cours et le GAFSP s'attend à recevoir des engagements supplémentaires au cours de l'année 2014 pour recapitaliser le fonds à hauteur de 1,4 milliard de dollars¹³.

ILLUSTRATION 3 : Aides financières apportées par le GAFSP en Afrique subsaharienne, 2010–13¹²

PAYS	MONTANT DE L'AIDE (MILLIONS DE \$)
Burkina Faso	37,1
Burundi	30,0
Éthiopie	51,5
Libéria	28,0
La Gambie	46,5
Malawi	37,2
Mali	39,6
Niger	33,0
Ouganda	50,0
Rwanda	40,0
Sénégal	50,0
Sierra Leone	22,9
Tanzanie	39,0
Togo	27,6
Zambie	31,1
Total	563,5

ILLUSTRATION 4 : Promesses de dons GAFSP pour le financement public¹⁴

DONATEUR	ANNÉE FISCALE (AF)	MONTANT PROMIS (MILLIONS DE US\$)
Australie	AF10/11/12	98,4
Canada	AF10/13	201,5
Corée	AF10/13	60,0
Espagne	AF10	0,6
États-Unis	AF11	53,9
Fondation Bill & Melinda Gates	AF11	94,2
Irlande	AF13	20,1
Royaume-Uni	AF10/11/12/13	442,2
Total		972,8

DÉFIS ET OPPORTUNITÉS

La Déclaration de Maputo a replacé l'agriculture au cœur de l'agenda politique et créé le PDDAA (le secrétariat et le processus) offrant aux parties concernées un mécanisme autour duquel se mobiliser et se soutenir. Le PDDAA bénéficie d'un large soutien en tant qu'institution africaine et est le point de mire de l'engagement des investisseurs agricoles domestiques et internationaux. Bien que des progrès aient été faits, de précieuses leçons ont pu être tirées durant la première décennie qui a suivi Maputo, notamment en ce qui concerne la nécessité de mesurer la qualité des dépenses, de normaliser ce qui entre dans la catégorie des dépenses agricoles, de reconnaître les autres facteurs de synergie dans la chaîne de valeur, et d'établir un cadre de responsabilité efficace.

Qualité, et non quantité

Bien que définir des objectifs soit nécessaires pour stimuler les investissements, un seul objectif pour la totalité des dépenses pour tous les pays ne peut pas assurer pleinement de la qualité, la composition et l'efficacité des dépenses compte tenu des situations uniques à chaque pays. Chaque type de dépenses peut avoir un effet différent sur l'agriculture. Par exemple, au Malawi et en Zambie, des pays qui ont respectivement atteint ou presque atteint l'objectif des 10%, le budget agricole est dominé par des programmes de subvention à la productivité dont les effets sont à court terme et visent les symptômes plutôt que les causes d'une faible productivité agricole¹⁵. Le Malawi alloue presque 70% de son budget agricole à son Programme de subvention d'intrants agricoles (FISP). L'impact de ce dernier sur la production de maïs a été farouchement débattu et de nombreuses estimations indépendantes sur la production agricole du Malawi sont bien en dessous des estimations du gouvernement¹⁶. Le FISP laisse très peu de ressources pour les biens publics tels que l'irrigation, les routes secondaires et la R&D et dont la plupart se retrouve sans financement¹⁷. Ce manque de ressources empêche d'aborder les problèmes auxquels les agriculteurs font face comme le stockage de leurs récoltes, le transport de celles-ci vers les marchés, le combat contre les insectes et les maladies et la minimisation des effets du climat.

Un point en particulier, les pertes post-récolte, démontre l'incapacité de nombreux petits exploitants à stocker leurs récoltes et à les amener aux marchés dans de bonnes conditions. À travers le continent, on estime que les pertes post-récoltes se chiffrent à 48 milliards de dollars US par an. Pourtant de nombreuses conventions

PDDAA n'offrent pas de stratégies claires pour résoudre ce problème¹⁸. La « disparité entre les sexes » dans la productivité agricole est un autre sujet auquel doivent s'intéresser les législateurs. Depuis le lancement du PDDAA il y a une dizaine d'années, une étude de la FAO a montré que si les femmes avaient le même accès aux ressources productives que les hommes, elles pourraient augmenter de 20 à 30% leurs rendements agricoles. Les plans d'investissement PDDAA devraient donc être revisités pour répondre aux questions de gestion post-récolte et de disparité entre les sexes dans la productivité.

Mesurer ce qui compte

Par ailleurs, il existe un grand débat pour savoir ce qui compte vraiment comme étant une dépense publique agricole. Le FMI, la FAO et l'UA utilisent tous des méthodes différentes pour mesurer les investissements domestiques dans l'agriculture, chacun ayant ses propres limites¹⁹. Le FMI utilise la mesure de Classification de la fonction du gouvernement (COFOG) à laquelle on reproche d'être trop restrictive en manquant d'inclure les activités soutenant l'agriculture, telles que la R&D agricole, les routes secondaires rurales, cruciales pour l'accès aux marchés, et les « projets polyvalents de développement » qui peuvent affecter l'irrigation et la production d'énergie, facteurs d'amélioration de la production agricole. D'autres sources de soutien agricole, telles que le réinvestissement des taxes douanières au Nigéria, ne sont pas non plus prise en compte²⁰. D'un autre côté, la définition utilisée par la FAO est critiquée pour être trop large car elle comprend toutes les dépenses de développement rural, telles que l'éducation et la santé.

Pour compliquer davantage les choses, de récentes modifications au niveau national de la définition des dépenses agricoles publiques ont faussé les tendances au fil du temps. Au Ghana, les chercheurs ont constaté que les dépenses domestiques associées au Compte du Millénaire et les routes secondaires n'étaient pas incluses avant 2009, ce qui signifie que les dépenses des années précédentes étaient sûrement sous-estimées²¹. De plus, certaines données concernant de larges dépenses dans le secteur du cacao et le service de la dette en 2000 et 2001 n'ont pas été comptabilisées, ce qui a également causé une sous-estimation des dépenses agricoles publiques.

Accès aux marchés et engagement du secteur privé

Bien que la Déclaration de Maputo reconnaisse l'importance des activités en aval de la chaîne de valeur, comme l'agro-alimentaire et la commercialisation, d'autres activités ont été limitées à l'augmentation de la production agricole primaire. Une opportunité a été manquée de construire et de développer une industrie agricole moderne caractérisée par une production accrue et de meilleurs procédés et d'y associer les agriculteurs. L'Éthiopie et le Ghana, comme illustrés précédemment, ont compris la leçon et travaillent pour améliorer leur performance et intégration agricoles nationales. Pour corriger ce problème, le secrétariat du PDDAA encourage les gouvernements à inclure des stratégies et des mesures pour développer l'agro-alimentaire, valoriser les matières premières et renforcer les liens dans la chaîne de valeur. Cette approche invite plus d'entrepreneuriat et de participation du secteur privé.

En outre, au lendemain de la crise financière mondiale, le secrétariat du PDDAA veut attirer davantage les investissements du secteur privé et diminuer l'importance des dons financiers. Certains plans d'investissement ont été critiqués pour traiter le secteur privé comme un simple « assistant » ou même, de le prendre à peine en compte. D'autres critiques ont été faites sur la négociation des traitements spéciaux dans les initiatives d'investissements directs étrangers (IDE) qui offrent des concessions réglementaires et politiques pour les sociétés étrangères mais qui excluent les investisseurs domestiques et rendent le climat moins propice aux investissements. À l'avenir, le secrétariat du PDDAA encouragera les états membres à optimiser leurs plans d'investissement en y mettant le secteur privé au premier plan. Une partie de cette approche implique la mise en place de mesures pour inclure les résultats « niveau 2 » du PDDAA (voir la figure 5) : créer un environnement politique plus favorable et plus prévisible pour attirer les investisseurs, accroître le commerce intrarégional et investir dans les infrastructures rurales telles que la production d'énergie et les routes secondaires.

Cependant, ces efforts restent controversés. Un certain nombre d'organisations d'agriculteurs et de la société civile s'opposent au fait d'attirer à grande échelle les investissements du secteur privé étranger au risque de provoquer un accaparement des terres, un déplacement des petits agriculteurs et de leurs communautés, ainsi qu'une dégradation des sols et de l'environnement. Reconnaisant ces risques, le rapport «Maintenir la dynamique du PDDAA» («Sustaining CAADP Momentum») de 2012, qui décrit les leçons apprises jusqu'à présent à travers l'expérience PDDAA, met en avant la nécessité d'une administration transparente des terres et des investissements privés qui résulteraient en une « croissance partagée et

généralisée»²² et qui offriraient des possibilités d'emplois et une protection sociale pour les groupes les plus vulnérables, tels que les jeunes et les femmes.

Planification des résultats

Une décennie d'expérience depuis la création et la mise en œuvre du processus du PDDAA a révélé que des améliorations du processus en lui-même sont nécessaires, en particulier le besoin d'établir un cadre de résultats plus robuste en tant que mécanisme de redevabilité. Au tout début, le PDDAA mettait l'accent sur la conception de stratégies adaptées à chaque pays et la mobilisation de la volonté politique. Maintenant, le PDDAA reconnaît l'importance de définir des références de suivi des progrès des pays²³. Dans cette perspective, le secrétariat du PDDAA, les dirigeants et les états membres de l'UA ont convenu que la prochaine phase de mise en œuvre du PDDAA doit faire preuve de résultats et d'un impact positif pour solidifier les relations entre les investissements et la croissance²⁴.

Le secrétariat du PDDAA a créé un cadre de résultats qui distingue trois différents niveaux de mesure des résultats (voir figure 5). Le PDDAA identifie dans le niveau 3 ce qui peut avoir le plus grand impact : renforcer les institutions, promouvoir les politiques s'appuyant sur des données factuelles ainsi qu'améliorer la planification, la mise en œuvre et l'examen du secteur public. Ces étapes sont cruciales pour renouer les liens entre les citoyens et les gouvernements dans les zones rurales éloignées, où les moyens de subsistance sont directement liés à l'agriculture. Fournir aux agriculteurs et aux communautés rurales des informations transparentes sur les investissements qui leur sont promis, ainsi que sur la prestation des services gouvernementaux améliorera grandement la redevabilité et la prestation.

Résultat de plusieurs séries de commentaires et de discussions tenues lors des plateformes de partenariat du PDDAA et d'autres réunions, ce cadre de résultats doit d'être approuvé par tous les états membres au sommet de l'UA en juillet 2014²⁵. Les états membres recevront un soutien technique et politique de la part du secrétariat du PDDAA au niveau national. Ils auront également le soutien politique du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) et de la Commission de l'Union africaine (AUC) au niveau régional et continental. De plus, les états membres reconnaissent le caractère incertain des fonds versés par les donateurs dans le climat économique actuel et sont prêts à réinvestir dans l'agriculture les ressources domestiques en expansion et à mobiliser les investissements du secteur privé.

NIVEAU 1 Contribuer au développement social et économique de l'Afrique

Principe de base :

Les pays suivent une stratégie de croissance inclusive reposant sur l'agriculture afin de permettre une transformation sociale et économique.

NIVEAU 2 Une croissance agricole inclusive et soutenue

Principe de base :

Une transformation agricole et une croissance agricole inclusive soutenue sont les éléments essentiels au développement socio-économique de l'Afrique.

2.1

Augmentation de la production, de la productivité et de la valeur ajoutée agricoles

2.2

Amélioration du fonctionnement des marchés agricoles (nationaux, régionaux et d'échange)

2.3

Augmentation des investissements financiers (publics et privés) tout au long des chaînes de valeur

2.4

Amélioration de la disponibilité et de l'accès à la nourriture, aux filets de sécurité et à la nutrition

2.5

Amélioration de la gestion des ressources naturelles pour une production durable

NIVEAU 3 Transformations résultant du PDDAA

Principes de base : Les gouvernements feront en sorte de créer un environnement politique stable et favorable. L'augmentation de la capacité générale, la non-exclusion et des actions basées sur les faits améliorent la planification, la mise en œuvre et l'examen du secteur public. Une transformation stimule les investissements du secteur privé.

3.1

Amélioration du concept de politique partagée et de la capacité de mise en œuvre

3.2

Des institutions plus efficaces et renforcées

3.3

Des procédures de mises en œuvre et une planification agricole plus inclusives et basées sur des données factuelles

3.4

Amélioration du partenariat entre les secteurs public et privé

3.5

Augmentation des investissements publics dans l'agriculture pour une meilleure rentabilité

3.6

Un meilleur accès à des données et des informations de qualité pour un public informé

Note : PDDAA 2013-2023 Cadre de résultats. Le PDDAA apporte une aide supplémentaire au Niveau 3 en fournissant des outils, des procédures et des mécanismes de renforcement des capacités et d'examen par des pairs.

PROCHAINES ÉTAPES POUR LE PDDAA

Alors que le processus pour améliorer la Déclaration de Maputo se met en place en vue du sommet de l'UA en juin 2014, il est important de reconnaître les limites déjà mentionnées ainsi que des réformes récentes du PDDAA afin d'exploiter davantage le potentiel de l'agriculture en Afrique. En 2012, le NEPAD a présenté un projet de rapport sur le processus « Maintenir la dynamique du PDDAA » lors de la plateforme de partenariat du PDDAA de 2013²⁶. Le rapport identifie trois catégories d'action pour parfaire le deuxième cycle du PDDAA :

- 1) Les activités qui doivent perdurer, telles que la priorité accordée à l'agriculture et à l'augmentation des investissements stratégiques dans l'agriculture ;
- 2) Les activités auxquelles il convient de mettre fin, telles qu'une dépendance excessive aux importations alimentaires et aux donateurs, l'éviction du secteur privé par le secteur public, le manque de priorisation politique envers l'agriculture et l'accaparement des terres ;
- 3) Les nouvelles activités telles que la réduction de l'inégalité entre les sexes, la création d'un environnement propice pour le secteur privé, l'incitation à l'entreprenariat par l'agro-alimentaire africain, la promotion de la valeur ajoutée et la préconisation de la transparence et la redevabilité à tous les niveaux.

La section suivante de ce rapport présente les recommandations politiques tirées de ces réformes du PDDAA et des opinions de la société civile et des organisations paysannes.

Les états membres de l'UA et le secrétariat du PDDAA devraient s'aligner dans leur approche pour améliorer la qualité des dépenses agricoles, définir ce qui compte comme investissement agricole, mettre en œuvre un cadre de résultats robuste et inclure le secteur privé dans les plans pour renforcer les chaînes de valeur et assurer une croissance partagée et responsable de l'agro-alimentaire. Les dirigeants et leurs cabinets devraient renouveler leur engagement envers un « Cadre de Maputo renforcé » en faisant des déclarations publiques de soutien aux engagements originaux de Maputo, en révisant leurs plans d'investissement agricole et en adoptant le cadre de résultats du PDDAA lors du sommet de l'UA en juillet 2014.

Cependant, il n'existe pas de recette miracle et chaque pays, région et zone exigera une approche spécifique et des mécanismes de réalisation qui lui sont adaptés. Ils peuvent s'inspirer des expériences du Burkina Faso, de l'Éthiopie et du Ghana, dont les réformes politiques et les mécanismes de réalisation ont décuplé la capacité de leurs secteurs agricoles. Les législateurs devraient considérer les priorités politiques présentées dans la section suivante comme un menu d'options, tiré d'un consensus entre les dirigeants africains, la société civile, les partenaires du développement, le secteur privé et surtout, les petits exploitants agricoles.



DES HOMMES TRAVAILLENT POUR UN
ESPACE DE STOCKAGE DU PROGRAMME
ALIMENTAIRE MONDIAL (PAM) DANS LE
VILLAGE DE KAGOROGORO AU RWANDA.

PHOTO : FONDATION BILL & MELINDA GATES

RECOMMANDATIONS POLITIQUES POUR UNE TRANSFORMATION AGRICOLE DE L'AFRIQUE

Cette section est un recueil de recommandations politiques élaborées dans le cadre de consultations approfondies sur un grand nombre d'aspects avec les instances du Programme détaillé du développement de l'agriculture africaine (PDDAA), des organisations de la société civile africaine, des coopératives et organisations agricoles représentant les intérêts des petits exploitants agricoles, et des acteurs du développement. Les recommandations que chaque pays choisira d'adopter dépendront, bien entendu, du contexte propre au pays et de ses objectifs spécifiques pour le secteur agricole.

Alors que commence l'année 2014, déclarée Année de l'agriculture et de la sécurité alimentaire par l'Union africaine (UA), une dynamique se crée à travers le continent avec pour objectif de saisir cette occasion pour accélérer la croissance et la transformation de l'Afrique. Les progrès dans le secteur de l'agriculture sont essentiels à la transformation des économies nationales et à l'éradication de l'extrême pauvreté, telle que conçue dans les objectifs du Millénaire pour le développement. Après une décennie de mise en œuvre de la Déclaration de Maputo, de précieuses leçons peuvent être tirées pour le secteur de l'agriculture. Bien que certains défis persistent, de nouvelles approches et innovations offrent de nouvelles possibilités. Pour accélérer le progrès, ce programme de transformation devra s'inspirer des principaux enseignements tirés des succès et des échecs de la décennie passée, et mobiliser la volonté politique à l'échelle continentale pour réexaminer et revitaliser les engagements de Maputo pour une prochaine décennie riche en succès.

Au mois de novembre 2013, 36 pays avaient adopté des pactes au titre du PDDAA, s'engageant à améliorer l'agriculture nationale dans le cadre de plans d'investissement qu'ils ont définis, et au moins 28 pays avaient lancé des plans entièrement chiffrés et soumis à un examen technique pour accélérer le développement agricole¹. Quelques pays, qui sont à l'avant-garde, ont montré comment des investissements stratégiques dans l'agriculture peuvent conduire à une croissance plus large. Mais la première décennie de mise en œuvre de la Déclaration de Maputo a également été riche en enseignements, notamment en ce qui concerne la nécessité de mesurer la qualité des dépenses, de normaliser ce qui rentre dans la

catégorie des dépenses liées à l'agriculture, de reconnaître les autres facteurs de synergie dans la chaîne de valeur, et d'établir un cadre de responsabilité efficace pour permettre aux citoyens, aux petits exploitants agricoles et aux décideurs à l'échelle nationale de mieux suivre l'emploi des ressources et les résultats obtenus.

À l'occasion du Sommet de l'UA de juin 2014, tous les chefs d'État des pays membres auront la possibilité de réitérer leur détermination à investir dans l'agriculture et de prendre des engagements politiques en faveur de l'agriculture africaine pour les dix prochaines années. Jusqu'à présent, le PDDAA a mené un certain nombre de consultations en vue de formuler des recommandations pour un cadre « renforcé » de la Déclaration de Maputo, le but étant de s'appuyer sur les points forts des engagements initiaux tout en comblant les lacunes. Ces consultations ont abouti à des recommandations pour le second cycle du PDDAA, formulées dans le rapport intitulé Maintenir la dynamique du PDDAA². De même, à travers l'Afrique, la société civile, les organisations d'agriculteurs, les partenaires du développement et le secteur privé formulent leurs propres recommandations et plans de réussite. La liste suivante des recommandations politiques s'appuie sur des données concrètes et des idées mises en avant par ces organisations et est soumise à l'examen des dirigeants africains en vue d'un cadre renforcé de la Déclaration de Maputo³.

Les politiques recommandées visent à renforcer les anciens engagements de Maputo concernant les investissements publics dans le secteur de l'agriculture, mais elles s'attaquent aussi aux questions essentielles qui ont été largement négligées par la Déclaration de 2003, au nombre desquelles les disparités entre les sexes dans l'agriculture africaine, les très grandes pertes de revenus dues à une gestion post-récolte médiocre, les possibilités limitées de suivi et d'évaluation des progrès, et l'énorme potentiel du commerce intrarégional. Tout accord final conclu entre les dirigeants devrait accroître les investissements publics efficaces dans l'agriculture par le biais de plans nationaux transparents et de qualité qui non seulement permettront d'améliorer la croissance dans le secteur, mais assureront également que cette croissance profite à tous et améliore les conditions de vie des petits exploitants agricoles.

DIX RECOMMANDATIONS POLITIQUES POUR ASSURER LE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE

- 1) Adopter des résolutions assorties de délais pour répondre à l'engagement de Maputo de consacrer au moins 10 % des budgets nationaux à des investissements agricoles efficaces, grâce à des budgets transparents et responsables.
- 2) Gommer les disparités entre les sexes dans l'agriculture.
- 3) Renforcer la gouvernance des terres et sécuriser les droits fonciers.
- 4) Réduire les obstacles au commerce intrarégional.
- 5) Augmenter les investissements dans la recherche et développement (R&D) à au moins 1% du PIB agricole et renforcer les services de vulgarisation.
- 6) Intégrer la durabilité et la résilience au changement climatique dans les plans agricoles nationaux.
- 7) Faire de la réduction des pertes post-récoltes une priorité dans les plans agricoles nationaux.
- 8) Intégrer des objectifs nutritionnels dans les stratégies du secteur agricole.
- 9) Favoriser un environnement propice à l'intégration des petits exploitants agricoles et à des investissements responsables du secteur privé.
- 10) Accélérer la mise en œuvre des plans agricoles et assurer des résultats favorisant les petits exploitants les plus pauvres.

1 Adopter des résolutions assorties de délais pour répondre à l'engagement de Maputo de consacrer au moins 10% des budgets nationaux à des investissements agricoles efficaces, grâce à des budgets transparents et responsables⁴

VOLUME DES FINANCEMENTS POUR LE DÉVELOPPEMENT

Pour que le secteur agricole contribue davantage au PIB et à la transformation économique, il a besoin d'investissements publics accrus et durables de la part des gouvernements africains pour améliorer la productivité et la compétitivité des petits exploitants agricoles. Des exemples comme le Burkina Faso, l'Éthiopie, le Ghana et la Zambie montrent comment l'augmentation des investissements peut conduire à de meilleurs résultats agricoles. Néanmoins, la majorité des pays africains n'a pas atteint leurs objectifs de Maputo. Pour stimuler leur potentiel, les petits exploitants d'Afrique ont besoin de plus de formation, d'infrastructures, de services financiers, d'intrants abordables et d'un meilleur accès aux marchés. Comme stipulé dans le PDDAA, sans des investissements publics fiables, les agriculteurs en Afrique ne pourront tout simplement pas bénéficier de ces éléments essentiels à un secteur agricole prospère. Pour cette raison, « l'Afrique doit continuer à privilégier l'augmentation du volume et de la qualité des investissements publics consacrés aux infrastructures rurales »⁵. L'engagement de Maputo d'investir au moins 10% des budgets nationaux dans l'agriculture représente un niveau d'investissement de base pour un secteur qui, dans de nombreux pays africains, emploie la grande majorité de la population. Il est essentiel de donner la priorité aux investissements publics dans le secteur, puis de se tourner vers les investissements directs étrangers (IDE) pour combler les manques.

QUALITÉ, TRANSPARENCE ET RESPONSABILITÉ DU FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT

Si le volume des dépenses consacrées à l'agriculture est important pour le développement du secteur, l'efficacité de ces dépenses l'est tout autant. Des études montrent que les différents types d'investissements réalisés dans diverses régions agro-écologiques et zones géographiques ont une incidence variée sur les objectifs de développement⁶. Les dépenses publiques doivent également prendre en compte la diversité des agriculteurs, les conditions agroécologiques, les besoins locaux et les systèmes de production. En particulier, il convient d'accorder la priorité aux investissements catalytiques dans les services efficaces et les biens publics. Il s'agit, notamment, des services de vulgarisation agricoles, de l'irrigation, de la recherche et

développement, des réseaux routiers (les grands axes et les routes secondaires), des services financiers, des réseaux de téléphonie mobile, d'un système de marché adéquat et des intrants pour les petits exploitants et en particulier les femmes. Beaucoup de ces investissements complémentaires peuvent venir de ministères et de secteurs en dehors de l'agriculture, soulignant le besoin de coordination. Par exemple, l'Éthiopie a démontré le pouvoir de l'investissement dans les routes rurales et de l'élargissement de l'accès aux agents de vulgarisation : selon les estimations, dans certains villages, l'accès à des routes praticables par tout temps a permis de réduire la pauvreté de 7%, et ceux qui ont reçu au moins une visite d'un agent de vulgarisation ont vu la pauvreté reculer de près de 10%⁷. Le Ghana a quintuplé ses dépenses consacrées aux routes secondaires rurales entre 2002 et 2007, et cet investissement a porté ses fruits : les chercheurs estiment que le rendement sur l'investissement public dans les routes secondaires correspond à une multiplication de la productivité agricole par un facteur de 8,8.

Les dirigeants africains devraient redoubler d'efforts pour associer les citoyens à la conception et la réalisation de leur vision de l'agriculture. Il faudrait, pour cela, s'assurer que les citoyens et les petits exploitants agricoles participent à l'élaboration des stratégies agricoles de leur pays et au soutien d'un environnement propice à l'épanouissement de la société civile. Il faudrait également que les pouvoirs publics africains consignent dans des documents publics toutes les composantes de leurs dépenses agricoles en publiant en ligne des budgets faciles à comprendre et en les livrant aux petits exploitants au niveau du district. Cette démarche devrait permettre aux agriculteurs, aux parties prenantes, aux contribuables et aux citoyens d'une manière générale de contrôler l'impact des investissements. Il faudrait aussi davantage préciser ce qui est considéré comme investissement agricole par rapport à d'autres priorités du développement, de sorte qu'il y ait une meilleure cohérence dans les processus de comptabilité des pays africains. Les instances du PDDAA devraient continuer à travailler avec les acteurs clés (par ex., le FAO et les ministères des Finances et de l'Agriculture) pour aborder les points de désaccord et élaborer une méthode normalisée de calcul des dépenses agricoles.

2

Gommer les disparités entre les sexes dans l'agriculture en améliorant l'accès des femmes aux facteurs de production⁸

En Afrique, les femmes contribuent de manière substantielle à l'agriculture et constituent au moins la moitié de la population agricole, active pourtant elles affichent en moyenne une productivité agricole inférieure à celle des hommes, ce qui a une incidence importante sur le bien-être de leur ménage. Elles ont un accès limité aux ressources de production telles que la terre, la main d'œuvre, les services de vulgarisation ou les engrais. Réduire ces disparités permettrait d'améliorer l'équité et la productivité, stimuler la croissance, réduire la pauvreté et procurer des avantages à la prochaine génération de femmes et d'hommes africains. Selon la FAO, si les femmes avaient le même accès aux ressources de production que les hommes, elles produiraient 20 à 30% plus et la productivité agricole pourrait augmenter de 2,5 à 4%.

Les dirigeants africains doivent revoir leurs plans agricoles nationaux et intégrer des interventions visant à réduire les disparités entre les sexes. La création de copropriété foncière, la mise à disposition de subventions et de bons pour l'achat d'engrais, l'introduction de semences à forte valeur ajoutée dans les systèmes de culture des femmes ainsi qu'une meilleure adaptation des services de vulgarisation pour les agricultrices sont autant d'axes d'interventions possibles. Ils doivent également aller plus loin et s'attaquer aux facteurs sous-jacents des disparités entre les sexes qui sont souvent ignorés, comme la question de la disponibilité de la main d'œuvre. Au-delà de ces interventions, il faudra penser à offrir des services de garde des enfants au niveau communautaire et améliorer les infrastructures, dont l'accès à l'eau et l'électricité, ce qui permettra aux femmes d'être plus productives en se concentrant sur les travaux agricoles plutôt que les tâches domestiques.

3

Renforcer les droits fonciers des petits exploitants agricoles grâce à de meilleures ressources dédiées à la gestion des terres et à l'adoption et la mise en œuvre des « Cadre et lignes directrices sur les politiques foncières en Afrique » de l'Union africaine⁹

Une pauvre gouvernance foncière (la manière dont les droits fonciers sont définis et administrés) vulnérabilisent les populations rurales pauvres, en particulier les femmes. Seule 10% des terres rurales en Afrique subsaharienne sont enregistrées.

Les terres restantes ne le sont pas ou le sont de façon informelle, et sont donc sujettes à l'expropriation¹⁰. Il est donc fondamental de renforcer la gouvernance foncière et la sécurisation des droits fonciers pour atteindre de nombreux objectifs du développement, parmi lesquels la durabilité, l'égalité des sexes et la promotion des investissements agricoles et de la croissance. Les dirigeants nationaux doivent donc améliorer la sécurité foncière des terres communales et des parcelles individuelles, en particulier pour les populations pauvres et vulnérables.

Premièrement, cela peut être accompli par la délimitation des parcelles (à l'aide d'outils technologiques), la formalisation des droits individuels et collectifs coutumiers, lorsque cela est approprié, et la formalisation de groupes communautaires afin qu'ils puissent conclure des accords et résoudre les conflits sur l'utilisation des terres.

Deuxièmement, les dirigeants doivent renforcer la capacité, l'efficacité et la transparence des systèmes de gestion des terres. Des ressources accrues peuvent être consacrées à l'informatisation desdits systèmes, à la mise à jour des systèmes

de relevé et de cartographie, et à la formation du personnel aux systèmes modernes d'administration foncière¹¹.

Troisièmement, les dirigeants devraient adopter certains principes régionaux et globaux, y compris les « Cadre et lignes directrices sur les politiques foncières en Afrique » de l'UA et les « Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers » de l'ONU, et travailler avec des partenaires au sein du Comité de l'ONU sur la sécurité alimentaire mondiale (CSA) pour élaborer, formuler et appliquer les « Principes pour un investissement agricole responsable ». Ces mesures (1) donnent juridiquement aux petits exploitants agricoles les moyens de participer efficacement aux consultations foncières; (2) énumèrent les conditions de l'investissement privé responsable; et (3) engagent les gouvernements nationaux à exiger des comptes au secteur privé en ce qui concerne l'investissement responsable. Une fois ces mesures adoptées, les dirigeants nationaux pourront trouver un meilleur équilibre entre l'accès des agriculteurs à la terre et l'accroissement des intérêts privés dans des acquisitions foncières à grande échelle.

De manière générale, si l'investissement privé, aussi bien national qu'étranger, est important parce qu'il apporte le capital et souvent les capacités techniques pour transformer le secteur agricole, il reste essentiel que tous les investissements soient transparents et responsables. Ces dernières années, l'accapement d'énormes

superficiers de terres et le déplacement de paysans ont causé un préjudice énorme et doit cesser. L'initiative africaine «Grow Africa» vise à encourager l'investissement responsable et a aidé à faire avancer la Nouvelle Alliance du G8. Cette initiative doit être contrôlée afin de s'assurer qu'elle respecte des normes rigoureuses de

transparence et de redevabilité afin de promouvoir un investissement responsable qui réduit la pauvreté et non qui se fait au détriment des communautés rurales vulnérables d'Afrique.

4

Réduire les obstacles au commerce intrarégional et accélérer la mise en œuvre d'accords commerciaux régionaux¹²

Actuellement, 5% seulement des importations de céréales en Afrique sont produites par des agriculteurs africains¹³. Cette statistique indique l'immense potentiel inexploité que présente le commerce intrarégional d'accroître les débouchés économiques pour les agriculteurs africains et d'aider le continent à se nourrir par ses propres moyens. Le renforcement et l'élargissement d'accords commerciaux régionaux ou bilatéraux pourraient permettre d'exploiter l'importante activité des marchés locaux et régionaux. Les marchés agricoles intérieurs en Afrique sont évalués à 50 milliards de dollars US par an, contre 16,6 milliards de dollars US pour les marchés traditionnels d'exportation de produits agricoles¹⁴. Bien que l'essentiel de l'activité commerciale soit local et régional, le commerce intrarégional reste relativement faible, à environ 2 milliards de dollars US d'activité par an¹⁵.

Des politiques commerciales insuffisantes représentent l'un des principaux obstacles au commerce intrarégional. Par exemple, les droits de douane en Afrique subsaharienne sont 50% plus élevés que dans des pays comparables en Asie¹⁶. En outre, d'autres obstacles incluent les barrières non tarifaires, l'insuffisance des infrastructures et les contraintes géographiques¹⁷. Des recherches ont montré qu'il est moins coûteux d'expédier des marchandises vers l'Ouganda à partir des États-Unis qu'à partir des pays voisins de l'Ouganda¹⁸. Pour inverser cette tendance dans le

commerce intrarégional, les gouvernements africains doivent adopter des mécanismes qui renforcent la confiance et la coopération entre pays. Les dirigeants africains devraient dépasser les nationalismes et s'accorder sur des mesures d'incitation au commerce intrarégional. Étant donné que de nombreux pays en Afrique sont petits tant sur le plan géographique qu'économique, il en va de l'intérêt de tous les pays concernés d'améliorer les circuits de commercialisation par le biais des infrastructures publiques.

Il est estimé qu'une réduction de 10 % des coûts de transport entraînerait une augmentation des échanges commerciaux de 25%¹⁹. Les gouvernements africains devraient accélérer la mise en œuvre des accords commerciaux régionaux conclus dans le cadre de la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC), la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), l'autorité intergouvernementale sur le développement (IGAD) et la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE). Ces accords ont des objectifs clairs en ce qui concerne l'amélioration des infrastructures régionales grâce à des programmes de partage des coûts permettant aux investissements de réaliser des économies d'échelle et de renforcer la spécialisation économique²⁰.

5

Consacrer au moins 1% du PIB agricole à la recherche et au développement (R&D), renforcer les services de vulgarisation et adopter « l'Agenda scientifique pour l'agriculture en Afrique »²¹

Pour favoriser une plus grande innovation et des avancées scientifiques adaptées au contexte local, les dirigeants de l'UA se sont engagés en 2006 au Caire à consacrer 1% du PIB agricole à la recherche et au développement (R&D). Pourtant, aujourd'hui, la majorité des 33 pays dont les données sont disponibles n'ont pas tenu cet engagement. La transparence et la disponibilité des informations budgétaires constituent cependant une contrainte qui empêche une analyse exacte des dépenses en R&D.

Des études montrent que le rendement de la R&D et des services de vulgarisation en Afrique sont considérables, y compris en termes de réduction de la pauvreté²². La recherche publique est particulièrement importante afin de compléter la recherche privée. Cette dernière cible généralement les cultures largement produites comme le maïs, le blé et le riz et se concentre sur des systèmes à forte utilisation d'intrants avec suffisamment d'eau et d'engrais. La recherche publique est axée sur une plus grande diversité de produits alimentaires africains tels que le sorgho, les tubercules et le mil. Pour les terres marginales, cette approche plus axée sur les

pauvres peut aider à répondre aux besoins de millions de petits exploitants agricoles. Comme pour les dépenses publiques agricoles dans les années 1980 et 1990, les dépenses en R&D ont été très insuffisantes²³ et seulement huit pays ont dépassé l'objectif de 1%²⁴. Selon l'Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA), le continent ne dispose que de 70 chercheurs agricoles en moyenne pour chaque million de personnes, contre 550 en Amérique latine et 2 640 en Amérique du Nord²⁵. Un autre défi est de mettre à disposition des agriculteurs les meilleures technologies disponibles, avec un soutien et des conseils adéquats. Les crises fiscales et les programmes d'ajustement structurel ont érodé les ressources publiques destinées à la vulgarisation et à la formation, tandis que la qualité des prestations de services a souffert depuis les années 80. Le manque de capacité du personnel et de formation technique empêche les acquis de la recherche d'atteindre leur potentiel. Toutefois, certains pays africains accordent la priorité à la recherche et à la vulgarisation et obtiennent des résultats impressionnants.

Le Ghana a versé des paiements à des agriculteurs pour qu'ils remplacent les cacaoyers malades par de nouvelles variétés à rendement plus élevé mises au point par son système de recherche publique, et la productivité a presque doublé²⁶. L'Éthiopie a entrepris une stratégie agressive en créant des centres de formation agricole dans tous ses districts administratifs (18 000 au total) et en plaçant trois agents de vulgarisation dans chacun de ces centres. En plus d'accorder une place de choix à la R&D, les dirigeants africains devraient également adopter l'Agenda scientifique pour l'Agriculture en Afrique commandité par la Commission de l'Union africaine (CUA)/ Nouveau partenariat économique pour le développement de l'Afrique (NEPAD) et dirigé par le Forum pour la recherche agricole en Afrique (FARA), appelant à une collaboration accrue sur la science et la technologie, à travers notamment le partage des installations, du personnel et des informations.

6 Intégrer la durabilité et la résilience au changement climatique dans les plans nationaux pour l'agriculture²⁷

La dégradation des sols, y compris la baisse de leur fertilité, menace l'agriculture africaine et compromet les efforts visant la réduction de la pauvreté. La dégradation des sols affecte 65% des terres du continent africain, et environ 6 millions d'hectares de terres productives sont perdus chaque année²⁸. Ces difficultés sont exacerbées par d'autres menaces telles que la croissance rapide de la population et des phénomènes météorologiques extrêmes. La Banque mondiale affirme que si les températures mondiales augmentent, d'ici à 2040, le régime des précipitations en Afrique subsaharienne changera, des pics de chaleur se produiront plus fréquemment, et les régions arides s'étendront. Par conséquent, les agriculteurs africains devraient voir les rendements de leurs cultures baisser, perdre des terres arables (de l'ordre de 40 à 80% des terres exploitées pour cultiver le maïs, le mil et le sorgho), et disposer de moins d'aliments à consommer²⁹. Ces tendances peuvent être davantage aggravées par une explosion démographique sur le continent, l'accroissement de la population de l'Afrique devant quadrupler en seulement 90 ans³⁰. De plus, dans de nombreux pays africains, la durabilité et l'agriculture résiliente aux aléas climatiques restent à être intégrées pleinement dans les plans agricoles nationaux. Compte tenu des énormes défis environnementaux et démographiques auxquels est confronté le secteur agricole, il est urgent que les dirigeants s'engagent clairement à augmenter durablement la production agricole et à développer sa capacité à résister aux chocs climatiques.

Les gouvernements africains devraient incorporer la durabilité et la résilience climatique dans leurs stratégies pour le secteur agricole et formuler des recommandations en vue d'atteindre ce double objectif. Ces plans devraient mettre l'accent sur un ensemble d'approches, y compris le développement de cultures résistantes à la sécheresse, des services de vulgarisation robustes, des systèmes d'informations météorologiques et d'alerte précoce, de l'agroforesterie, de la diversité des cultures, de la récolte des eaux de pluie, de la gestion intégrée de la fertilité des sols, et de l'agriculture de conservation, le cas échéant. L'Éthiopie a déjà entamé ce processus en élaborant sa stratégie pour une Économie verte à l'épreuve du climat (CRGE), qui a été finalisée en 2011. La stratégie vise à réduire les émissions de gaz à effet de serre et à permettre au pays de mieux faire face aux effets du changement climatique, qui touchent le secteur de l'agriculture dans plus de six de ses régions. Le PDDAA peut soutenir cet effort par l'identification et la diffusion des principes directeurs de la mise en œuvre et de la poursuite à grande échelle de ces pratiques au sein des pays du PDDAA. Enfin, l'UA et ses pays membres devraient aider à définir et s'engager à atteindre un objectif de productivité agricole durable dans le cadre du programme de développement post-2015.

7 Faire de la réduction des pertes post-récoltes une priorité dans les plans agricoles nationaux

Au cours de la dernière décennie, les plans agricoles africains ont négligé un défi important pour les petits exploitants agricoles en Afrique : le problème des pertes post-récolte. Une approche globale de l'amélioration de la productivité agricole et de l'augmentation des approvisionnements alimentaires en Afrique doit prendre en compte les regrettables pertes enregistrées tout au long de la chaîne alimentaire. Les pertes céréalères post-récoltes à elles seules représentent 10 à 20% de l'ensemble des pertes³¹. La FAO et la Banque africaine de développement estiment que les pertes post-récolte de céréales, racines et tubercules, fruits et légumes, viande, lait et poisson cumulent à 48 milliards de dollars US chaque année. Ces pertes contribuent à l'augmentation des prix des denrées alimentaires en diminuant les approvisionnements alimentaires disponibles sur le marché. Elles ont également des répercussions négatives sur l'environnement : les terres, l'eau, les engrais ainsi que de l'énergie sont utilisés pour produire et transporter des produits alimentaires que personne ne consomme. Malgré l'ampleur du défi, seul 5% des investissements dans la recherche agricole se concentrent sur les problèmes post-récoltes, tandis que 95% des fonds se concentrent sur l'augmentation de la production agricole³².

Le défi des pertes post-récoltes est un problème complexe qui se manifeste différemment dans chaque contexte. Compte tenu de la complexité et la diversité de ces pertes, il est primordial de disposer de données pertinentes normalisées afin d'élaborer des politiques visant à adresser ce problème. Les progrès des technologies de l'information et de la communication (TIC) peuvent être mis à profit pour recueillir ces données. Une meilleure intégration des petits exploitants agricoles dans les marchés les encouragera davantage à mesurer ces pertes et à y remédier. Munis de ces informations, les secteurs public et privé peuvent alors déployer les politiques appropriées, y compris la construction d'installations de stockage, la mise au point de variétés résistantes aux dégâts causés par les insectes et les champignons, et l'utilisation de batteuses mécaniques plus efficaces. Ces mesures, conjuguées à l'amélioration générale des infrastructures, aideront à endiguer les pertes post-récoltes. En outre, les plans du PDDAA devraient être modifiés de sorte à inclure une stratégie claire prenant en compte ce problème.

8 Intégrer des objectifs nutritionnels dans les stratégies du secteur agricole et établir une base d'approches agricoles tenant compte de la nutrition³³

La malnutrition chronique demeure un défi de santé et de développement majeur en Afrique, avec des taux toujours élevés qui indiquent que peu de progrès ont été réalisés au cours des trois dernières décennies. Globalement, 3,1 millions d'enfants meurent chaque année à cause de malnutrition. Ajouté à cela, 165 millions d'enfants, qui arrivent à survivre à la malnutrition durant les premières années de leur vie, connaissent des retards de croissance et de développement cognitif, qui compromettent leur productivité future et donc leur revenu. Malgré les réductions spectaculaires de la mortalité infantile et de l'extrême pauvreté, les taux de retard de croissance en Afrique aujourd'hui sont presque aussi élevés qu'il y a deux décennies, dépassant les 40%³⁴.

Jusqu'à récemment, de nombreux programmes agricoles africains n'étaient pas conçus, ciblés, mis en œuvre ou évalués en tenant compte de l'amélioration de la

nutrition. Le secteur agricole détient un énorme potentiel pour l'amélioration de la nutrition. Par exemple, la bio-fortification de la patate douce orange a fourni de grandes quantités de vitamine A à des femmes et des enfants mal-nourris en Ouganda. Pourtant, des conseils sur la manière de tirer parti des programmes agricoles en vue d'améliorer la nutrition font défaut. Pour cette raison, les gouvernements africains devraient mieux intégrer des objectifs nutritionnels dans les plans agricoles et commencer à mesurer les progrès accomplis. Ceci peut se faire grâce à une collaboration accrue autour des objectifs liés à la nutrition avec leurs ministères en charge de la santé et les autres ministères concernés. Les pays devraient également soutenir des évaluations d'impact rigoureuses afin d'établir une base plus riche de données qui cadre avec des approches agricoles tenant compte de la nutrition. Le PDDAA peut alors identifier et diffuser les principes directeurs de la mise en œuvre et de la poursuite à grande échelle de ces pratiques au sein des pays du PDDAA.

9 Favoriser un environnement propice à l'intégration des petits exploitants agricoles et à des investissements responsables du secteur privé³⁵

La production de produits de base a dominé l'agriculture africaine pendant des décennies mais l'on a redécouvert que le fait d'étendre les activités plus en aval dans la chaîne de valeur (soit la transformation, la distribution, la commercialisation) présente des avantages inexploités pour les communautés rurales et les économies nationales³⁶. Inciter des sociétés de transformation à faire leur entrée sur le marché peut créer des opportunités de création d'entreprises et d'emplois bien rémunérés pour les jeunes et les femmes. En Éthiopie, la Banque de développement de l'Éthiopie (DBE), un établissement parapublic, accorde des prêts avantageux à condition que les investisseurs investissent dans la transformation des cultures et que les projets soient axés sur des « aspects prioritaires » dont les produits d'exportation, la production de céréales pour les marchés intérieurs et la création d'emplois³⁷. Comme on l'a vu au Burkina Faso et au Ghana, les réformes qui ont ouvert la voie à de nouveaux acteurs (dans ces deux cas des sociétés de commercialisation) ont élargi le marché, incité les agriculteurs à accroître leur production, et créé des emplois en dehors des exploitations agricoles. En Éthiopie, les échanges de produits de base ont permis aux cultivateurs de café de recevoir plus de 65% du prix final sur le marché grâce à une plus grande transparence des prix.

D'autres mécanismes, dont les relations en expansion et l'agriculture contractuelle, peuvent offrir l'opportunité aux agriculteurs d'avoir accès à des intrants de haute qualité à travers l'accord de crédit, d'obtenir des prix plus favorables grâce à un meilleur partage des informations et de développer davantage les économies rurales. Dans la plupart des cas, ces mécanismes sont naturellement viables car ils peuvent fonctionner sans apport conséquent de la part d'institutions de développement. Par exemple, la promotion par le Ghana des partenariats public-privé vise à aider les petits exploitants agricoles à commercialiser leurs produits en les rapprochant des marchés d'exportation, entre autres, de cacao, coton et noix de cajou.

Afin de tirer les avantages de l'accroissement de l'activité de transformation, des investissements publics adéquats doivent être réalisés dans les infrastructures physiques, et les agriculteurs ont besoin d'un accès fiable aux nouveaux marchés. Ainsi, les dirigeants africains doivent veiller à ce que l'investissement public agricole soit orienté vers des biens publics importants allant au-delà du budget du Ministère de l'agriculture, tels que l'amélioration du réseau routier rural, la production d'énergie, et les systèmes d'irrigation au service des petits exploitants agricoles.

10 Accélérer la mise en œuvre des plans de développement de l'agriculture et assurer des résultats pour les petits exploitants

Le développement agricole a un long chemin à parcourir et requiert un engagement soutenu des dirigeants envers une réforme politique, sa mise en œuvre et l'obtention de résultats. L'Agence de transformation agricole (ATA) de l'Éthiopie offre aux dirigeants africains un modèle de réussite pour faciliter ce processus et éliminer les goulets d'étranglement des chaînes de valeur agricole dans leurs propres pays. Le modèle de l'ATA a été conçu à partir d'entités similaires établies en Corée du Sud, en Malaisie et à Taiwan pendant les années 50 et 60. L'ATA entreprend une analyse des politiques appliquées, sa structure faisant efficacement le lien entre les domaines de la recherche et de la mise en œuvre. Des organisations de recherche partenaires conduisent des études techniques des problèmes affectant le secteur agricole. Les directeurs de programme de l'ATA y concilient un savoir pratique découlant d'études et d'interview sur le terrain et adoptent des politiques en conséquence. Le PDDAA est invité à continuer l'expansion de son répertoire d'experts techniques pouvant guider et assister les pays cherchant à mettre en œuvre les recommandations présentées dans ce document.

En outre, les dirigeants africains sont encouragés à renforcer la mise en œuvre à travers l'adoption du Cadre de résultats et la création d'un index de la sécurité

alimentaire et agricole du PDDAA ou d'un mécanisme similaire, pour mesurer et surveiller les finances du développement, venant de toutes sources, liées à l'agriculture, à la mise en œuvre de ces programmes, aux prestations de services et les résultats obtenus dans un cadre de Maputo amélioré aux niveaux nationaux et sous-nationaux.

Afin d'assurer que la mise en œuvre des plans et les réformes servent les intérêts des petits exploitants pauvres et vulnérables, les plans devraient mettre en avant l'importance de la gestion des risques : à travers la possession de bétail, qui a le bénéfice annexe d'améliorer la nutrition du foyer, et en donnant la priorité aux cultures traditionnelles que la plupart des foyers pauvres consomment. Les dirigeants devraient accentuer leur engagement à mobiliser les agriculteurs, les entreprises, la société civile et autres acteurs non-étatiques dans la conception, la mise en œuvre et le suivi des plans agricoles. Avec une plus grande participation, les gouvernements peuvent mieux servir leurs populations, améliorer les résultats et rendre le secteur agricole plus dynamique et viable.



DES AGRICULTEURS UTILISENT DES
TECHNIQUES TRADITIONNELLES
D'IRRIGATION EN ÉTHIOPIE.

PHOTO : PETTERIK WIGGERS / IWMI

ANNEXE 1 : EXEMPLES DE RÉUSSITE DANS LE MONDE

CHINE : SOUTENIR LES PETITS PRODUCTEURS D'ALIMENTS DE BASE POUR STIMULER LA PRODUCTIVITÉ

En Chine, un modèle d'agriculture « piloté par l'Etat, dicté par le marché et basé sur l'agriculteur » a favorisé le développement économique et une réduction de la pauvreté¹. Entre 1980 et 2010, le gouvernement chinois a alloué environ 8,7% de ses dépenses annuelles à l'agriculture, ce qui représente un total cumulé de 1 387 milliards de dollars US (2005 PPP) sur une période de 30 ans². Le produit intérieur brut (PIB) agricole a augmenté en moyenne de 4,5% par an entre 1978 et 2009 et la productivité céréalière a augmenté plus vite que la population du pays, permettant ainsi de nourrir 20% de la population mondiale en n'utilisant que 11% de la totalité des terres cultivables de la planète³. La croissance découle principalement des améliorations faites dans la production d'aliments de base, résultant d'un certain nombre de politiques clés depuis les années 50. Ces politiques ont permis des réformes foncières qui ont redistribué les terres entre les paysans dans les années 50 et, dans les années 70 et 80, l'abolition de la collectivisation et une progression vers la location privée selon le « Système de responsabilité des foyers », l'établissement d'universités et d'instituts de recherche agricoles, l'adoption généralisée d'intrants et des technologies par les petits exploitants agricoles, l'expansion de l'irrigation, et depuis les années 80, une série de réformes graduelles du marché qui ont assoupli le contrôle de l'Etat⁴.

La croissance agricole chinoise, obtenue grâce à une productivité accrue des fermes de petite taille cultivant des cultures alimentaires telles que le riz ou le blé, a contribué à une incroyable réduction de l'extrême pauvreté au fil de plusieurs décennies, celle-ci passant de 60% de la population en 1990 à 12% en 2009⁵. L'élasticité de la pauvreté en Chine par rapport à la croissance agricole pendant les années 90 était de -2,7, soit pour chaque gain de 1% de croissance agricole, il y a eu une réduction de 2,7% de la pauvreté. De plus, il est estimé que la croissance agricole de 1978 à 2008 a contribué 4 fois plus à la réduction de la pauvreté que tous les autres secteurs de production réunis⁶.

VIETNAM : OUVRIR LA VOIE DE L'ENTREPRENARIAT ET DU COMMERCE À TRAVERS UNE LIBÉRALISATION CONTINUE DU MARCHÉ

Le Vietnam a fait des progrès sociaux et économiques phénoménaux en se focalisant de façon claire et soutenue sur son développement agricole. Au début des années 80,

c'était l'un des pays les plus pauvres du monde, la production alimentaire par habitant était en déclin et la famine était rampante. Doi Moi, le set de réformes politiques qui a été lancé en 1988, a permis au pays de passer d'une économie stagnante à un « socialisme de marché » dynamique grâce auquel il est devenu l'un des plus grands exportateurs mondiaux de riz, de café et autres⁷. Pendant deux décennies, entre 1990 et 2010, le Vietnam a investi 47 milliards de dollars US (2005) dans l'agriculture, ce qui équivaut à une moyenne de presque 7% de ses dépenses gouvernementales annuelles⁸. Le cœur des réformes Doi Moi résidait en un changement de direction dramatique qui a fait passer le pays d'une agriculture collectivisée à, pour l'essentiel, un système de libre marché. Ce dernier a été accompli grâce à une séquence de changements politiques dont une privatisation constante des terres entre la fin des années 80 et le début des années 90⁹. Ces réformes ont créé une forte augmentation de la production des aliments de base, en particulier du riz, qui a augmenté de 53% entre 1990 et 2006. Ce qui a dramatiquement amélioré la sécurité alimentaire nationale et consécutivement a fait fleurir les exportations commerciales¹⁰. Les réformes ont aussi généré une forte incitation à l'entrepreneuriat et aux investissements privés dans l'agriculture, et créé pour les agriculteurs des opportunités de participer à des activités commerciales à plus forte valeur ajoutée. La croissance agricole qui en a découlé (allant jusqu'à 4,9% par an entre 1996 et 2000) a fait considérablement baisser la pauvreté (de 64% en 1993 à 17% en 2008) et, en élevant les revenus des foyers, elle est devenue un moteur pour une demande accrue dans d'autres parties de l'économie telles que la construction et les services¹¹.

BRÉSIL : INNOVER ET MODERNISER GRÂCE À UN INVESTISSEMENT PUBLIC INTENSIF DANS LA R&D

L'exemple du Brésil est tout aussi impressionnant : en moins de 30 ans, le pays est passé du statut d'importateur de nourriture à celui de l'un des plus grands fournisseurs du monde en devenant le premier exportateur mondial de bœuf, volaille, fruits tropicaux, canne à sucre, éthanol et tabac et le deuxième exportateur mondial de soja¹². Les dépenses du gouvernement dans l'agriculture ont fait un bond dans les années 90. Entre 1990 et 1994, elles équivalaient en moyenne à 4,8 milliards de dollars US par an (2005 PPP), mais depuis 1995, elles sont passées à une moyenne de 9 milliards de dollars US par an (2005 PPP).¹³

La production agricole du Brésil a plus que triplé depuis 1996 avec une croissance annuelle de 3,4% en moyenne entre 1996 et 2012, pilotée surtout par les hausses de productivité, résultant du travail extraordinaire accompli par Embrapa, la Société de recherche agricole brésilienne¹⁴. Cette entreprise publique, établie par le gouvernement en 1973, a révolutionné l'agriculture brésilienne en développant des variétés tropicales qui ne poussaient avant que dans les climats tempérés, tels que le soja et le maïs et en créant une nouvelle variété d'herbe ramenée d'Afrique qui permet de transformer toute savane en pâturage vert. Embrapa a aussi développé de nouvelles approches, telles que l'agriculture durable de type « Technique culturale simplifiée » (maintenant utilisée pour 50% des cultures céréalières)¹⁵. En effet, une

grande proportion des dépenses publiques du Brésil dans l'agriculture est dédiée à la recherche et développement (R&D). En termes de quantité d'investissement public dans la R&D agricole, il se place au troisième rang des pays en voie de développement (après la Chine et l'Inde)¹⁶. Rien qu'en 2006, il a dépensé environ 1,3 milliard de dollars US (2005 PPP) dans la R&D, dont 57% fut alloué à Embrapa. Entre la fin des années 70 et les années 90, pour chaque dollar qu'Embrapa a investi dans la recherche sur l'amélioration des cultures de riz, de haricots et de soja, le pays a fait un bénéfice de 16 dollars¹⁷. Le Brésil utilise donc aujourd'hui des pratiques agricoles parmi les plus avancées au monde et il est estimé que plus de 90% de sa production agricole résulte d'une amélioration de la productivité totale des facteurs.¹⁸

ANNEXE 2 : TABLEAUX DE DONNÉES SUR L'AGRICULTURE AFRICAINE

TABLEAU 1 : Dépenses publiques africaines dans l'agriculture par pays (en milliards de dollars US, 2005 PPP)¹

PAYS	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Afrique du Sud	1,862	1,949	2,214	2,655	2,873	2,888	2,644	2,609
Algérie	2,464	2,691	2,792	3,031	1,876	5,003	3,956	4,028
Angola	0,167	0,301	1,286	1,507	1,096	0,797	1,456	2,013
Bénin	0,114	0,107	0,143	0,158	0,158	0,184	0,126	0,079
Botswana	0,370	0,288	0,432	0,282	0,272	0,401	0,336	0,325
Burkina Faso	0,807	0,586	0,386	0,766	0,648	0,483	0,367	0,524
Burundi	0,010	0,024	0,031	0,068	0,050	0,066	0,099	0,154
Cameroun	0,205	0,160	0,128	0,139	0,123	0,104	0,096	0,084
Cap Vert	-	-	-	-	-	0,017	0,021	0,027
Congo	0,032	0,035	0,025	0,035	0,162	0,205	0,411	0,541
Côte d'Ivoire	0,211	0,171	0,135	0,144	0,112	0,141	0,210	0,182
Djibouti	0,004	0,011	0,011	0,016	0,010	0,012	0,016	0,020
Égypte	3,945	3,616	3,456	3,161	3,119	2,850	2,628	2,447
Éthiopie	0,517	0,493	1,831	2,466	2,251	2,352	2,159	3,167
La Gambie	0,014	0,013	0,013	0,012	0,015	0,016	0,017	0,017
Ghana	0,379	0,710	0,792	0,622	0,719	0,805	0,730	0,866
Guinée équatoriale	0,113	0,099	0,071	0,064	0,066	0,035	0,084	0,069
Guinée-Bissau	0,002	0,003	0,002	0,003	0,002	0,002	0,002	0,002
Kenya	0,371	0,426	0,414	0,502	0,600	0,441	0,574	0,750
Lesotho	0,043	0,059	0,052	0,044	0,051	0,056	0,059	0,063
Libéria	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000
Madagascar	0,199	0,215	0,303	0,348	0,528	0,703	0,940	1,244
Malawi	0,139	0,131	0,305	0,338	0,299	0,724	0,698	0,994

PAYS	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Mali	0,003	0,004	0,004	0,004	0,004	0,004	0,004	0,004
Maroc	0,864	0,787	0,771	0,759	0,724	0,671	0,648	0,631
Maurice	0,096	0,119	0,086	0,079	0,092	0,106	0,143	0,153
Mauritanie	0,103	0,113	0,099	0,103	0,110	0,128	0,152	0,141
Mozambique	0,160	0,197	0,247	0,219	0,235	0,250	0,313	0,351
Namibie	0,127	0,129	0,140	0,114	0,118	0,108	0,107	0,110
Niger	0,148	0,200	0,189	0,207	0,328	0,425	0,332	0,306
Nigéria	1,011	1,608	1,955	1,772	1,712	1,562	2,079	2,176
Ouganda	0,283	0,146	0,245	0,261	0,290	0,188	0,229	0,290
Rép. centrafricaine	0,014	0,014	0,016	0,016	0,017	0,006	0,012	0,014
Rép. dém. Congo	0,051	0,033	0,050	0,062	0,065	0,071	0,068	0,071
Rwanda	0,038	0,051	0,071	0,099	0,129	0,148	0,193	0,226
Sao Tomé-et-Principe	0,005	0,003	0,003	0,004	0,006	0,006	0,007	0,007
Sénégal	0,328	0,440	0,514	0,533	0,615	0,742	0,767	0,817
Seychelles	0,009	0,008	0,009	0,014	0,018	0,004	0,006	0,009
Sierra Leone	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000
Swaziland	0,073	0,080	0,120	0,160	0,318	0,127	0,195	0,473
Tanzanie	0,432	0,336	0,371	0,637	0,773	0,989	1,188	1,477
Tchad	0,028	0,026	0,024	0,021	0,037	0,037	0,045	0,045
Togo	0,027	0,030	0,039	0,038	0,032	0,086	0,055	0,107
Tunisie	1,359	1,232	1,098	1,139	1,093	1,085	1,171	1,137
Zambie	0,164	0,173	0,280	0,250	0,514	0,434	0,323	0,388
Afrique	17,295	17,819	21,154	22,851	22,262	25,445	25,646	29,112

Source : Benin, S., et B. Yu. 2013. Complying the Maputo Declaration Target: Trends in public agricultural expenditures and implications for pursuit of optimal allocation of public agricultural spending. Rapport des tendances annuelles de 2012 par ReSAKSS. Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI). Washington, DC.

TABLEAU 2 : Pourcentage (%) des dépenses publiques africaines dans l'agriculture par pays²

PAYS	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Afrique du Sud	2,0	1,9	2,1	2,3	2,4	2,2	1,8	1,8
Algérie	3,6	3,8	4,2	4,2	2,2	5,2	3,6	3,7
Angola	0,6	2,2	6,5	5,3	3,6	2,3	2,8	3,5
Bénin	5,5	5,3	6,4	7,5	6,3	7,3	4,0	3,0
Botswana	4,5	3,7	5,9	4,1	3,5	4,3	3,0	2,8
Burkina Faso	32,7	20,5	12,1	20,4	15,8	13,8	8,7	10,8
Burundi	1,5	3,1	3,5	6,5	4,3	5,8	7,7	10,3
Cameroun	3,6	2,9	2,2	2,4	2,0	1,7	1,5	1,3
Cap Vert	-	-	-	-	-	2,6	2,8	3,3
Comores	-	-	1,8	-	-	-	-	-
Congo	1,2	1,1	0,9	1,3	5,4	7,4	10,1	13,7
Côte d'Ivoire	3,6	2,9	2,3	2,5	1,8	2,2	3,1	2,5
Djibouti	0,7	2,2	2,0	2,8	1,6	1,9	2,3	2,8
Égypte	5,1	4,5	4,2	3,0	3,0	2,2	1,8	1,8
Éthiopie	5,0	5,0	15,9	20,3	18,0	18,9	17,5	21,2
La Gambie	6,9	6,7	6,9	5,7	7,3	7,4	7,6	7,8
Ghana	5,7	8,8	9,6	10,3	9,9	10,2	9,0	9,1
Guinée	-	21,4	10,5	12,7	9,3	14,5	-	-
Guinée équatoriale	1,3	1,4	1,5	1,6	1,7	0,8	0,8	0,5
Guinée-Bissau	1,9	1,8	1,2	1,5	1,2	1,1	1,0	0,9
Kenya	4,3	4,1	4,4	4,5	4,9	3,2	3,9	4,6
Lesotho	3,6	5,1	4,1	3,1	3,3	3,2	3,0	2,9
Libéria	1,7	1,5	1,3	4,0	5,5	8,6	2,3	2,9
Madagascar	8,7	7,2	14,0	11,7	7,7	7,9	8,1	8,3
Malawi	7,2	6,8	12,6	17,1	14,4	22,4	23,2	28,9
Mali	14,0	15,1	15,5	12,1	13,4	12,7	10,2	11,1

PAYS	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Maroc	3,2	2,7	2,2	2,2	2,0	1,7	1,6	1,4
Maurice	3,4	4,0	2,9	2,6	3,2	3,5	4,0	3,8
Mauritanie	5,3	6,8	5,9	5,8	5,9	6,0	6,1	6,3
Mozambique	5,4	6,5	6,7	5,7	5,2	5,4	5,8	5,5
Namibie	4,1	4,2	4,5	3,6	3,5	3,3	3,2	3,0
Niger	11,2	14,2	11,9	12,5	17,4	18,9	13,9	12,7
Nigéria	3,4	5,7	6,1	6,9	5,2	4,5	5,3	5,7
Ouganda	4,9	3,1	4,7	4,7	5,0	3,2	3,8	3,9
Rép. centrafricaine	4,3	4,3	2,8	2,6	2,6	1,3	2,2	2,3
Rép. dém. Congo	1,9	1,0	0,9	1,2	1,2	1,1	1,0	1,1
Rwanda	2,9	3,6	4,5	5,1	5,5	5,6	6,4	6,6
Sao Tomé-et-Principe	5,4	3,1	4,0	4,4	5,9	6,2	6,5	6,9
Sénégal	9,4	10,9	12,0	10,7	11,6	13,9	13,9	13,9
Seychelles	1,8	1,2	1,5	1,8	2,5	0,7	1,0	1,4
Sierra Leone	4,1	2,4	2,1	2,1	2,5	2,2	2,0	1,7
Soudan	3,1	5,4	5,9	6,5	7,0	-	-	-
Soudan du Sud	-	-	-	-	-	1,4	1,9	1,4
Swaziland	5,0	5,4	5,1	5,9	8,2	2,7	2,9	5,3
Tanzanie	6,8	5,7	4,7	5,8	5,8	6,9	6,7	6,8
Tchad	5,7	4,7	3,9	7,8	5,5	5,7	5,9	6,2
Togo	3,9	4,1	4,2	3,7	3,4	9,6	4,8	9,1
Tunisie	8,9	7,6	6,6	6,6	6,0	5,4	5,7	5,5
Zambie	6,1	6,1	7,2	9,3	13,2	12,5	9,3	10,2
Zimbabwe	10,4	11,7	4,0	17,3	18,8	22,0	25,8	30,2
Afrique	3,9	4,0	4,4	4,4	4,0	4,0	3,6	3,9

Source : Benin, S. et B. Yu. 2013.

TABLEAU 3 : Pourcentage des dépenses publiques africaines dans la R&D agricole³

PAYS	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Afrique du Sud	2,2	2,5	3,1	2,9	2,1	2
Bénin	0,5	0,5	0,5	0,6	0,5	0,7
Botswana	3,5	4,7	5,3	6,4	5,3	4,3
Burkina Faso	0,6	0,7	0,5	0,4	0,4	0,4
Burundi	0,7	0,7	1	1,3	1,5	1,8
Congo	0,6	0,6	0,8	0,8	0,7	0,9
Côte d'Ivoire	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,5
Érythrée	1,7	1,3	0,5	0,6	0,5	0,5
Éthiopie	0,6	0,5	0,4	0,4	0,3	0,3
Gabon	0,1	0,2	0,4	0,3	0,2	0,2
La Gambie	0,5	0,7	0,7	0,7	0,6	0,5
Ghana	0,6	0,6	0,6	0,7	0,8	0,9
Guinée	0,3	0,2	0,3	0,2	0,2	0,2
Kenya	1,1	1,1	1,2	1,4	1,4	1,3
Madagascar	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
Malawi	1	1	1,1	1,1	1,2	1,2
Mali	0,6	1	0,7	0,6	0,7	0,6

PAYS	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Maroc	1	1,1	1,2	1,3	1,5	1,6
Maurice	4,3	4,2	4,2	3,7	3,8	3,9
Mauritanie	1,3	1,3	0,9	1,7	2,1	1,2
Mozambique	0,6	0,6	0,7	0,5	0,4	0,4
Namibie	2,6	2,2	2,7	2	1,6	2
Niger	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3
Nigéria	0,3	0,4	0,3	0,4	0,4	0,4
Ouganda	1,3	1,4	1,1	1	1,1	1,2
Rwanda	0,7	0,7	0,6	0,6	0,6	0,5
Sénégal	1,1	1,1	1	0,8	0,8	0,9
Sierra Leone	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
Soudan	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
Tanzanie	0,4	0,3	0,2	0,3	0,4	0,5
Togo	0,4	0,4	0,5	0,4	0,4	0,5
Tunisie	1,1	1,1	1,2	1,2	1,3	1,4
Zambie	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3

Note méthodologique

Afin que les gouvernements africains rendent des comptes sur leurs engagements en matière de financement public, comme la Déclaration de Maputo, il est nécessaire de disposer de données budgétaires valables, régulièrement mises à jour et standardisées. Actuellement, les seules données publiques qui répondent à ces critères proviennent du Système régional d'analyse stratégique et de gestion des connaissances (ReSSAKS) de l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI). ReSSAKS fournit des données fiables et précises sur les dépenses budgétaires dans un format standardisé permettant la comparaison entre pays. Le seul défaut majeur des données fournies par le ReSSAKS est le manque de mise à jour : les données publiques les plus récentes sur l'agriculture ont quatre ans (2010). La plupart des chiffres récents viennent des gouvernements eux-mêmes, soit

à travers la ventilation des données ministérielles soit à travers la version simplifiée du budget accessible aux citoyens. Mais, ces données mesurent la ventilation du budget, et non les dépenses réelles. De plus, ces chiffres ne sont pas standardisés et donc non comparables entre les pays étant donné la différence entre ce que les différents gouvernements considèrent comme des dépenses publiques agricoles. Ce manque de standardisation empêche la reconnaissance des efforts de certains états pour faire de l'agriculture une priorité, vu que leurs efforts ne sont pas comptabilisés à cause d'un mauvais suivi des données. Afin de vraiment mesurer les progrès, des données fiables, régulièrement mises à jour et standardisées sont une nécessité qui doit devenir une priorité des gouvernements africains.



UN VULGARISATEUR AGRICOLE ENVOYÉ
PAR LE GOUVERNEMENT TANZANIEN
TRAVAILLE AVEC LES HABITANTS DU
VILLAGE , CLIENTS DE SON ENTREPRISE
POUR S'ASSURER DE LA MISE EN ŒUVRE
DES BONNES PRATIQUES AGRICOLES.

PHOTO : FONDATION BILL & MELINDA GATES

NOTES

INTRODUCTION

1. Division Population des Nations Unies, Perspectives de la population mondiale : Révision de 2012. Juin 2013.
2. Banque Mondiale. 2013. Indicateurs du développement en Afrique.
3. J. Mellor. 1995. Agriculture on the Road to Transformation. IFPRI.
4. D'autres secteurs incluent, par exemple, l'exploitation minière ou les services publics. Banque mondiale. 2007. « Rapport sur le développement dans le monde 2008 : L'agriculture au service du développement ». Washington, DC; L. Christiaensen, L. Demery and J. Kuhl. 2010. The (evolving) role of agriculture in poverty reduction – an empirical perspective. Journal of Development Economics.

ÉTAT DES LIEUX ET ANALYSE

1. Banque mondiale. 2013. « Indicateurs de développement africain ». Afrique sub-saharienne, tous revenus.
2. Alliance pour la révolution verte en Afrique (AGRA). 2013. Africa Agriculture Status Report: Focus on Staple Crops. Nairobi, Kenya; Banque mondiale. 2013. « Indicateurs de développement africain ».
3. Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI). http://www.ifpri.org/sites/default/files/publications/infographic_ethiopiafood.pdf
4. Les données étaient inadéquates ou non disponibles pour le Cap Vert, les Comores, l'Érythrée, le Gabon, la Somalie et le Soudan du Sud.
5. S. Benin and B. Yu. 2013. Complying with the Maputo Declaration Target: Trends in public agricultural expenditures and implications for pursuit of optimal allocation of public agricultural spending. ReSAKSS Annual Trends and Outlook Report 2012. IFPRI. Washington, DC.
6. Dans l'ensemble, 16 pays d'Afrique sub-saharienne sont sur la bonne voie pour réduire l'extrême pauvreté de moitié : Burkina Faso, Cameroun, Éthiopie, Gambie, Ghana, Guinée,

Lesotho, Mali, Mauritanie, Mozambique, Namibie, Niger, Sénégal, Afrique du Sud, Swaziland et Uganda; voir ONE. 2013. DATA Report: Financing the Fight for Africa's Transformation.

7. Conférence conjointe des ministères du commerce et de l'agriculture. 2012. Sustaining CAADP Momentum. Présentation.

DRESSER LE PORTRAIT DE LA RÉUSSITE

Ghana

1. 1 ODI. 2011. "Ghana's sustained agricultural growth: putting underused resources to work"; Banque mondiale. Indicateurs du développement dans le monde 2013.
2. Banque mondiale. Indicateurs du développement dans le monde 2013.
3. FAOStat. "Ghana Country Profile"; ODI. 2011. "Ghana's sustained agricultural growth: putting underused resources to work".
4. Ministère de l'Alimentation et de l'Agriculture. 2013. "Facts and Figures 2012".
5. FAOStat. "Ghana Country Profile".
6. Ibid.; Fondation Fairtrade. 2013. "Powering up smallholder farmers to make food fair". http://www.fairtrade.org.uk/includes/documents/cm_docs/2013/F/FT_smallholder%20report_2013_lo-res.pdf; Fondation mondiale du cacao. 2012. Discours de Moses Asaga. http://worldcocoafoundation.org/wp-content/files_mf/speech_ministerasaga.pdf
7. ReSAKSS. 2013. "Annual Trends and Outlook Report". Concerne la période la plus récente pour laquelle des données existent (jusqu'à 2010).
8. Gouvernement du Ghana. 2010. "Medium Term Agriculture Sector Investment Plan (METASIP) 2011–2015". <http://www.resakss.org/sites/default/files/pdfs/ghana-agriculture-sector-investment-plan-45359.pdf>

9. ODI. 2011. "Ghana's sustained agricultural growth: putting underused resources to work".
10. Banque mondiale. Indicateurs du développement dans le monde 2013. Banque mondiale. "Poverty & Equity: "Ghana Country Profile". <http://povertydata.worldbank.org/poverty/country/GHA>
11. ODI. 2011. "Ghana's sustained agricultural growth: putting underused resources to work".
12. InterAction Council. "Jerry John Rawlings". <http://interactioncouncil.org/jerry-john-rawlings>
13. Ministère de l'Alimentation et de l'Agriculture. "National Farmers' Day". http://mofa.gov.gh/site/?page_id=6722; ONE. 2011. "Rewarding Ghanaian farmers for their good work in agriculture". <http://www.one.org/us/2011/12/18/rewarding-ghanaian-farmers-for-their-good-work-in-agriculture/>
14. Diminution de la prévalence de la sous-nutrition de 15% à 5% entre 2001 et 2009. Banque mondiale. Indicateurs du développement dans le monde 2013.
15. BBC. 2011. Ghana's Kufuor: 'Cocoa was key to World Food Prize'. mercredi 22 juin 2011. <http://www.bbc.co.uk/news/world-africa-13877077>
16. Voir la vidéo consultable sur: The Chicago Council on Global Affairs. 2012. "Food Security at the G8: Changing the development landscape". http://www.thechicagocouncil.org/files/Global_Agriculture/Initiative_Events/FY_12/Sessions/Food_Security.aspx
17. Président de la République du Ghana, republié dans Modern Ghana. 2012. "State of the Nation Address: Still Building a Better Ghana". <http://www.modernghana.com/news/378452/1/state-of-the-nation-address-still-building-a-bette.html>

18. Ghana Investment Promotion Centre. "S.E. John Mahama, Président de la République du Ghana". <http://www.gipcghana.com/connect/get-in-touch/24-about/gipc/207-h-e-john-dramani-mahama-president-of-the-republic-of-ghana.html>; VibeGhana. 2013. "Le Président Mahama exhorte les jeunes à se lancer dans l'agriculture". <http://vibeghana.com/2013/10/14/president-mahama-urges-youth-to-embrace-agriculture/>
19. IFPRI. 2013. "Evidence on Key Policies for African Agricultural Growth"; Shasi Kolavalli and Marcella Vigneri. 2011. "Cocoa in Ghana: Shaping the Success of an Economy". Chapter 12 in World Bank. Yes Africa Can; ODI. 2011. "Ghana's sustained agricultural growth: putting underused resources to work".
20. Shasi Kolavalli et Marcella Vigneri. 2011. "Cocoa in Ghana: Shaping the Success of an Economy", op. cit.
21. Ibid.
22. Ministère des Finances. Déclaration du budget de 2013. http://www.mofep.gov.gh/sites/default/files/budget/2013_Budget_Statement.pdf
23. UNCTAD. 2013. "The Role of Parastatal Institutions in the Agricultural Sector: The Case of Ghana Cocoa Board". http://unctad.org/meetings/en/Presentation/SUC_GCF2013_18-03-2013_Ebenezer-TEI-QUARTEY.pdf
24. Ministère de l'Alimentation et de l'Agriculture. "National Food Buffer Stock Company (NAFCO)". http://mofa.gov.gh/site/?page_id=705
25. Ministère de l'Alimentation et de l'Agriculture 2007. "Food and Agriculture Sector Development Policy (FASDEP II)". <http://mofa.gov.gh/site/wp-content/uploads/2011/06/FASDEP-II-FINAL.pdf>
26. Modern Ghana. 2009. "New Cocoa Processing Plant for Ghana". <http://www.modernghana.com/news/200263/1/new-cocoa-processing-plant-for-ghana.html>
27. Ibid.; Mohammed et al. 2012. "Cocoa Value Chain – Implication for the Smallholder Farmer in Ghana". http://www.swdsi.org/swdsi2012/proceedings_2012/papers/Papers/PA157.pdf
28. GhanaWeb. 2011. "Mills commissions new cocoa processing company". <http://www.ghanaweb.com/GhanaHomePage/NewsArchive/artikel.php?ID=203483>
29. Ghana Free Zones Board. <http://www.gfzb.gov.gh/>
30. République du Ghana, Ministère de l'Alimentation et de l'Agriculture. "Ghana Commercial Agriculture Project (GCAP)". http://mofa.gov.gh/site/?page_id=7036; World Bank. "Ghana Commercial Agriculture". <http://www.worldbank.org/projects/P114264/ghana-commercial-agriculture?lang=en>
31. Grow Africa. "Ghana Commercial Agriculture Programme". <http://growafrica.com/initiative/ghana>
32. Moyenne entre 2003 et 2008, de ReSAKSS. 2013. "Annual Trends and Outlook Report".
33. Ibid.
34. A. Asante-Poku et F. Angelucci, MAFAP SPAAA. 2013. "Analysis of incentives and disincentives for cocoa in Ghana". http://www.fao.org/fileadmin/templates/mafap/documents/technical_notes/GHANA/GHANA_Technical_Note_COCOA_EN_Apr2013.pdf; Shasi Kolavalli and Marcella Vigneri. 2011. "Cocoa in Ghana: Shaping the Success of an Economy", op. cit.; ODI. 2011. "Ghana's sustained agricultural growth: putting underused resources to work".
35. Felix Nweke. 2009. "Millions Fed: Proven Successes in Agricultural Development". IFPRI.
36. Ibid.
37. IFPRI. 2013. "Evidence on Key Policies for African Agricultural Growth"; ODI. 2011. "Ghana's sustained agricultural growth: putting underused resources to work".
38. ODI. 2011. "Ghana's sustained agricultural growth: putting underused resources to work".
39. Ghana Investment Promotion Centre. "Ghana Investment Profile: Cash Crops". http://tudec.org/downloads/Ghana_Investment_Opportunities/Crops.pdf
40. ODI. 2011. "Ghana's sustained agricultural growth: putting underused resources to work"; Ghana Investment Promotion Centre. "Infrastructure – Harbours". <http://www.gipcghana.com/invest-in-ghana/why-ghana/infrastructure/harbours-infrastructure.html>
41. Gouvernement du Ghana, Ministère chargé des routes et des voies principales <http://www.ghana.gov.gh/index.php/2012-02-08-08-18-09/ministries/267-ministry-of-roads-and-highways>
42. Ghana Auditor-General. 2010. "Performance Audit Report of the Auditor-General on the Maintenance of Feeder Roads in Ghana". <http://www.ghaudit.org/reports/FEEDER+ROADS.pdf>
43. Benin et al. 2008. "Reaching Middle-Income Status in Ghana by 2015: Public Expenditures and Agricultural Growth". IFPRI. <http://www.ifpri.org/sites/default/files/publications/ifpridp00811.pdf>
44. République du Ghana 2003. "The Ghana ICT for Accelerated Development (ICT4AD) Policy". http://img.modernghana.com/images/content/report_content/ICTAD.pdf
45. Ghana-India Kofi Annan Centre of Excellence in ICT. <http://www.aiti-kace.com.gh/>
46. NCA Journal. 2011. "Educating Cocoa Farmers Through Mobile Phones". <http://www.candyusa.com/files/NCAJSustainabilityHershey.pdf>
47. USAID. 2012. "ICT to Enhance Impact of Agriculture Development: CocoaLink Profile". <https://communities.usaidallnet.gov/ictforag/node/343>
48. IFPRI. 2009. "Setting Priorities for Public Spending for Agricultural and Rural Development in Africa".
49. Banque mondiale. Indicateurs du développement dans le monde 2013.

50. Xinshen Diao. 2010. "Economic Importance of Agriculture for Sustainable Development and Poverty Reduction". IFPRI. <http://www.oecd.org/tad/agricultural-policies/46341169.pdf>
51. ODI. 2011. "Ghana's sustained agricultural growth: putting underused resources to work"; Breisinger et al. 2008. "The Role of Cocoa in Ghana's Future Development". <http://www.ifpri.org/sites/default/files/publications/gsspwp11.pdf>; Shasi Kolavalli et Marcella Vigneri. 2011. "Cocoa in Ghana: Shaping the Success of an Economy"; op. cit.
52. ODI. 2011. "Ghana's sustained agricultural growth: putting underused resources to work".
53. R. Al-Hassan et C. Poulton. 2009. "Agriculture and Social Protection in Ghana".
54. R. Al-Hassan et X. Diao. 2007. "Regional Disparities in Ghana: Policy options and public investment implications".
55. IFAD. 2013. "Enabling poor rural people to overcome poverty in Ghana". <http://www.ifad.org/operations/projects/regions/pa/factsheets/gh.pdf>; SEND Ghana. 2013. "Savanna Accelerated Development Authority (SADA) Funded Programmes". <http://gh.sendwestafrica.org/our-programme/gelap/savanna-accelerated-development-authority-sada#.UotxmdLIZg0>
56. ReSAKSS. 2013. "Annual Trends and Outlook Report". Il est difficile de mesurer de manière cohérente la part de la dépense publique consacrée à l'agriculture au Ghana parce que certains éléments de cette dépense (notamment les routes secondaires et le soutien à la filière cacaoyère) n'ont été pris en compte que récemment. Au Ghana, ces difficultés sont particulièrement aiguës en raison de la proportion très élevée de dépenses publiques liées à l'agriculture qui ont été faites par d'autres ministères que celui de l'alimentation et de l'agriculture. Pour plus de détails, voir Samuel Benin. 2013. "Are African governments serious about agriculture?" IFPRI. Ghana Strategy Support Program, Discussion Note #004. <http://www.ifpri.org/sites/default/files/publications/gsspdn4.pdf>
57. ODI. 2011. "Ghana's sustained agricultural growth: putting underused resources to work".
58. Ibid.
- Éthiopie**
59. ReSAKSS. 2013. "Annual Trends and Outlook Report".
60. Gouvernement éthiopien. 2010. "Ethiopia's Agricultural Sector Policy and Investment Framework 2010-2020". <http://www.resakss.org/sites/default/files/pdfs/ethiopia-post-compact-investment-plan-45354.pdf>
61. David J. Spielman, Dawit Kelemwork and Dawit Alemu. 2011. "Seed, Fertilizer, and Agricultural Extension in Ethiopia". Ethiopia Strategy Support Program II, Working Paper 020.
62. Ibid.
63. Ibid.
64. Shahidur Rashid and Asfaw Negassa. 2008. "Policies and Performance of Ethiopian Cereal Markets" in "Food and Agriculture in Ethiopia: Progress and Policy Challenges".
65. Institut de recherche sur le développement éthiopien. 2011. "Road Sector Development and Economic Growth in Ethiopia". <http://elibrary.acbfact.org/acbf/collect/acbf/index/assoc/HASH7550.dir/doc.pdf>
66. Stefan Dercon et John Hoddinott. 2005. "Livelihoods, Growth, and Links to Market Towns in 15 Ethiopian Villages". FCND Discussion Paper 194. IFPRI.
67. IFPRI. "Ethiopia's Commodity Exchange Opens Its Doors".
68. Eleanor Whitehead. 2013. "Africa's Agriculture Commodity Exchange Takes Root". Forbes. jeudi 15 août 2013.
69. Javier Blas. 2013. "Africa Commodity Exchanges Get \$5m Boost". Financial Times. jeudi 24 janvier 2013.
70. Lauren Everitt. 2012. "How Africa's First Commodity Exchange Revolutionized Ethiopia's Economy". The Guardian. 13 décembre 2012.
71. Paul Dorosh and Shahidur Rashid. 2008. "Food and Agriculture in Ethiopia: Progress and Policy Challenges".
72. Eleanor Whitehead. 2013. "Africa's Agriculture Commodity Exchange Takes Root," op. cit.
73. Javier Blas. 2013. "Africa Commodity Exchanges Get \$5m Boost", op. cit.7
74. Sara Gustafson et Sarah McMullan. 2013. "From the Ground Up". IFPRI. <http://insights.ifpri.info/2013/04/from-the-ground-up/>
75. Stefan Dercon, Ruth Vargas Hill et Andrew Zeitin. 2009. "In Search of a Strategy: Rethinking Agriculture-Led Growth in Ethiopia". Rapport de synthèse d'une étude sur l'agriculture et la croissance en Éthiopie
76. Paul Dorosh et John Mellor. 2013. "Why Agriculture Remains a Viable Means of Poverty Reduction in Sub-Saharan Africa: The Case of Ethiopia". Development Policy Review, 31 (4): 419-441.
77. Shenggen Fan, Tewodaj Mogues et Sam Benin. 2009. "Setting Priorities for Public Spending for Agricultural and Rural Development in Africa". IFPRI Bulletin politique 12.
78. Stefan Dercon, Daniel O. Gilligan, John Hoddinott et Tassew Woldehanna. 2008. "The Impact of Agricultural Extension and Roads on Poverty and Consumption Growth in Fifteen Ethiopian Villages". IFPRI Discussion Paper 00840.
79. Ibid.
80. Guush Berhane, Linden McBride, Kibrom Tafere Hirfrot et Seneshaw Tamiru. 2008. "Patterns in Foodgrain Consumption and Calorie Intake" in "Food and Agriculture in Ethiopia: Progress and Policy Challenges".
81. Indicateurs du développement dans le monde 2013. <http://data.worldbank.org/indicator/SH.STA.STNT.ZS>
82. République fédérale démocratique d'Éthiopie. 2011. "The Path to Sustainable Development: Ethiopia's climate resilient green economy strategy. http://www.unccd2012.org/content/documents/287CRGE%20Ethiopia%20Green%20Economy_Brochure.pdf
83. Ibid.

84. Ibid.
85. Nanki Kaur. 2013. "Ethiopia: can it adapt to climate change and build a green economy?" International Institute for Environment and Development (IIED). <http://www.iied.org/ethiopia-can-it-adapt-climate-change-build-green-economy>
86. Indicateurs du développement dans le monde 2013. <http://data.worldbank.org/indicator/NV.AGR.TOTL.ZS/countries/ET-ZF-XM?display=graph>
87. Les semences améliorées ne sont pas nécessairement des variétés génétiquement modifiées. ONE estime qu'il revient aux États africains de déterminer si des OGM ou des innovations non OGM sont adaptées à leurs stratégies de transformation des conditions de vie des petits producteurs, à leurs secteurs agricoles en général et à la promotion de la sécurité alimentaire nationale et régionale.
88. Stefan Dercon, Ruth Vargas Hill et Andrew Zeitin. 2009. "In Search of a Strategy: Rethinking Agriculture-Led Growth in Ethiopia", op. cit.
89. Ibid.
90. Ibid.
91. Lauren Everitt. 2012 "How Africa's First Commodity Exchange Revolutionized Ethiopia's Economy", op. cit.
92. Stefan Dercon, Ruth Vargas Hill and Andrew Zeitin. 2009. "In Search of a Strategy: Rethinking Agriculture-Led Growth in Ethiopia", op. cit.
93. Ibid.
- Burkina Faso**
94. FAOStat. "Country Profile: Burkina Faso".
95. Ceci représente 15-20% de la main-d'œuvre, selon les estimations.
96. J. Kaminski. 2011. Cotton Dependence in Burkina Faso: Constraints and Opportunities for Balanced Growth". Yes Africa Can. La Banque mondiale. Washington, DC.
97. S. Mirza. 2011. "The land usage of Cotton in Burkina Faso and its impact on food security". ICE Case Studies: Number 263. <http://www1.american.edu/ted/ICE/burkina-food-riot.html>
98. B. Dowd-Urbe. 2011. "Engineered Outcomes: The state and agricultural reform in Burkina Faso".
99. E. Harsch. 1998. "Burkina Faso in the Winds of Liberalisation". Review of African Political Economy.
100. J. Kaminski et R. Serra. 2011. "Endogenous economic reforms and local realities: Cotton policy making in Burkina Faso". Overseas Development Institute (ODI). London.
101. B. Dowd-Urbe. 2011, op. cit.
102. Tschirley, D., C. Poulton, et P. Labaste. 2009. "Organization and performance of cotton sectors in Africa: Learning from reform experience". La Banque mondiale. Washington, DC.
103. J. Kaminski, D. Headey et T. Bernard. 2009b. 2009a. "Navigating through Reforms: Cotton in Burkina Faso"; International Food Policy Research Institute (IFPRI). "Millions Fed: Proven Successes in Agricultural Development". Washington, DC.
104. B. Dowd-Urbe. 2011, op. cit.
105. Cependant, les deux nouvelles sociétés, SOCOMA et FASOCOTON, ne couvrent que 15% du marché, la SOFITEX restant l'acteur dominant.
106. "L'Accord interprofessionnel" est une organisation faitière regroupant les principaux acteurs de la filière coton: l'État, la SOFITEX, l'UNPCB, et les deux nouvelles sociétés de commercialisation, SOCOMA et FASOCOTON.
107. J. Kaminski, D. Headey et T. Bernard. 2009b. 2009b. op. cit.
108. J. Kaminski, D. Headey et T. Bernard. 2009b. 2011. "The Burkinabé Cotton Story 1992–2007: Sustainable Success or Sub-Saharan Mirage?" World Development.
109. J. Kaminski, D. Headey et T. Bernard. 2009b. 2009b. op. cit.
110. J. Kaminski, D. Headey et T. Bernard. 2009b. 2009b. "Institutional Reform in the Burkinabé Cotton Sector and its Impacts on Incomes and Food Security 1996–2006". Bulletin de discussion 00920. IFPRI. Washington, DC.
111. J. Kaminski, D. Headey et T. Bernard. 2009b. 2009b. op. cit.
112. J. Kaminski. 2006. Kaminski, J. 2006. 'Database of 300 cotton-producing households in representative regions of Burkina Faso, 15 GPCs, and interviews with national stakeholder'. ARCADE. École d'économie de Toulouse. France.
113. J. Kaminski, D. Headey et T. Bernard. 2009b. op. cit.
114. J. Kaminski et R. Serra. 2011, op. cit.

RENOUVELER LA PROMESSE DE MAPUTO

1. S. Benin et B. Yu. 2013. "Complying with the Maputo Declaration Target: Trends in public agricultural expenditures and implications for pursuit of optimal allocation of public agricultural spending". ReSAKSS Annual Trends and Outlook Report 2012. International Food Policy Research Institute (IFPRI). Washington, DC.
2. Données disponibles jusqu'en 2010.
3. Les données étaient manquantes ou insuffisantes pour le Cap Vert, les Comores, l'Érythrée, le Gabon, la Somalie et le Soudan du Sud.
4. Comparées aux chiffres pour les dépenses publiques agricoles, les données disponibles sur les taux de croissance sont plus récentes, d'où la différence de tranche de temps entre les illustrations 1 et 2.
5. NEPAD/CAADP. 2013. Countries with compacts / Investment Plans – 06 septembre 2013.
6. Conférence conjointe des Ministères du Commerce et de l'Agriculture. 2012. "Sustaining CAADP Momentum". Présentation.
7. S. Benin et B. Yu. 2013, op. cit.
8. Ibid.
9. G8. 2012. "Camp David Accountability Report".
10. Australie, Fondation Bill & Melinda Gates, Canada, Irlande, Japon, Corée, Pays-Bas, Espagne, le Royaume-Uni et les États-Unis.

11. <http://www.gafspfund.org/>
12. <http://www.gafspfund.org/content/recipient-countries>
13. S. Ding. Entretien personnel. 5 décembre 2013.
14. GAFSP. 2013. "Increasing Incomes, Reducing Hunger: GAFSP Progress Report 2013".
15. K. Baltzer, et H. Hansen, 2012. "Evaluation Study: Agricultural input subsidies in Sub-Saharan Africa". Ministère des Affaires étrangères du Danemark. <http://www.oecd.org/derec/49231998.pdf>
16. Ephraim Chirwa et Andrew Dorward. 2013. Agricultural Input Subsidies The Recent Malawi Experience. Oxford.
17. Budget national du Malawi 2012/13 and 2013/14: Ministère de l'Agriculture et de la Sécurité alimentaire.
18. FAO and AfDB, http://www.hlcd-3a.org/data_all/PDF_en/ReportontheAfDBWorkingLunchon8March2010.pdf
19. M. Curtis and D. Adama. 2013. "What Constitutes Agriculture Spending: Areas of Consensus and Contention. ActionAid. Johannesburg, Afrique du Sud.
20. Financial Times. "Investing in Nigeria". <http://www.ft.com/cms/s/0/68e76a74-2440-11e3-a8f7-00144feab7de.html#axzz2mcJn5Npc>
21. S. Benin et B. Yu. 2013, op. cit.
22. CAADP. 2012. "Sustaining CAADP Momentum".
23. CAADP. 2010. "Highlighting the Successes". NEPAD Planning and Coordinating Agency.
24. CAADP. 2013. "Sustaining the CAADP Momentum: 2013–2023: the CAADP Results Framework".
25. Ibid.
26. NEPAD. 9^e Plateforme de partenariat du PDDAA. <http://www.nepad.org/foodsecurity/caad-partnership-platform>
- RECOMMANDATIONS**
1. Fondation Bill et Melinda Gates. 2014. African Agriculture: Drivers of Success for CAADP Implementation»; NEPAD. 2013. «Table 1: Countries with investment plans as of 6 September 2013».
2. PDDAA. 2013. Sustaining the CAADP Momentum : 2013-2023 : the CAADP Results Framework. Les recommandations incluent un recentrage de l'action sur le suivi des progrès en ce qui concerne 1) les résultats en matière d'agro-industrie et d'entrepreneuriat ; 2) le développement des infrastructures ; 3) les marchés, le commerce et l'intégration régionale ; 4) la croissance et le développement socioéconomique.
3. Ces organisations incluent : l'Agence de coopération et de recherche pour le développement (ACORD), ActionAid International (Gambie et Nigeria), le Partenariat africain pour les engrais et l'agro-industrie (AFAP), l'Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA), Catholic Relief Services (CRS), le Forum des agriculteurs d'Afrique de l'Est et d'Afrique australe (ESAFF), le Réseau d'analyse des politiques agricoles, alimentaires et des ressources naturelles (FANRPAN), l'Agence de planification et de coordination du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (Agence du NEPAD), Oxfam International (Sénégal), Pan-African Agribusiness and Agroindustry Consortium, et la Confédération des syndicats agricoles d'Afrique australe (SACAU)
4. PDDAA. 2012. Sustaining CAADP Momentum, op cit.
5. Ibid.
6. Yifei Liu and Samuel Benin. 2013. Options and Priorities for Raising and Maintaining High Agricultural Productivity in Africa. ReSAKSS Issue Note No 20. http://www.resakss.org/sites/default/files/pdfs/ReSAKSS_IN20.pdf, op. cit.
7. Stefan Dercon, Daniel O. Gilligan, John Hoddinott et Tassew Woldehanna, 2008. The Impact of Agricultural Extension and Roads on Poverty and Consumption Growth in Fifteen Ethiopian Villages, document de travail de l'IFPRI n° 00840.
8. PDDAA. 2012. Sustaining the CAADP Momentum, op cit.
9. Ibid.
10. Frank Byamugisha, Securing Africa's Land for Shared Prosperity: A Program to Scale Up Reforms and Investments, Banque mondiale (2013).
11. Ibid.
12. PDDAA. 2012. Sustaining the CAADP Momentum, op cit.
13. Banque mondiale, Africa Can Help Feed Africa: Removing barriers to regional trade in food staples, octobre 2012.
- <http://siteresources.worldbank.org/INTAFRICA/Resources/Africa-Can-Feed-Africa-Report.pdf>
14. AGRA. 2013. op. cit. .
15. IFPRI. 2007. Market Opportunities for African Agriculture: A General Equilibrium Examination of Demand-Side Constraints on Agricultural Growth in East and Southern Africa. Washington.
16. McKinsey & Company. 2010. Lions on the Move: The Progress and Potential of African Economies.
17. DFID 2011. Regional integration and trade in Sub-Saharan Africa. Londres.
18. O. Morrissey. 2009, Transport and Trade Costs in Africa, University of Nottingham, School of Economics
19. S.Teravaninthorn & G. Raballand. 2009. Transport prices and costs in Africa: A review of the international corridors. Washington, DC: Banque mondiale.
20. Ibid.
21. PDDAA. 2012. Sustaining the CAADP Momentum, op cit. Bill & Gates Foundation. 2014. African Agriculture: Drivers of Success for CAADP Implementation.
22. IFPRI. 2012. Strategies and Priorities for African Agriculture. <http://www.ifpri.org/publication/strategies-and-priorities-african-agriculture>
23. ASTI-IFPRI, 2013, ASTI Global Assessment of R&D Spending, <http://www.asti.cgiar.org/globaloverview>.
24. ASTI-IFPRI, 2013. ASTI Data Tool, <http://www.asti.cgiar.org/data/>.
25. AGRA. 2013. op. cit.
26. A. Asante-Poku et F. Angelucci, (2013) Analysis of incentives and disincentives for cocoa in Ghana, MAFAP SPAAA. http://www.fao.org/fileadmin/templates/mafap/documents/technical_notes/GHANA/GHANA_Technical_Note_COCOA_EN_Apr2013.pdf. Shasi Kolavalli et Marcella Vigneri (2011) Ch. 12 'Cocoa in Ghana: Shaping the Success of an Economy', dans Yes Africa Can : ODI. Banque mondiale (2011). Ghana's sustained agricultural growth: Putting underused resources to work.
27. PDDAA. 2012. Sustaining the CAADP Momentum, op cit.

28. Institut des ressources mondiales. http://www.wri.org/sites/default/files/improving_land_and_water_management.pdf
29. Banque mondiale. Turn Down the Heat: Climate Extremes, Regional Impacts, and the Case for Resilience.
30. *The Washington Post*. <http://www.washingtonpost.com/blogs/worldviews/wp/2013/07/16/the-amazing-surprising-africa-driven-demographic-future-of-the-earth-in-9-charts/>
31. Banque mondiale/FAO. 2011. "Stemming post-harvest waste crucial to African food security". <http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/COUNTRIES/AFRICA/XT/0,,contentMDK:22928991~menuPK:2246551~pagePK:2865106~piPK:2865128~theSitePK:258644,00.html>
32. B. Lipinski et al. 2013. Reducing Food Loss and Waste. Document de travail, Partie 2 de Creating a Sustainable Food Future. Washington, DC: World Resources Institute. Disponible à l'adresse <http://www.worldresourcesreport.org>
33. PDDAA. 2013. Sustaining the CAADP Momentum, op. cit.
34. M. Kinder. 2013. The SUN, Moon and Stars: A Nutrition Policy Agenda for the Next 1,000 Days. ONE <http://www.one.org/us/policy/nutrition-for-growth/>
35. PDDAA. 2013.
36. PDDAA. 2012.
37. T. Lavers. 2011. The Role of Foreign Investment in Ethiopia's Smallholder-focused Agricultural Development Strategy. Conférence mondiale sur l'accapement des terres.
38. Javier Blas. 2013. Africa Commodity Exchanges Get \$5m Boost. Financial Times. 24 January 2013. Voici le lien du rapport : <http://www.plaas.org.za/plaas-publication/ldpi-2>

ANNEXE 1

1. Xiaoyun Li. 2013. "What can Africa learn from China's agricultural miracle?" dans OCDE. 2013. "Development Cooperation Report – Ending Poverty".
2. IFPRI. Statistics of Public Expenditure for Economic Development (SPEED). 2013. Disponible à : <http://www.ifpri.org/book-39/ourwork/programs/priorities-public-investment/speed-database>
3. Xiaoyun Li et al. 2013. "What can Africa learn from China's experience in agricultural development?" IDS Bulletin, 44.4.

4. Ibid.; M. Ravallion. 2009. "A Comparative Perspective on Poverty Reduction in Brazil, China and India." Banque mondiale. <http://elibrary.worldbank.org/doi/pdf/10.1596/1813-9450-5080>
5. Banque mondiale, Indicateurs de développement mondiaux 2013; M. Ravallion. 2009, op. cit.; Xiaoyun Li. 2013. "What can Africa learn from China's agricultural miracle?", op. cit.
6. Xiaoyun Li. 2013. "What can Africa learn from China's agricultural miracle?", op. cit.
7. D. Cervantes-Godoy et J. Dewbre. 2010. "Economic Importance of Agriculture for Sustainable Development and Poverty Reduction: The Case Study of Vietnam". OECD.
8. IFPRI SPEED. 2013, op. cit.
9. D. Cervantes-Godoy et J. Dewbre. 2010, op. cit.
10. Michael Kirk et Nguyen Do Anh Tuan. 2009. "Exiting from Collective Agriculture: Land-Tenure Reform in Vietnam". Chapitre 20 dans IFPRI. 2009. "Millions Fed: Proven Successes in Agricultural Development". Banque mondiale, Indicateurs de développement mondiaux 2013
11. Ibid.
12. The Economist. 2010. "The Miracle of the Cerrado". <http://www.economist.com/node/16886442>
13. IFPRI SPEED. 2013, op. cit.
14. Banque mondiale, Indicateurs de développement mondiaux 2013; The Economist. 2010. "The Miracle of the Cerrado", op. cit.
15. The Economist. 2010, op. cit.; James Dale Davidson. 2012. "Why is Brazil the new America?" Christian Science Monitor. <http://www.csmonitor.com/Environment/2012/0926/Why-is-Brazil-the-new-America-Hint-water>
16. Beintema et al. 2010. "Brazil: New developments in the organization and funding of public agricultural research". IFPRI. <http://www.asti.cgiar.org/pdf/Brazil-Note.pdf>
17. IFPRI. 2013. "Embrapa celebrates 40th anniversary". <http://dgccorner.ifpri.info/2013/09/18/embrapa-celebrates-40th-anniversary/>
18. James Dale Davidson. 2012. "Why is Brazil the new America?", op. cit.

ANNEXE 2

1. S. Benin et B. Yu 2013 "Complying with the Maputo Declaration target", op.cit.
2. Ibid.
3. Ibid.





ONE.ORG



BUREAU

Berlin

Luisenstraße 40
10117 Berlin
Allemagne

Bruxelles

3rd Floor
Rue d'Idalie 9-13
1050 Bruxelles, Belgique

Johannesburg

Silverstream Office Park
Main Building, 1st Floor
10 Muswell Road
Bryanston, Johannesburg
Afrique du Sud

Londres

151 Wardour Street
Londres, Royaume-Uni
W1F 8W E

New York

49 W. 27th Street
Floor 3
New York, NY 10005
États-Unis

Paris

47 rue du Montparnasse
75014 Paris, France

Washington, DC

1400 Eye Street NW
Suite 600
Washington, DC 20005
États-Unis